

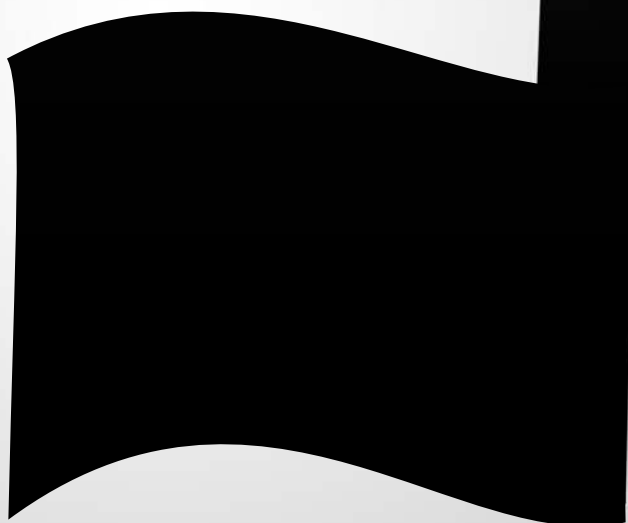
CR



SES

ANALYSES LIBERTAIRES

COMPRENDRE
POUR LUTTER



INTRODUCTION

Sortir, en 2014, un ouvrage sur la crise n'est-il pas un peu décalé et est-ce encore bien pertinent ? Il peut sembler qu'on se réveille un peu tard, à entendre médias et politiciens le gros de la crise est derrière nous, cela commence à dater ...

C'est en effet dès 2007 que la crise des subprimes éclate aux États-Unis. En 2008, des grandes banques d'investissement font faillite ainsi que le principal assureur américain (AIG). La crise financière frappe alors l'ensemble de l'économie mondiale qui menace de s'effondrer. A partir de 2009, c'est le krach économique de la Grèce qui connaîtra le plus fort retentissement. Les gouvernements Européens veulent alors «sauver» la Grèce afin d'éviter un effet domino sur l'ensemble des économies européennes.

Depuis maintenant 5 ans, on ne compte plus les plans d'austérités et les régressions sociales appliqués par les gouvernements européens, avec ou sans l'influence du Fonds Monétaire International. Ces mesures sont mises en place contre la volonté des peuples et le plus souvent en réprimant durement toute forme de contestation.

Aujourd'hui les gouvernants et les économistes à leur solde s'escriment pourtant à nous persuader que la sortie du tunnel c'est là, pour bientôt, très vite, quelques sacrifices encore, une vraie baisse des dépenses publiques, moins de charges pour les entreprises et ça ira mieux...

Pourtant nous ne les croyons pas.

D'abord parce que nous ne pouvons pas avoir confiance en ces personnes : ce sont les mêmes qui vantaient avant-hier le « miracle argentin » à la sauce ultra libérale avant l'effondrement de l'économie de ce pays en 2000. Les mêmes qui, hier encore, parlaient de modèle irlandais ou espagnol, deux des pays dont les populations sont les plus durement touchées par la récession depuis 2008.

Ensuite parce que ces discours ne collent pas avec la réalité de ce que nous vivons et voyons autour de nous : toujours plus de gens qui se serrent la ceinture, toujours plus de précarité, de problèmes de logement, de misère, de régressions sociales etc.

Enfin, précisément parce que nous avons fait le travail de recherche que vous tenez entre les mains.

L'explication de la crise et des mesures censées la résoudre est réservée aux élites politiques, économiques et médiatiques. Les discussions politiques sur la crise restent l'apanage d'experts bien loin des réalités sociales populaires. Mettre le nez dans ces problèmes, c'est très vite comprendre pourquoi ils ont intérêt à confisquer et rendre opaques ces questions. C'est s'apercevoir que bourgeoisies et capitalisme fonctionnent à l'intérêt à court terme, ne maîtrisent en fait pas grand chose et ne savent pas vraiment où ils vont ... C'est constater que les États ne sont jamais des instruments neutres censés représenter l'intérêt général mais qu'ils agissent toujours du côté de ceux qui ont l'argent et le pouvoir. C'est surtout se rendre compte qu'il ne nous sera rien donné et que nous devons collectivement réagir si nous ne voulons pas appartenir à un monde toujours plus inégalitaire, destructeur pour notre planète comme pour nos libertés, où le chacun pour soi est la seule règle.

L'objectif de cet ouvrage est donc de proposer une analyse de cette crise et de ses conséquences qui soit accessible à toutes et tous pour permettre à chacun-e de se doter d'outils pour décrypter le discours dominant sans se laisser embobiner. Nous pensons que donner une lecture libertaire de ce qui se passe par des personnes qui vivent aussi cette crise est très important pour encourager à réagir et lutter dans une perspective émancipatrice. Il nous semble aussi que s'intéresser à ces questions pose de fait l'urgence de rompre avec le capitalisme et soulève la nécessité révolutionnaire sur des bases libertaires.

Donc, oui, pour nous, même si nous ne sommes pas en avance, sortir un ouvrage sur la crise en 2014 n'est non seulement pas décalé mais reste terriblement nécessaire et peut s'avérer bien utile !

CHAPITRE 1	LA CRISE DES DETTES D'ÉTAT
3	Pourquoi les États sont-ils endettés ?
5	La dette, une bonne affaire pour l'industrie financière
9	Une fiscalité qui avantage les plus riches
14	Avec la crise, les dettes d'État explosent

CHAPITRE 2	CHOIX POLITIQUES FACE A LA CRISE DE LA DETTE
16	Les politiques libérales au secours de la faillite du libéralisme
20	L'exemple de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne
22	Des impôts plus nombreux et plus forts
22	Les salaires rabaotés
23	La protection sociale démantelée
24	La Santé et l'Education abandonnées
25	Les richesses publiques bradées au privé
25	Quels objectifs poursuivent ces politiques d'austérité ?

CHAPITRE 3	QUELLES CONSEQUENCES POUR LES POPULATIONS ?
32	Explosion du chômage et de la misère
33	Santé et éducation publique délaissées
34	Attaques contre le droit des femmes
35	Recul de l'indépendance économique des femmes
36	Une offensive réactionnaire contre la liberté des femmes
37	Une augmentation des violences conjugales et extra-conjugales
38	Montée des idées réactionnaires
38	Développement du cannibalisme social
38	Offensive de l'idéologie réactionnaire
39	Montée du racisme et du fascisme, armes des classes dirigeantes
40	Recrudescence des partis d'extrême-droite en Europe

CHAPITRE 4	LE CAPITALISME, C'EST LA CRISE
43	La crise permanente
46	Une stabilité bien éphémère
50	Le dogme néolibéral
52	Zoom sur la crise des subprimes

CHAPITRE 5	UNE SORTIE DE LA CRISE EST-ELLE POSSIBLE ? POUR QUELLE SOCIÉTÉ ?
55	Quelques scénarios envisageables
60	L'Extrême-droite et la crise : la politique du pire
62	L'Extrême-gauche et la crise : les impasses «alternatives»

CHAPITRE 6	LUTTER CONTRE LA CRISE : SOLIDARITÉ POUR ALLER VERS UNE SOCIÉTÉ ANARCHISTE
66	Le contexte de crise
68	Refusons d'être volé-e-s, refusons les plans d'austérité
72	Organiser la solidarité
75	Populariser un projet de rupture

LA CRISE DES DETTES D'ÉTAT

On nous présente souvent le surendettement des États comme le résultat de politiques sociales trop généreuses. Depuis 2007, les dettes d'États ont explosé et semblent incontrôlables. Les mesures d'austérité s'enchaînent dans beaucoup de pays et surtout en Europe. Les dettes d'États servent d'excuses publiques aux pires régressions sociales. Les argumentaires sur la dette sont généralement servis dans un langage pointu empêchant la compréhension aux non-initié-e-s.

Ce chapitre présente les principales causes de l'endettement des États et les convergences d'intérêt entre les classes dominantes politiques et économiques qui profitent du système.

Pourquoi les États sont-ils endettés ?

Avant de s'attaquer à la thèse selon laquelle on a vécu au-dessus de nos moyens, il convient de faire un rappel sur l'origine de l'endettement des États et, en particulier, de l'État français. Le premier constat à faire est que pratiquement tous les États du monde sont endettés et l'ont quasiment tout le temps été. La situation « normale » d'un État est donc d'être endetté. En effet, le budget de l'État n'est en général pas suffisant pour pouvoir régler les dépenses de fonctionnement en même temps que les dépenses

d'investissement. Il est ainsi courant qu'il emprunte les sommes nécessaires à la construction d'infrastructures, comme la mise en chantier d'un nouvel axe de transport, et qu'il rembourse au fur et à mesure plutôt que de débloquer l'argent d'un coup ce qui pourrait fortement déséquilibrer son budget. L'état émet alors des titres de créances sous forme d'obligations ou de bons du trésor, créant ainsi des dettes occasionnelles remboursables à une date prédéfinie, assorties d'un intérêt. Pour que cela fonctionne sans que la dette ne se creuse toujours plus, il faut que les coûts de fonctionnement et d'investissement d'un État soient

équilibrés avec ses rentrées d'argent.

Les déséquilibres dans les organismes sociaux, telle la Sécurité Sociale, nous sont souvent présentés comme la raison principale du déséquilibre du budget de fonctionnement de l'État, étayant l'idée que nous profiterions trop des largesses de l'État Providence. Il est vrai que l'État français finance en partie des secteurs publics qui constituent une forme de redistribution de richesses : les hôpitaux, les retraites, les écoles, etc. Mais on oublie systématiquement de pointer les dépenses de fonctionnement telles que les frais de campagne remboursés aux par-

tis politiques à chaque élection, les frais de représentation des élus et de leurs adjoints, les frais de sécurité de ces mêmes élus, les indemnités et caisses de retraites très avantageuses pour les ancien-ne-s ministres, sénateur/sénatrices, député-e-s, etc... En somme, toutes les dépenses qui ont pour fonction d'entretenir généreusement une élite politique constituée d'élus, de conseillers ou de hauts fonctionnaires.

Ainsi, l'élite politique consacrée par le système politique représentatif absorbe directement une part des richesses ponctionnées sur la société. De plus, les liens entre cette élite politique et les élites économiques ont toujours été très forts, suscitant des intérêts communs. De la même manière qu'il est très intéressant pour un homme politique de cumuler les mandats, il est courant de voir les parcours des élites économiques et politiques s'entrecroiser jusqu'à la confusion la plus totale. Cette situation entretient le plus grand flou entre intérêts publics et privés et aboutit régulièrement à dilapider les finances publiques. On peut citer l'exemple de Serge Dassault à la fois chef d'entreprise dans l'industrie de l'armement, fournisseur de l'armée française et sénateur. En Grèce et en Italie, l'exemple d'anciens membres de la banque d'investissement Goldman Sachs arrivés au gouvernement est particulièrement frappant.

Il ne faut donc pas s'étonner de voir l'État, en fait la classe politique qui le gère, faire des choix déficitaires. Sa position privilégiée de pouvoir lui permet de tirer avantage pour elle-même de la gestion des deniers publics. L'exemple du Rafale produit par Dassault Aviation est assez frappant et significatif. Bien que cette entreprise n'ait jamais réussi à exporter un seul

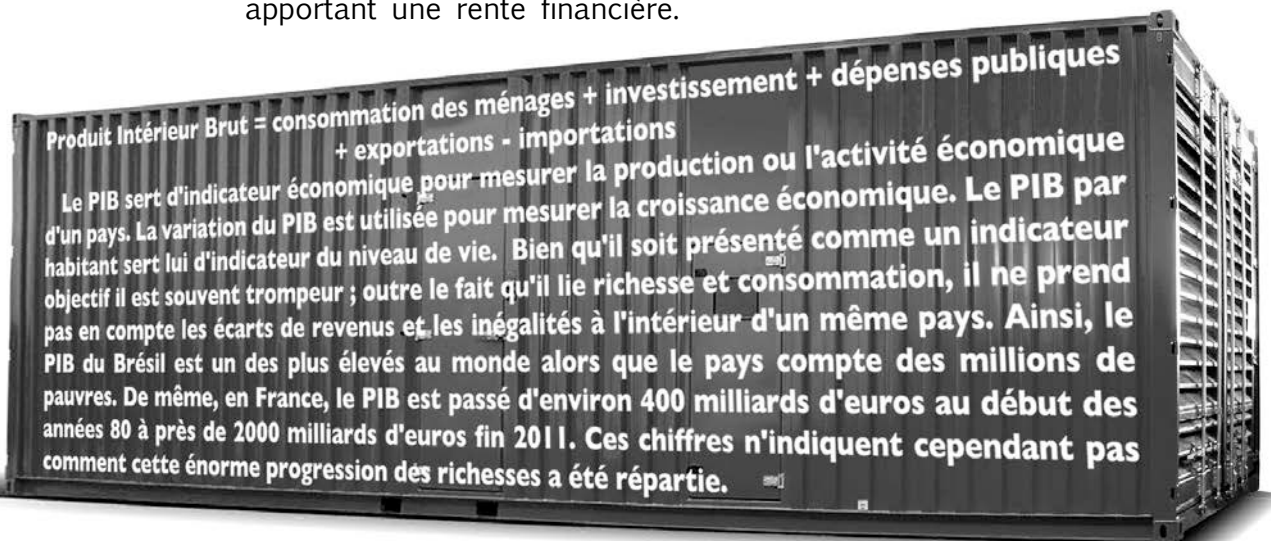
avion, l'État français continue de la financer en achetant à prix d'or des Rafales. Ici il n'y a pas d'appel d'offre, pas de négociation, et donc pas de concurrence. L'État a prévu d'équiper ses armées de 180 Rafale d'ici à 2021 et de porter, au-delà, ce nombre à 286, ce qui représente un contrat de 40,6 milliards d'euros à raison de 142 millions par appareil. De plus, dans le cadre de la loi de programmation militaire 2009-2014, Dassault a obtenu des pouvoirs publics l'assurance de produire quoi qu'il arrive un avion par mois, même s'il n'y a pas de commande à l'exportation^[1]. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. La revente des Autoroutes du Sud, la vente de l'hippodrome de Compiègne, les Partenariats Publics-Privés, la gestion de l'eau confiée aux entreprises privées par les collectivités locales, sont autant d'exemples qui illustrent le fait que la classe politique prend le plus souvent des décisions économiques déficitaires pour l'État et bénéficiaires pour les élites économiques.

Ainsi, ces éléments montrent que l'État fait des choix contribuant à son endettement pour des raisons souvent bien éloignées de l'intérêt général et des besoins de la population. Cela ne représente en rien un phénomène nouveau. Le problème de la dette aujourd'hui n'est donc pas un problème d'endettement mais de surendettement, suite à des choix politiques qui ont creusé les déficits. Ce qui fait crise aujourd'hui, c'est le poids de cette dette par rapport aux finances de l'État et les doutes sur sa capacité à rembourser. Compte-tenu des mécanismes de financement des dettes des États, si les investisseurs, le plus souvent privés, doutent de la capacité d'un État à rembourser, cet État doit emprunter à des taux d'intérêt plus importants, voire ne peut pas emprunter du tout. L'état risque ainsi soit la faillite, soit l'explosion de sa dette par l'augmentation continue des intérêts à rembourser. Cette crise des dettes souveraines, dans laquelle les États sont surendettés, peut s'expliquer par trois grands mécanismes qui ont contribué à creuser les déficits et fabriquer de la dette : le paiement des intérêts de la dette, les politiques fiscales des gouvernements et l'impact de la crise financière de 2007.

[1] Éditorial du journal Le Monde, datant du 1er décembre 2011, disponible en ligne sur : http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/12/01/les-faramineux-mirages-du-rafale_1611848_3232.html

La dette, une bonne affaire pour l'industrie financière

Dans les années 1970, la dette de l'État français était inférieure à 100 milliards d'euros, alors que le Produit Intérieur Brut grimpait à près de 500 milliards d'euros à la fin de la décennie. Ainsi dans cette période, le taux d'endettement de l'État, qui se calcule par rapport au Produit Intérieur Brut, se situait autour de 20 %^[1]. Au dernier semestre 2013, la dette est évaluée à environ 1900 milliards d'euros, pour un P.I.B de 2045 milliards d'euros, ce qui correspond à un taux d'endettement d'environ 92 %^[2]. Parmi les différents éléments qui expliquent cet envol de l'endettement public, on trouve l'augmentation de la charge de la dette, c'est-à-dire le montant des intérêts de celle-ci. Pour la seule année 2012, ces intérêts s'élèvent à environ 50 milliards d'euros. De plus, si l'on fait la somme des intérêts versés sur les trente dernières années, on atteint un montant situé entre 1300 et 1400 milliards d'euros. Cela représente tout de même plus des deux tiers de la dette actuelle de la France et a nettement contribué à creuser celle-ci^[3]. Ces intérêts ont été et sont distribués principalement à des créanciers privés, tels que des banques, des fonds de pension et divers investisseurs. De cette façon, l'argent public a largement contribué au développement du secteur financier privé en lui apportant une rente financière.



[1] Alternatives économiques. Janvier 2012 et tableau insee des taux d'endettement de l'État de 1978 à 2011, disponible sur : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF08337

[2] Données publiées par l'INSEE le 27 décembre 2012, disponible sur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40&date=20121227>

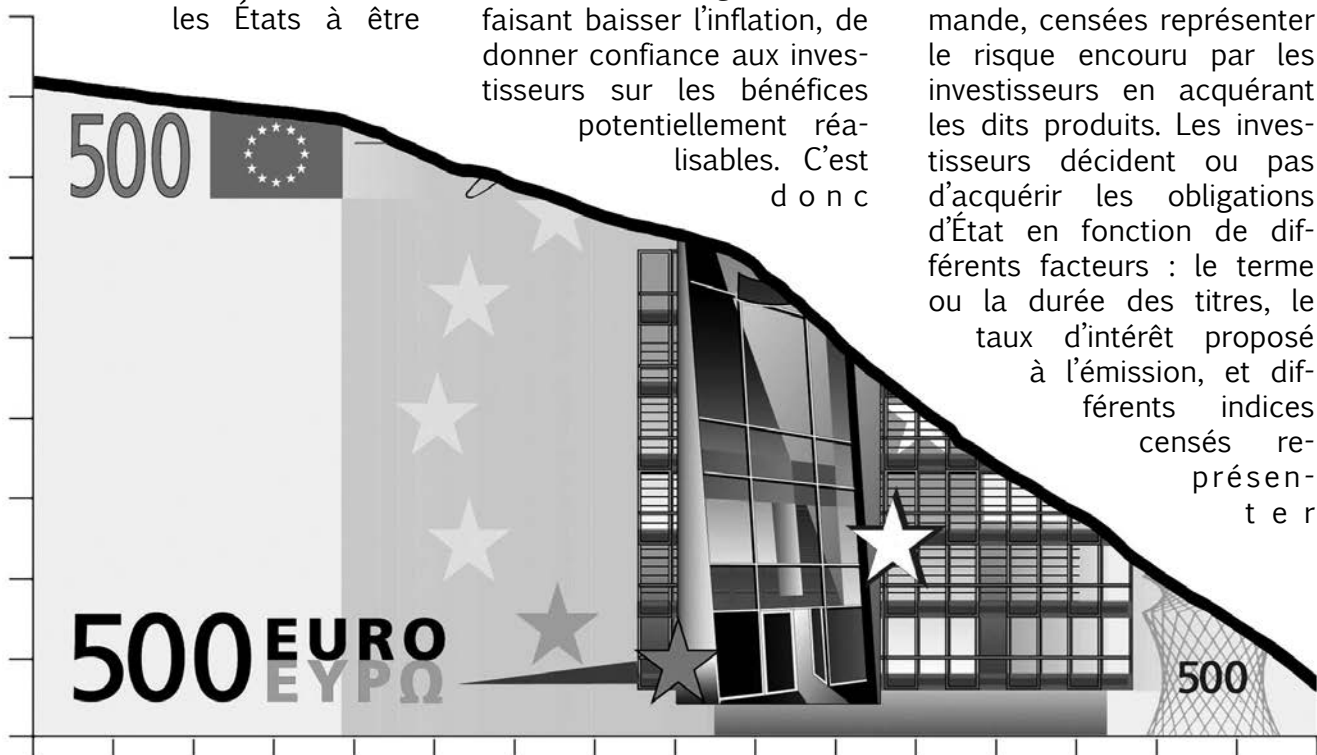
[3] Holbecq, A.-J., Derudder, P.. Le dette publique, un affaire rentable. Éditions Yves Michel

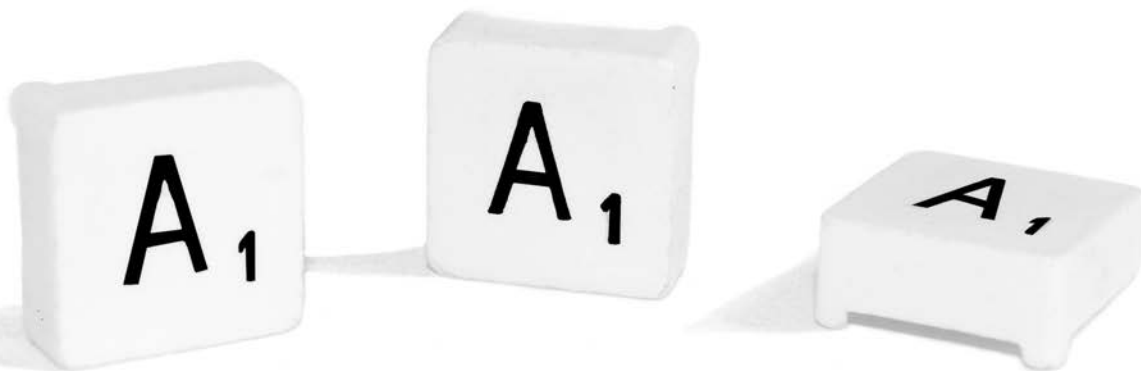
En France, l'origine du financement des dettes d'États par le secteur privé se situe en 1973 avec l'adoption de la loi du 3 janvier de la même année. Cette loi a été abrogée en 1993, et remplacée à l'identique en 1994, puis en 2007, par différents articles des traités européens de Maastricht, puis de Lisbonne. La loi de 1973 interdisait à l'État d'emprunter directement à la banque de France, à un taux d'intérêt nul ou extrêmement faible. Cette action est souvent désignée par l'expression « faire fonctionner la planche à billets », car elle revient à fabriquer de l'argent pour régler les dépenses. Les textes de lois suivants ont transposé dans le droit européen la même interdiction, en empêchant la Banque Centrale Européenne de financer la dette des États membres. L'argumentaire avancé pour justifier la promulgation de ces lois était d'inciter les États à être

moins dépensiers en leur coupant la facilité d'un accès quasi gratuit au crédit, par la création de monnaie. En fait, l'objectif sous tendu était de limiter la création de monnaie, afin de maîtriser l'inflation. En effet, lorsque la monnaie est trop abondante, l'inflation augmente et la valeur de l'argent tend à baisser. Or l'inflation fait perdre de la valeur aux biens des capitalistes, particulièrement aux actions et aux produits financiers. Pour mieux comprendre, prenons un exemple. Vous détenez un portefeuille d'actions ou des titres financiers qui vous rapporte 10 % par an d'intérêts. Si l'inflation est de 2 % par an, votre capital augmente plus vite que l'augmentation du coût de la vie. Vous vous enrichissez. Par contre si l'inflation est de 12 % par an, votre capital, même en augmentant de 10 %, perd de la valeur en étant grignoté par l'inflation. Il s'agissait, en faisant baisser l'inflation, de donner confiance aux investisseurs sur les bénéfices potentiellement réalisables. C'est donc

une mesure qui a principalement bénéficié aux détenteurs de capitaux et qui a favorisé l'essor d'une industrie financière, qui pèse aujourd'hui pour près de 20 % du PIB en Europe.

Par conséquent, lorsque les recettes d'un État européen sont inférieures à ses dépenses, autrement dit lorsqu'il est déficitaire, celui-ci ne peut plus emprunter à sa banque centrale à un taux nul pour son financement. Il doit emprunter sur les marchés financiers et payer des intérêts, dont il ne maîtrise pas les taux. Pour ce faire, il émet différents produits financiers à destination des marchés tels que les obligations d'État et les bons du trésor. Ces produits financiers sont variés et exprimés sur des durées et à des taux d'intérêt variables. Les taux d'intérêt appliqués à ces produits sont fixés par les aléas du marché en fonction de l'offre et de la demande, censées représenter le risque encouru par les investisseurs en acquérant les dits produits. Les investisseurs décident ou pas d'acquérir les obligations d'État en fonction de différents facteurs : le terme ou la durée des titres, le taux d'intérêt proposé à l'émission, et différents indices censés représenter





la situation économique et financière, tels que le PIB, la balance commerciale, la croissance ou le taux d'endettement.

Les agences de notation, dont les plus importantes sont Fitch, Standard and Poor's et Moody's, ont pour mission d'évaluer la situation financière d'une société, d'une institution, ou d'un État. Elles utilisent les facteurs et les outils énoncés précédemment, et attribuent une note. Ce n'est ni plus ni moins qu'un indice supplémentaire, pour apprécier rapidement la santé financière d'un acteur financier. Cependant, si les agences de notation ne fixent pas directement les taux d'intérêts des obligations, les notes qu'elles attribuent ont une incidence sur les taux. Lorsque qu'une note est abaissée, généralement en même temps que la situation financière se détériore, le taux d'intérêt des obligations émises augmente. C'est ce qui s'est passé dans plusieurs pays européens ces dernières années. Au cours de l'été 2012, le taux d'intérêt d'une obligation fran-

çaise à dix ans était de 3,5 %. Il était d'un peu plus de 7 % pour une obligation espagnole, d'un peu moins de 7 % pour l'Italie, et a atteint le record de 20 % pour une obligation grecque en 2010, juste avant le « plan de sauvetage européen ». Ce qui veut dire que plus un État est en difficulté, plus les intérêts pèsent sur son financement et accroissent ses difficultés financières. Au final, cela s'apparente à une rente exponentielle pour les investisseurs. Cela favorise aussi la spéculation sur le risque, et l'instabilité qui l'accompagne, puisque plus l'investissement est risqué, plus les bénéfiques seront importants. C'est un marché qui peut se révéler très juteux, du moins tant qu'il n'y a pas de défaut de paiement et que l'inflation reste faible, en tout cas bien en dessous du niveau des taux d'intérêt.

Les bénéfiques du secteur financier, spécifiquement des banques, sont aussi favorisés par la politique de la Banque Centrale Européenne. Au préalable, il faut savoir que les banques ne

possèdent pas l'argent de leurs engagements. C'est-à-dire qu'elle ont beaucoup moins de liquidités que la somme des comptes et des crédits qu'elles possèdent^[1]. Pour répondre à l'ensemble des opérations bancaires, jours après jours, celles-ci doivent emprunter en permanence, sinon elles risquent la faillite. Elles peuvent emprunter à d'autres banques, c'est le marché interbancaire, ou directement auprès de la BCE. Le taux d'intérêt qui leur est appliqué est le taux directeur. Celui-ci est fixé par la banque centrale, avec pour principale préoccupation de maintenir une inflation faible.

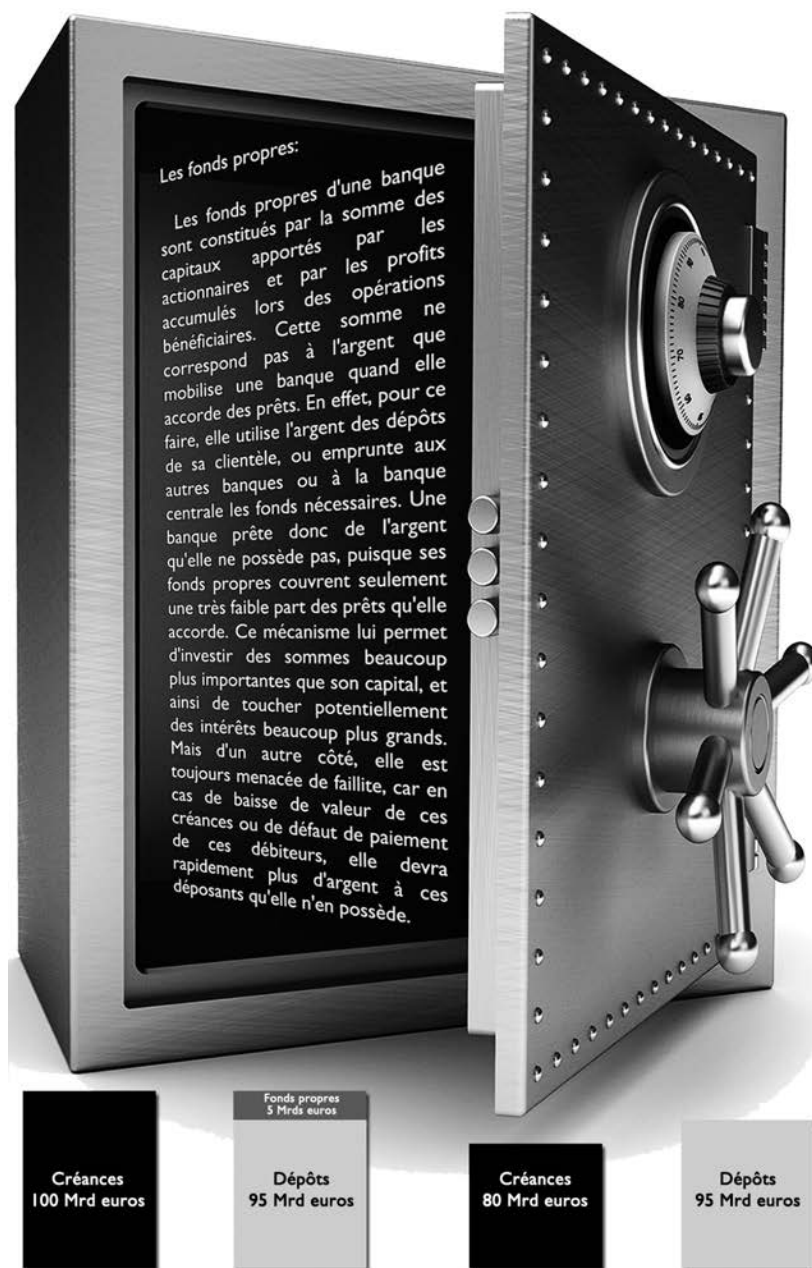
Augmenter ou baisser la valeur du taux directeur permet de ralentir ou d'accélérer la croissance de l'activité économique. Si ce taux est élevé, les crédits accordés par les banques privées seront chers, car à un taux d'intérêt encore supérieur pour qu'elles réalisent une marge de profit. L'activité économique est ainsi ralen-

[1] Voir encart sur les Fonds Propres

tie, puisqu'il est plus cher d'emprunter de l'argent en vue de lancer un investissement. A l'inverse, baisser le taux directeur stimule la croissance, en rendant les crédits peu chers aux entreprises et aux ménages, ce qui favorise leur activité économique. Or, le taux directeur pratiqué par la BCE en Europe est exceptionnellement bas depuis la crise financière de 2007-2008 et les phénomènes de récession qui l'ont suivie. Celui-ci a été ramené en dessous de 2 % en 2009, puis abaissé à 1%, pour atteindre son niveau historique le plus bas à 0,15% en juin 2014. De ce fait, le coût de l'argent, c'est-à-dire du crédit, est très peu élevé pour les banques qui empruntent auprès de la BCE. Cela permet au secteur bancaire d'effectuer facilement un bénéfice en prêtant ensuite de l'argent aux États, aux entreprises ou aux ménages. En effet, la différence entre le taux d'emprunt à la BCE et le taux d'intérêt pratiqué à tel ou tel État va dans la poche des banques. Par exemple, dans le cas de l'Espagne, on voit qu'avec des taux d'intérêt à 7 %, acheter ses obligations est une affaire juteuse. Ce système revient à permettre aux banques de prêter avec de forts intérêts de l'argent qu'elles n'ont pas, puisqu'elles l'empruntent à bas coût à la BCE, et de réaliser ainsi d'importants profits.

C'est évidemment une dépense supplémentaire pour les États, au profit des investisseurs financiers. Ainsi, l'ouverture aux banques du

marché du financement des États a contribué à augmenter leur niveau d'endettement. La maîtrise de l'inflation, qui était un des objectifs de cette mesure, a bien plus profité aux détenteurs de capitaux qu'au reste de la population, d'autant que les salaires suivaient jusqu'en 1983 le même rythme que l'augmentation des prix. La charge de cette dette supplémentaire est supportée par la population de l'État émetteur de titre, dans la mesure où l'État la reporte sur la population à travers des augmentations d'impôts ou une baisse des dépenses sociales.



Dans cet exemple, les fonds propres de la banque couvrent 5% des crédits qu'elle a accordés.

Si les crédits qu'elle a accordés perdent 20 % de leur valeur ou qu'une part des emprunteurs ne peuvent plus rembourser, la banque perd tous ces fonds propres. Ils deviennent même négatifs (5 - 20 = - 15Mrd euros). La banque doit plus d'argent à ses déposants qu'elle n'en possède en créances, et est alors en faillite.

On est donc très loin de l'affirmation selon laquelle la population aurait vécu au-dessus de ses moyens. Par exemple, près des trois quarts du montant total de la dette de la France sont issus d'un système qui organise les bénéfices de l'industrie financière. Pour la seule année 2012, les intérêts de la dette de l'État français atteignent environ 50 milliards d'euros, soit 10 milliards de plus que les recettes de l'impôt sur le revenu. Le service de la dette devient alors le premier poste de dépense de l'État, devant l'éducation.

Une fiscalité qui avantage les plus riches

La politique fiscale des États, en France comme dans de nombreux pays européens, a également contribué à l'augmentation de la dette. Au cours des trente dernières années, les décisions des gouvernements d'augmenter ou baisser les dépenses et les recettes ont produit pour la France des budgets déficitaires. Contrairement aux idées reçues, ou aux discours des gouvernements relayés par les grands médias, les déficits budgétaires annuels ne sont pas causés par une hausse irraisonnée des dépenses dont aurait profité l'ensemble de la population. Ce n'est pas parce qu'il y a trop de prestations sociales ou trop de fonctionnaires que le déficit s'est creusé.

En réalité, la partie dépense dans le budget de l'État n'a pas réellement augmenté plus vite que le PIB depuis

vingt ans. Cela signifie qu'il a été dépensé plus, mais sur des richesses elles aussi plus importantes, et donc sur un volume de budget également en hausse. Alors que ces dépenses avaient fortement augmenté dans les années 70 et 80, elles se sont stabilisées et ont même baissé entre 1993 (leur niveau le plus haut) et 2007 (juste avant la crise financière). Entre ces deux années de référence, elles sont passées de 25,5 % du PIB à 20 % du PIB. De leur côté, les autres dépenses publiques, celles des collectivités territoriales et celles de la sécurité sociale, ont augmenté. Toutefois, même en additionnant ces différents types de dépenses publiques, il n'y a pas d'augmentation des dépenses, puisque les hausses des unes ont été équilibrées par les baisses des autres. En effet, en gardant toujours

les années 1993 et 2007 comme années de référence, l'ensemble des dépenses publiques est passé de 55 % à 52,3 % du PIB. Après 2007, les dépenses repartent à la hausse, mais sous les effets de la crise économique et financière qui suit le krach boursier. Par conséquent, les discours sur le fait que l'on dépenserait plus et trop au profit de la population sont des discours de propagande. En aucun cas, les dépenses n'ont augmenté de façon significative sur les vingt dernières années. Il faut donc chercher ailleurs les causes des déficits et de l'augmentation de la dette.

En réalité, le déséquilibre des budgets de l'État vient surtout d'une baisse assez forte de la partie recette. Lorsqu'un gouvernement décide de réduire certains impôts et prélèvements, il crée

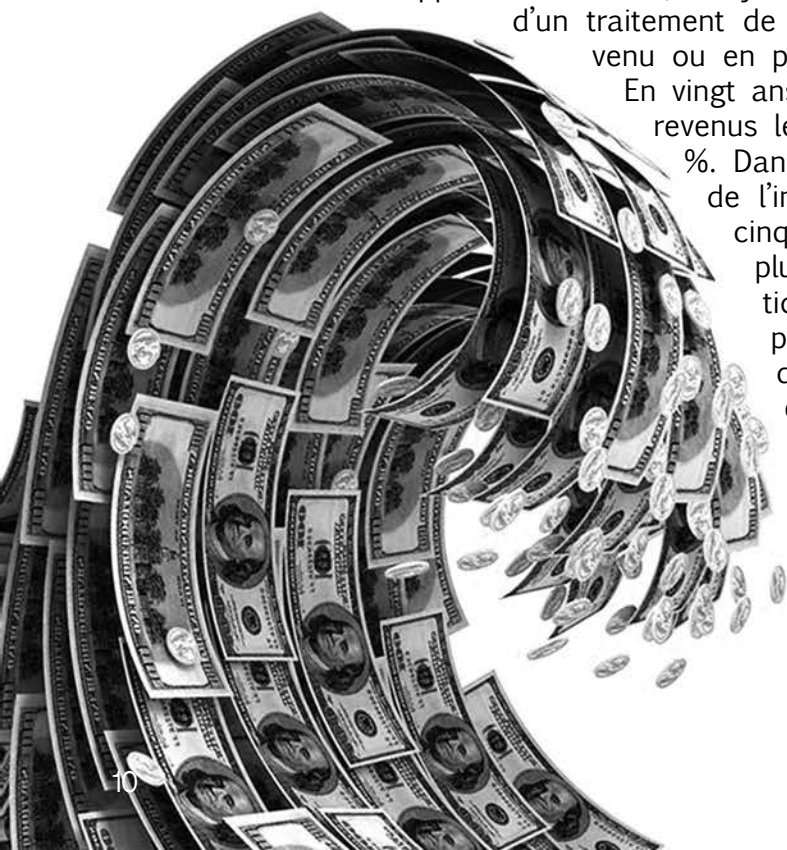
automatiquement un manque à gagner dans le budget. Si ce budget est équilibré, et que les dépenses restent stables, ce manque à gagner se transforme en déficit. Si le budget est déjà déficitaire, il creuse le déficit. C'est ce qui s'est passé au cours des trente dernières années, puisque les prélèvements sont passés de 23 à 15% des richesses produites, avec une nette accélération ces dix dernières années. C'est un manque à percevoir toujours plus important, que l'on peut estimer aujourd'hui à près de 150 milliards d'euros par an, sur cette période^[1]. L'addition de ces exonérations sur les trente dernières années représente une somme considérable, dont le montant couvrirait à peu près les 1900 milliards de dette de l'État français. Ce choix politique de baisser le niveau d'imposition, et ainsi de laisser filer les déficits et creuser la dette, n'a pas profité à toute la population de façon égale.

En réalité, ces réductions d'impôt se sont faites essentiellement au profit des classes dominantes. Pour les entreprises, principales bénéficiaires de ces politiques, le taux d'imposition sur les sociétés est passé

Ces manques à gagner, au profit des entreprises, sont de fait reportés sur la population dans sa globalité. C'est elle qui en porte la charge, à travers les impôts directs et indirects, particulièrement avec la TVA. Mais ce sont surtout les classes moyennes et populaires qui la supportent. En effet, il n'y a pas que les entreprises qui ont bénéficié d'un traitement de faveur. Les classes les plus riches en revenu ou en patrimoine ont aussi été traitées avec soin.

En vingt ans, le taux d'imposition pour la tranche des revenus les plus élevés est ainsi passé de 65 à 41 %. Dans le même temps, le nombre de tranches de l'impôt sur le revenu est passé de treize à cinq, perdant son côté progressif au profit des plus hauts revenus. Suivant la même direction, les différentes impositions relatives au patrimoine ont largement baissé. Cette tendance à toujours moins imposer les riches a encore été renforcée lors de la présidence de Nicolas Sarkozy avec le bouclier fiscal,

en moyenne de 45 % en 1989 à 33 % aujourd'hui. Et encore, cela ne prend pas en compte les différents artifices qui permettent aux plus grands groupes d'échapper à une large part de l'impôt, faisant des entreprises les plus riches du CAC40 les plus faibles contributeurs avec seulement 8 % d'imposition. Cela représente, chaque année, un cadeau de plusieurs dizaines de milliards d'euros qui vient gonfler les profits des entreprises. Par ailleurs, les cotisations patronales aux organismes sociaux tels que la Sécurité Sociale sont aussi en décline. On ne compte plus les mesures et dispositifs particuliers qui se sont empilés années après années pour permettre des exonérations ou des allègements de cotisations sociales. La totalité du manque à gagner est estimé à plus de 30 milliards d'euros pour l'année 2010^[2]. Ce trou qui plombe les comptes de la protection sociale est quasi intégralement compensé par l'État, mais il creuse les déficits publics. Enfin, la suppression en 2009 de la taxe professionnelle payée par les entreprises est venue creuser plus spécifiquement les budgets des collectivités locales, qu'elle avait pour but de financer.



[1] L'ensemble des exonérations et baisses d'impôts instaurées par les seuls gouvernements Sarkozy représente un manque à gagner pour l'État de 100 milliards d'euros par an, d'après le rapport rendu en 2010 du parlementaire UMP Gilles Carrez.

[2] Titre de l'article ». Rue 89 (lien sur le site ou adresse du site). 22 septembre 2011

puis la réforme de l'impôt sur les grandes fortunes. Le changement de majorité présidentielle de 2012 n'a pas profondément inversé la tendance. En réalité, malgré quelques mesures correctives ou tape à l'œil, on est loin d'un retour à une fiscalité plus égalitaire ou au moins équilibrée.

Ces cadeaux fiscaux aux entreprises et aux plus riches s'appuient sur une idéologie [voir encart consensus de Washington] selon laquelle les riches seraient à la source de la création de richesses, et qu'il faut les libérer de toute contrainte. L'objectif affirmé est de permettre aux entreprises et à ceux qui détiennent la richesse d'investir et ainsi de créer un développement économique et de l'emploi. Dans les faits, il n'y a pas de corrélation avérée entre ces baisses d'impôt pour les plus riches et les investissements que ceux-ci réalisent en vue d'un développement économique. On peut même voir qu'une partie des liquidités rendues disponibles est réinvestie dans la spéculation financière. En tout cas, après trente ans de pratique de ces politiques fiscales par des gouvernements de droite comme de gauche, force est de constater que le chômage n'a pas baissé en rapport. Cet argument n'est finalement qu'un argument idéologique. La réalité est plus simple, l'État a fait des cadeaux aux plus riches à hauteur de plusieurs centaines de milliards d'euros sur les vingt dernières années. On a ainsi eu à faire face à une fiscalité de classe, par laquelle une part plus importante des richesses créées a été captée par ceux qui détiennent déjà les richesses sous forme de capitaux ou de patrimoine. Cela évidemment au détriment des travailleurs, des chômeurs ou des retraités.

UN CONSENSUS À WASHINGTON ?

La gestion économique des États, notamment européens, est souvent présentée par les gouvernements et leurs relais médiatiques comme une gestion de « bon sens », « en bon père de famille » : il faut réduire les dettes pour nos enfants et ne pas dépenser plus que ce que l'on gagne et maintenir l'ordre. Loin d'être de « bon sens », ces types de propos ne sont que l'avatar sans argumentation de l'idéologie néo-libérale qui a pourtant été parfaitement réfléchie, construite et finalement formalisée dans ce que l'on appelle le consensus de Washington.

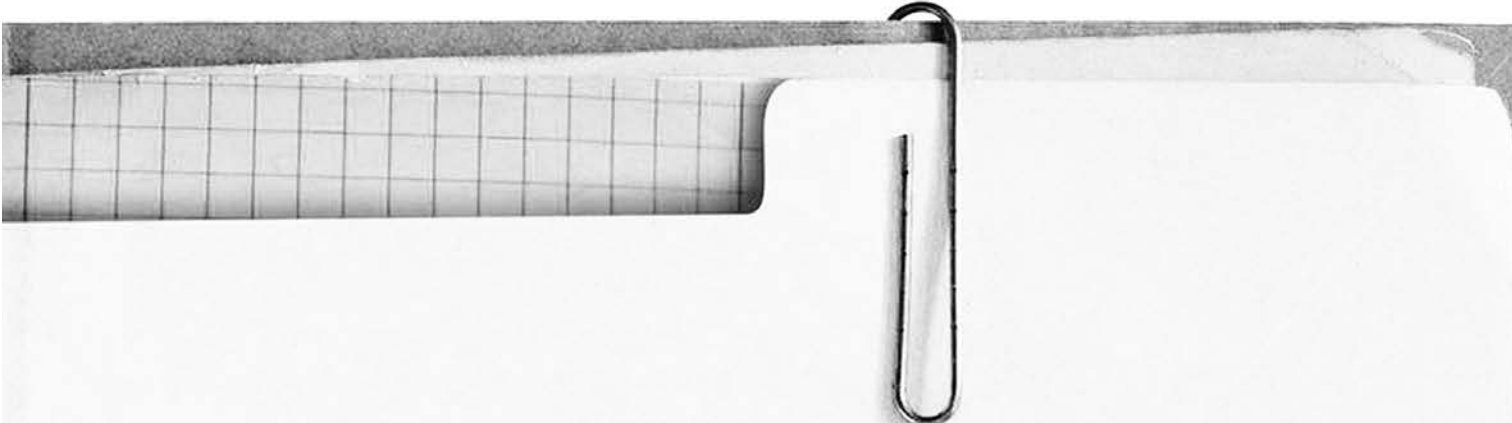
Celui-ci est l'application en terme d'organisation économique et sociale de cette idéologie. Elle s'est vue déclinée sous la forme de 10 « commandements » dans les années 1990 par John Williamson. Ceux-ci se résument par le libéralisme économique, la réduction des prélèvements obligatoires (taxes, impôts et cotisations sociales), la privatisation de toute fonction non-régaliennne, une discipline budgétaire et la garantie de la propriété privée par le renforcement des fonctions régaliennes de l'État. Pourquoi Washington ? C'est dans cette ville que se regroupent le gouvernement américain, la direction du FMI et de la Banque Centrale ainsi que nombre d'économistes libéraux influents.



Si dans le fond, les arguments des néo-libéraux n'ont pas varié depuis l'émergence du libéralisme au XIXème siècle son adaptation contemporaine qui amènera au consensus de Washington peut être attribuée à l'école de Chicago, groupe plus ou moins formel d'économistes de la fin des années 1970, dont le représentant le plus connu est Milton Friedman.

Avant la systématisation à l'échelle mondiale de ces politiques, notamment par le biais des Fond Monétaire International, Organisation Mondiale du Commerce et autres Banque Mondiale, celles-ci ont été introduites avec force par le duo Margareth Thatcher au Royaume-Uni (Premier ministre de 1979 à 1990) et Ronald Reagan aux États-Unis d'Amérique (Président de 1981 à 1989).





La première mena une politique de destruction des syndicats (notamment celui des mineurs), de privatisations et de réforme de l'impôt ultra-inégalitaire (la poll-tax). Elle est également connue pour son « TINA » (There Is No Alternative), argument préféré des néo-libéraux. Le second procéda notamment au licenciement de plus de 10000 contrôleurs aériens en grève et appliqua avec zèle la doctrine néo-libérale en matière économique. A l'international, il soutint énergiquement toutes les dictatures Sud-Américaines.

Mais finalement, c'est en Amérique du Sud qu'il faut regarder pour voir à quoi ressemble l'utopie néo-libérale, et notamment au Chili où le Général Pinochet arrive au pouvoir le 11 septembre 1973 par un coup d'État militaire et ne le quittera qu'en 1990. Avec l'aide, militaire et financière, des États-Unis, c'est dans ce pays que seront poussées au maximum les thèses de l'école de Chicago dans le cadre d'une dictature sanglante. Celle-ci sera ensuite exportée dans toute l'Amérique latine.

Si la tête de pont en Europe de ce néolibéralisme a été la Grande-Bretagne, en France, c'est bien la « gauche » avec le Parti Socialiste sous le mandat de Mitterrand (Président de 1981 à 1995) et notamment sous les ministères « Mauroy 3 » puis « Fabius » (1983-1986) qu'a été introduite cette idéologie à la sauce française.

Aujourd'hui, si presque tous ces tristes sires sont décédés, les réponses avancées par les gouvernements européens contre la crise du capitalisme sont toutes frappées de cette idéologie. De l'Espagne à l'Angleterre en passant par la France et la Grèce, les recettes sont toujours les mêmes : privatisations, réduction du rôle de l'État à des fonctions régaliennes, casse des structures de protection sociale, stricte discipline budgétaire.

Loin d'être des mesures naturelles, inévitables et de bon sens, ces politiques relèvent bien d'une idéologie construite dont la mise en place et la systématisation depuis 40 ans ont nécessité d'énormes moyens, tant en terme de propagande que de moyens financiers et répressifs.

Avec la crise, les dettes d'État explosent



La crise des subprimes en 2007 et le krach qui l'a suivie à l'automne 2008 ont déclenché une récession à l'échelle de la planète, qui a fortement contribué à faire croître les dettes des États. La crise financière a pour origine l'explosion de la bulle spéculative du marché immobilier américain. Après avoir spéculé à la hausse sur ce marché, et fait des bénéfices énormes par des montages financiers à la limite de l'escroquerie, les banques et les assurances, au moment où la bulle spéculative a éclaté, se sont retrouvées propriétaires de titres financiers et de titres de propriété immobiliers qui ne valaient plus rien. Cette perte pour leur capital étant supérieure aux fonds qu'elles détenaient réellement, tous les groupes financiers qui avaient spéculé sur ce marché se sont retrouvés en situation de faillite, risquant d'entraîner dans leur sillage la faillite d'autres institutions financières partout dans le monde, puis, en cascade, celles des autres secteurs de l'économie et évidemment les ménages. C'est ce qui s'est partiellement passé, les effets de la crise se faisant sentir dans tous les pays du monde.

Les conséquences de cette crise ont coûté cher aux populations des différents pays. Les États ont commencé par renflouer ces pertes privées avec de l'argent public. Les sommes qui ont été levées à travers le monde pour injecter des capitaux dans les banques, afin de leur éviter la faillite, sont colossales. De nombreux États ont fait marcher la planche à billets à cette fin, c'est-à-dire qu'ils ont créé de l'argent. Cela s'est partout traduit, sous une forme ou une autre, par la création de dettes supplémentaires au débit des États pour sauver le système financier.

En France, le gouvernement a lancé un plan de sauvegarde de 360 milliards d'euros, dont 40 milliards ont été directement injectés dans les banques françaises pour augmenter leur capital et compenser les titres financiers qui ne valaient plus rien. L'État s'est également porté garant, à hauteur de 320 milliards d'euros, pour que les banques puissent emprunter de l'argent et continuent à fournir des crédits aux entreprises et aux ménages, voire à l'État. Ainsi, alors qu'elles étaient au bord de la faillite, il leur a été garanti un retour aux bénéfices, étant donné que les taux d'intérêts des crédits accordés par les banques sont supérieurs à ceux auxquels ces mêmes banques empruntent. Le plus cocasse étant les bénéfices réalisés par les banques en achetant des obligations d'État. En effet, c'est parce que les États se sont portés garants sur les emprunts des banques que ces dernières ont pu mobiliser de l'argent et réaliser des profits en achetant les dettes des mêmes États.

Dans le même temps, la crise financière a eu pour effet de créer une crise économique. La croissance mondiale a baissé, et plusieurs des économies les plus développées sont entrées en récession. Les États ont alors injecté de nouveau de l'argent public dans des plans de relance de l'économie pour soutenir l'activité. En France, entre 50 et 100 milliards d'euros y ont été consacrés en 2009 et 2010, essentiellement sous formes d'exonérations d'impôts et de cotisations pour le patronat. Concrètement, cela signifie que l'État a volon-

tairement fait croître son déficit budgétaire et celui de la Sécurité Sociale en renonçant à des recettes, afin d'augmenter d'autant les trésoreries et les bénéfices des entreprises. Avec le sauvetage des banques, le soutien aux entreprises a contribué à augmenter la dette de l'État français.

Au delà de l'argent public injecté dans le secteur privé, la récession économique a eu un impact très important sur l'explosion de la dette entre 2008 et 2011. Le phénomène récessif a été relativement marqué, entraînant une baisse de la consommation, de la production, des exportations etc... Cela a produit une baisse inévitable des recettes fiscales et une augmentation des dépenses sociales. Dans cette période, de nombreuses entreprises ont fait faillite, ont réduit leurs activités ou ont licencié pour continuer à faire des profits. Le nombre de chômeurs a lui fortement augmenté. De ce fait, une partie des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés ne rentre plus, et le nombre des cotisations sociales perçues baisse fortement. En effet, un emploi supprimé signifie la disparition à la fois de la cotisation patronale et de celle du salarié. Dans le même temps, la dégradation de la situation de l'emploi implique plus de dépenses avec une nette augmentation du nombre des allocations. Le déficit budgétaire annuel s'est creusé en conséquence, passant de 38 milliards d'euros en 2007 à 148 milliards en 2010. La dette de l'État français a suivi la même courbe, passant de 1100 milliards d'euros en 2006, avant la crise financière, à 1900 milliards d'euros fin 2013.

Pour conclure, l'affirmation selon laquelle la crise des dettes souveraines proviendrait des trop grandes largesses de l'État providence, dont nous aurions collectivement abusé, est un discours de pure propagande. En réalité, les mécanismes qui ont contribué à créer cette dette n'ont en rien profité à la population. Comme on l'a vu, les taux d'intérêt sur la dette depuis trente ans ont profité aux banques et plus largement aux investisseurs financiers. Les politiques fiscales ont elles bénéficié aux entreprises et aux classes les plus riches. Enfin, le sauvetage des banques, puis le soutien aux entreprises pendant la crise financière, ont profité encore aux mêmes. Nous avons donc subi une politique de transfert de richesse à l'intérieur de la société, dont la dette témoigne aujourd'hui. Ce transfert s'est fait des classes sociales les moins favorisées vers les classes sociales les plus riches. Ces dernières captant, à leur profit, une part toujours plus large de la totalité de la richesse que nous créons en travaillant. On peut même considérer que le montant du transfert, ou du vol, sur les trente dernières années, est au moins deux fois supérieur au montant de la dette actuelle de la France.

Nous n'avons donc pas vécu au-dessus de nos moyens, à la rigueur, nous nous sommes fait voler au-dessus de nos moyens.

CHOIX POLITIQUES FACE À LA CRISE DE LA DETTE

Ainsi, après nous avoir volé, les gouvernements comptent bien nous faire rembourser la dette abyssale des États. Dans le même temps, les élites économiques continuent de s'enrichir : la rémunération des patrons du CAC 40 a continué à augmenter de 21 % depuis 2008. Les mêmes politiques qui ont provoqué la crise sont mises en place pour la résoudre : baisse des salaires, précarisation, coupures budgétaires des redistributions sociales pour les plus pauvres, défiscalisation, aides pour les plus riches.

Ce chapitre a pour objectif de décortiquer les politiques menées en période de crise. Il s'agit ici de montrer qu'elles sont portées par des choix idéologiques très éloignés du bien-être de la population. L'empilement des «mesures d'austérités» prises en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Irlande, avant d'être lancées dans les autres pays européens, est particulièrement frappant et permet de mieux comprendre les véritables objectifs de ces mesures.

Les politiques libérales au secours de la faillite du libéralisme

La crise à laquelle nous avons affaire n'est pas seulement une crise des dettes souveraines. Elle est d'abord une crise financière, ouverte par le krach boursier de 2008, en même temps qu'une crise de système, dans la mesure où depuis 2008, le capitalisme peine à trouver des solutions pour s'adapter et se stabiliser. Ainsi la crise financière

a contaminé l'ensemble des secteurs de l'économie et s'est répercutée sur les dettes des États.

Les propositions libérales mises en œuvre ces trente dernières années, en réaction aux conséquences de la crise des années 70, ont certes réussi, du point de vue du système, à rétablir les marges de profits des capitalistes mais au prix aujourd'hui d'une dérégulation et donc d'une instabi-

lité financière qui pourrait conduire à un effondrement économique et ruiner aussi les profits des mêmes capitalistes. Suite à la crise des subprimes, les gouvernants et les possédants sont tombés d'accord pour faire de lourdes entorses au dogme libéral de non intervention et d'autorégulation, puisque c'est l'argent public qui a été mobilisé pour combler ou garantir les pertes du secteur privé. Les États ont emprunté sur les marchés

pour recapitaliser les banques menacées de faillite et garantir leurs emprunts, transformant une partie de la dette privée en dette publique.

A l'exception de rares ultra-libéraux qui prônaient, au nom du dogme libéral, de laisser les banques et les entreprises faire faillite quelles qu'en soient les conséquences, pour permettre un redémarrage économique ultérieur, la plupart des défenseurs du libéralisme ont été favorables à l'intervention de l'État pour socialiser leurs pertes et éviter un effondrement économique généralisé. La légende du marché libre qui s'autorégule s'effondre. Ce n'est qu'un mythe qui ne tient pas l'épreuve des faits. Comme à chaque fois que le capitalisme a besoin de se développer ou qu'il est en difficulté, l'État intervient et l'argent public est mobilisé. L'écart entre le discours libéral et la réalité est abyssal.

Depuis trente ans, l'idéologie libérale est appliquée via la privatisation d'entreprises publiques, la diminution de la régulation des marchés par les États, l'exonération fiscale des entreprises. Ces politiques ont largement contribué à mener à la situation de crise actuelle, notamment en transférant une part toujours plus importante des richesses produites vers une minorité, au détriment de l'ensemble de la population, et en creusant la dette des États. Cependant, les différents gouvernements d'Europe, qu'ils soient de droite ou de gauche, proposent face à la crise encore de nouvelles mesures libérales. En effet, rigueur budgétaire sur les dépenses sociales et retour à la croissance par le renforcement de la compétitivité des entreprises sont leurs seuls mots d'ordre. La crise devient alors prétexte pour accélérer le programme libéral. Les réformes s'enchaînent, allant plus vite et plus loin que ce qui aurait été programmé initialement dans un contexte économique plus stable.

Concrètement, bien que les dépenses sociales ne soient pas le premier facteur de dette de l'État - comme on l'a vu précédemment - les politiques de rigueur axent essentiellement leurs coupes budgétaires sur celles-ci. Ces politiques ne font donc qu'amplifier la tendance à redistribuer une part toujours plus faible des richesses produites et ainsi accroître l'aspect inégalitaire de nos sociétés.

Dans le même temps, les mesures visant à renforcer la compétitivité des entreprises provoquent le même effet inégalitaire: baisse de la rémunération du travail, casse des droits du travail et des conventions collectives, allongement des périodes d'essais, licenciements facilités, et toujours plus d'exonérations des cotisations patronales. Toutes ces mesures renforcent les inégalités en accentuant la pression sur la population active, tout en l'allégeant pour le patronat. Les privatisations et les ventes de biens publics à bas prix viennent plus rajouter de l'huile dans la machine à profit pour quelques uns, que faire rentrer du cash dans les caisses de l'État.

Ces propositions et mesures ne permettent pas de sortir de la crise puisqu'elles entraînent ou aggravent la récession de l'économie. En effet, la volonté de réduire les coûts de production, en rétribuant toujours moins le travail et en diminuant la masse salariale globale, entraîne une baisse du pouvoir d'achat des ménages. De même, la diminution des dépenses sociales accentue les difficultés financières de la population et limite leurs accès aux biens et services. Par conséquent, la consommation diminue. Les difficultés à écouler les productions s'accroissent, entraînant des diminutions de production, ou, de nouveau, des mesures pour baisser les coûts de production. On rentre alors dans un cycle de récession. Malgré cela, la volonté dogmatique d'offrir aux investisseurs des marges de profit à court terme pour éviter un arrêt de l'économie, associée à la défense des intérêts financiers des dominants, l'emporte sur toute autre considération face à la crise.

Les mesures de rigueur budgétaire ou les mesures de relance ne sont pas deux politiques différentes, l'une de droite et l'autre de gauche, mais deux leviers de la poursuite d'une même politique inégalitaire. Il est clair que le choix de diminuer la rétribution du travail pour faire baisser les coûts de production, ainsi que de limiter à un niveau très bas la redistribution des richesses créées, butent toujours sur la même difficulté, celle de trouver des débouchés solvables pour écouler une production dont les capacités sont énormes. Il n'y a donc pas à attendre la moindre amélioration des orientations prises par Merkel ou par Hollande, puisque l'on connaît les effets des deux facettes de telles politiques : il suffit de regarder ce qui se passe dans les pays qui ont suivi ce chemin.

En effet, ces mesures ont été largement appliquées dans les pays les plus endettés. Les États de ces pays se sont retrouvés en grande difficulté pour emprunter sur les marchés financiers. Ces derniers refusaient d'investir par crainte de défaut de paiement ou proposaient des prêts à taux d'intérêts exorbitants, ne pouvant qu'accroître les risques de faillite. La mise en place des politiques libérales a consisté dans l'adoption de plans d'austérité par les gouvernements, en échange, dans certains cas, de prêts octroyés par l'Union Européenne et/ou le FMI, à des taux moins désavantageux que ceux du secteur privé. Ces politiques ont d'abord concerné la Grèce, l'Irlande, le Portugal et depuis 2012, l'Espagne, l'Italie et Chypre.

Sur une période assez courte, nous pouvons observer que ces mesures d'austérité ont accentué la précarité, les inégalités, les licenciements, mais aussi entraîné la baisse de la consommation, des importations, des investissements, conduisant à un cycle de récession. Ainsi, la spirale austérité-récession-austérité-récession est lancée depuis cinq ans pour la Grèce et depuis trois ans pour l'Irlande, le Portugal et l'Italie.

Les politiques n'arrêtent pas de sauver l'Europe

Depuis le début de la crise financière de 2008, on ne compte plus le nombre de fois où les politiques ont « sauvé l'Europe ». Il s'agit pour la classe politique de nous faire croire qu'ils maîtrisent la situation et qu'ils sont donc un recours face à la crise et aussi de nous rassurer sans cesse sur la fin de la crise. L'article du Canard Enchaîné daté du 14 décembre 2011 est très démonstratif :

Les serial-sauveurs de l'euro

Depuis deux ans, avec une régularité de métronome, chaque sommet européen accouche de solutions providentielles. Jusqu'à la crise suivante.

Le 3 mai 2010, « La Tribune » salue le « plan historique » qui mobilise 750 milliards de réserves. Sauvés ! Mais, six mois plus tard, la même « Tribune » (29/11/10) célèbre un nouvel « accord historique » préparé par Merkel et Sarkozy. Le duo s'est réjoui trop vite. Le 10 décembre, « Le Figaro » souligne qu'ils sont « déterminés à sauver l'euro » au sommet de Fribourg. Mais 2011 arrive et c'est rebelote.

Selon le quotidien de Dassault (5-6/2/11), c'est du « sommet en mars » des chefs d'Etat européens que viendra le salut.

A peine l'Europe a-t-elle survécu au printemps qu'il faut, toutes affaires cessantes, « éviter l'effet domino » parti de Grèce (« Le Monde », 21/6). Insuffisant puisque, un mois plus tard, « Libé » (21/7) fait frémir le lecteur avec un « sommet de l'extrême urgence », à Berlin. Quelques semaines après, à Bruxelles, c'est « le sursaut ou le chaos » (« Libération », 27/10). La solution de la crise a « 90 % de chances d'être apportée » à ce sommet, a prédit l'indéboulonnable Alain Minc à Public Sénat (25/10).

Tellement « apportée » que, le 5 décembre, « Le Figaro » annonce « une semaine cruciale pour l'euro ». Quand elles ne sont pas « cruciales », les semaines, les réunions ou les décisions sont – au choix – « de tous les dangers », « à hauts risques », « décisives » ou « de la dernière chance ». Promis, c'est la der des der, mais il y en aura d'autres...

J.-F. J.

Cela n'a pas raté : il y en a eu d'autres. « Le point » nous explique le 15 juin 2012 « Comment François Hollande compte sauver la zone euro ? ». C'est ensuite au tour de « La Tribune » du 27 Juillet 2012 de parler de la détermination de Hollande et Merkel à « sauver la zone euro ». Enfin, le 8 Mars 2013, on pouvait lire ce titre sur le site "leplus.nouvelobs.com" : « Prochain défi pour François Hollande : sauver l'Union Européenne ».

L'exemple de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne

Pour mieux comprendre l'application concrète des politiques d'austérité, regardons comment elles ont été mises en œuvre sur la période de 2008 à 2012, en Grèce, en Irlande, au Portugal, et en Espagne.

L'exemple le plus éloquent est celui de la Grèce qui, pour réduire le surendettement de l'État, a subi dix paquets de mesures d'austérité en quatre ans, pour en être finalement toujours à un stade de faillite avancée. Après deux plans d'aide publique, d'un montant total de 240 milliards d'euros (110 milliards en mai 2010, et 130 milliards en mars 2012), une nouvelle aide d'un montant de 158 milliards d'euros lui a été accordée en Juillet 2011^[1]. Ces plans d'aide ont été accompagnés à chaque fois d'un programme draconien d'ajustement budgétaire, sous le contrôle étroit de la "Troïka"^[2]. L'objectif affiché est de ramener le taux d'endettement du pays à 120 % du PIB à l'horizon 2020, contre 170 % prévus pour l'année 2012. Pourtant, l'application des mesures d'austérité imposées par le FMI et l'UE a eu comme effet d'augmenter l'endettement de l'État au lieu de le diminuer : celui-ci étant passé de 120 % en 2010 à 160 % en 2011.

L'Irlande est le deuxième pays après la Grèce à avoir conclu un plan d'aide international avec le FMI et l'UE en novembre 2010. Le taux d'endettement de l'État s'élevait alors à 94 % du PIB pour un déficit public annuel^[3] de 32 % du PIB. De plus, le

secteur bancaire de l'île était dévasté. L'aide de 85 milliards d'euros, dont 35 milliards pour les banques, est assortie de conditions draconiennes. Il s'agit d'une cure annoncée de quatre années, composée de coupes budgétaires, de privatisations, d'une hausse de la fiscalité. Des réformes qui n'améliorent rien, puisque le taux d'endettement s'envole à 105 % en 2011, alors que de nouvelles mesures sont en cours de préparation pour essayer de relancer la croissance.

Le Portugal a obtenu un prêt de 78 milliards d'euros en avril 2011 remboursable à un taux d'intérêt de 4 %, et la «Troïka» a validé le 1^{er} mars 2012, à l'issue de sa troisième évaluation, la mise en œuvre des mesures de rigueur budgétaire. Avec un taux d'endettement de 107 % du P.I.B en 2011, l'objectif déclaré est de ramener le déficit budgétaire annuel à 4,5 % du PIB en 2012, et 3 % en 2013. Pour autant, avec un taux de chômage qui dépasse les 14 % et un taux de croissance estimé à -2,2 % en 2012, il est très probable que le gouvernement portugais sollicite une nouvelle aide internationale, car les taux d'intérêt que lui exigent les investisseurs sont encore très élevés.

La situation économique de l'Espagne est particulière, puisqu'en 2007 le pays était cité comme un modèle de réussite de développement économique et présenté comme exemplaire avec une dette publique de 36 % du PIB,

[1] Financée en grand partie par l'Union Européenne et le FMI (109 milliards) et par des créanciers privés ((banques, assurances, fonds de pension...).

[2] A ces 240 milliards d'euros se sont ajoutés 40 milliards de financements de l'UE et un effacement de 100 milliards d'euros de dette par le secteur privé.

[3] À comparer avec la règle d'or qui veut qu'un Etat ne soit pas déficitaire de plus de 0,5 %

l'une des plus faibles au sein de la zone euro. Pourtant, la « bonne » situation espagnole reposait en grande partie sur son secteur immobilier en plein essor. On construisait beaucoup et les ménages avaient des facilités d'emprunts. Tout ceci a conduit à une dette privée (ménages + entreprises) colossale atteignant 220 % du PIB en 2008. Il est alors devenu évident qu'une partie de ces créances ne seraient pas remboursées entraînant l'éclatement de la bulle immobilière espagnole. Un an après, l'ampleur de la crise s'est encore intensifiée lorsqu'elle s'est conjuguée à la crise financière internationale, plongeant l'Espagne dans une situation particulièrement difficile. En 2010, la dette brute des foyers espagnols était équivalente à 90 % du PIB, et celle des entreprises à 205 %. Les régions se sont retrouvées également largement endet-

tées, et sont devenues incapables de se financer. Dès 2010, des mesures de rigueur ont été mises en place par le gouvernement Zapatero. Depuis 2011, année au cours de laquelle le taux d'endettement public avait atteint 68 % du PIB, trois plans d'austérité successifs ont été appliqués par le gouvernement. De plus, le gouvernement a accordé une aide aux régions surendettées et participé à la recapitalisation des banques, ce qui a considérablement alourdi la dette publique de l'État espagnol. Fin 2012, elle représentait le niveau record de 84,1 % du PIB. Le pays est aujourd'hui frappé par un chômage de masse et l'endettement est passé à 92,2 % du PIB à la fin du mois de juin 2013. L'Espagne a échappé de peu à un plan d'aide international global, du type de ceux appliqués à la Grèce et au Portugal. Cependant, elle

a du recourir à un plan d'aide partiel, pour recapitaliser son secteur bancaire, à hauteur de 41,3 milliards, auprès du Mécanisme de Stabilité Européen. Bien qu'un peu moins sous la pression des marchés financiers aujourd'hui, l'Espagne est très loin d'être sortie d'affaire, puisque son économie a subi une récession marquée jusqu'à l'été 2013.

Après cet aperçu de leur situation économique, voici une présentation non exhaustive, par thème, des mesures clés prises dans ces pays depuis le début des plans d'austérité, ou en cours d'adoption. Il faut souligner que ces politiques ont commencé à être appliquées en premier lieu en Grèce, et par la suite dans les autres pays.



Des impôts plus nombreux et plus forts

En Grèce, après des hausses successives, la TVA a atteint un taux de 23 %, alors qu'elle était à 13 % avant la crise. Un impôt de solidarité de 1 à 4 %, en fonction des revenus, et un impôt supplémentaire de 3 % pour les fonctionnaires ont été créés. De plus, d'autres impôts et taxes ont été mis ensuite en place^[1], tandis que celles sur l'essence, le tabac et l'alcool ont augmenté de 10 %.

En Italie, la TVA est passée de 20 % à 21 %, et il y a eu une augmentation des impôts locaux du fait de l'amputation de 9,5 milliards d'euros des subventions aux collectivités locales.

Au Portugal, la TVA est passée à 23 % pour la majorité des produits, et de 6 % à 13 % sur le gaz et l'électricité. Par ailleurs, le gouvernement a augmenté les prix des tickets des transports en commun.

En Irlande, la TVA est également passée à 23 %. L'impôt sur le revenu a augmenté, et une taxe carbone ainsi que d'autres taxes sur l'eau, jusqu'ici gratuite, et sur la propriété ont été mises en place.

[1] L'État grec est allé jusqu'à intégrer une nouvelle taxe dans la facture d'électricité pour justifier les coupures à ceux qui ne paieraient pas cette taxe.

Les salaires rabetés

En Grèce, le salaire minimum, déjà réduit début 2012 de 22 %, et même de 32 % pour les moins de vingt-cinq ans, a été de nouveau baissé en novembre 2012. Le coût de la main d'œuvre pour une heure de production a également largement diminué. De façon générale, la réduction progressive de la masse salariale a atteint 12 %. Pour ne pas parler de licenciements, le gouvernement grec a recours à la mise en réserve d'emploi. Ainsi, 35 000 à 45 000 fonctionnaires seront placés pendant trois ans sous ce régime, toucheront 65 % ou 75 % de leur salaire de base, et seront licencié-e-s au bout de ces trois ans. Le but est de licencier 150 000 agents d'ici 2015. De plus, dans les entreprises d'utilité publique, toutes les grilles de salaires spécifiques sont nivelées par le bas, s'alignant sur la grille unique appliquée aux fonctionnaires. Cette uniformisation entraîne des réductions de salaires allant jusqu'à 35 %. Enfin, de nombreuses primes, divers congés et bonus de vacances ont été supprimés.

Au Portugal, dans le secteur public, la baisse de salaire des fonctionnaires est de l'ordre de 27 %, du fait de la baisse des salaires de base et de la suppression des bonus de Noël. De plus, avec le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, le nombre de fonctionnaires sera réduit de 2 % environ par an, alors que le pays en compte actuellement 800 000 pour 10,6 millions d'habitants. Enfin, le salaire des fonctionnaires sera gelé pendant 4 ans. Dans le secteur privé, la mesure la plus significative est l'augmentation de la durée de travail d'une demi-heure par jour.

En outre, la rémunération des heures supplémentaires a été réduite, et la durée des congés et le nombre de jours fériés diminués.

En Espagne, dès juin 2010, les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 5 % en moyenne, et ont été gelés à partir de 2011.

En Irlande, dans la fonction publique, la baisse des salaires a atteint 15 %, notamment pour les enseignant-e-s. Dans le secteur privé, le salaire minimum a été baissé de 8,65 à 7,65 euros par heure, ce qui constitue une baisse de l'ordre de 11,6 %.

La protection sociale démantelée

En Grèce, l'âge minimum de départ à la retraite est maintenant de 67 ans. La réduction du montant des retraites est de 1 % à 2 % pour les retraites de plus de 600 euros, 5 % pour les retraites proches de 1000 euros, 20 % ou plus pour celles au-dessus de 2000 euros. De plus, le pécule, somme cotisée pendant la période travaillée et versée au moment de la retraite, a été réduit de 10 à 30 % dans vingt-trois caisses de retraites. Enfin, il y a eu une baisse des allocations de chômage et un durcissement à leur éligibilité. L'allocation spéciale pour le chômage saisonnier a été supprimée.

Au Portugal, le gel des retraites a été imposé : les montants alloués sont souvent bornés à 420 euros par mois, ce qui est en dessous du seuil de pauvreté. En 2005, l'âge de la retraite dans le secteur public était de 60 ans. Il a augmenté continuellement depuis et est maintenant fixé à 65 ans, avec la nécessité d'une période de travail de quarante ans.

En Espagne, l'âge de départ à la retraite est passé de 65 à 67 ans. De plus, il faut trente-sept annuités pour avoir la retraite à taux plein, alors qu'il en fallait jusqu'à présent trente-cinq. Enfin, il y a eu une baisse des indemnités chômage et la suppression de l'allocation pour les chômeurs de longue durée.

En Italie, dans le secteur public, à compter du 1er janvier 2013, l'âge de la retraite pour les femmes fonctionnaires est porté à 65 ans. D'autres augmentations de l'âge de la retraite sont prévues à partir de janvier 2015, puis de nouvelles dès le 1^{er} janvier 2019, et encore d'autres tous les trois ans. Dans le secteur privé, un recul de l'âge du départ à la retraite pour les femmes a également été imposé, passant de 60 ans à 65 ans, et ce, dès 2014. Enfin, l'âge de départ en retraite dans le cadre des « pensions de vieillesse » augmentera à 67 ans, contre 65 ans actuellement.

En Irlande, l'âge de la retraite est passé de 65 à 66 ans en 2010, pour arriver à 68 ans en 2018. Dans le secteur public, les pensions de retraites supérieures à 12 000 euros par an ont été réduites de 4 %. Le montant des allocations chômage a été diminué, tout comme la durée d'indemnisation, qui est seulement actuellement de 6 à 9 mois selon la durée de cotisation. Quant aux allocations familiales, elles ont chuté de 10 % depuis le début de la crise.

La Santé et l'Éducation abandonnées

En Grèce, le budget alloué à la santé a été réduit d'environ 32,9 % en trois ans. Ainsi, en 2012, il ne représentait plus que 4,5 % du PIB contre 6 % en 2009^[1]. Ces coupes budgétaires, accentuées par les dettes de l'État envers les caisses des hôpitaux, des pharmacies et des mutuelles, ont entraîné des licenciements, la fusion de services et d'hôpitaux ou bien même leur fermeture complète. Malgré une situation sanitaire critique, de nouvelles restrictions budgétaires d'environ 1,4 milliards d'euros sont prévues pour la période 2013-2014. Selon la Fédération des Unions des médecins hospitaliers de Grèce, « avec l'application des mémorandums de la Troïka, 30 % de la population est exclue de la santé publique, ne possédant aucune couverture sociale. Il s'agit de personnes non assuré-e-s, de chômeurs de longue durée, de professionnels et de commerçants qui ont fait faillite ou qui sont incapables de payer leurs cotisations à leur mutuelle, de jeunes scientifiques précaires, de sans-papiers ». La situation est semblable en ce qui concerne le secteur de l'éducation, dont les dépenses publiques ont déjà été réduites de 16 % depuis 2009. À titre d'exemple, sur la seule année 2011, 1933 établissements scolaires ont fermé. Dans le cadre des accords avec la Troïka, en 2015, seulement 2,23 % des dépenses publiques seront consacrées à l'éducation.

Au Portugal, les coupes budgétaires dans le secteur de la santé représentent plus de 800 millions d'euros. Les consultations de santé, qui étaient gratuites depuis la révolution des œillets, sont redevenues payantes, à hauteur de cinq euros pour une consultation en centre de santé. Vingt euros sont maintenant demandés pour une entrée aux urgences, contre neuf euros soixante auparavant, sans compter la facturation de la chambre... De plus, le remboursement des médicaments a été diminué, et certains services et centres de santé ont fermé.

En Espagne, sur la période 2010-2012, les réductions budgétaires visant les secteurs de la santé et de l'éducation s'élevaient déjà à 3,4 milliards d'euros. Au printemps 2012, peu après l'alternance gauche-droite au pouvoir, de nouvelles mesures d'austérité ont été adoptées afin de générer 10 milliards d'euros d'économie par an. Désormais, les médicaments ne sont plus gratuits pour les retraité-e-s. Les « actifs-ves », qui jusqu'à présent assumaient 40 % du coût des médicaments, devront en assumer jusqu'à 60 %, selon leur situation financière. De plus, ces mesures restreignent l'accès des immigré-e-s sans papiers^[2] à la santé publique, le limitant uniquement aux services des urgences et de pédiatrie. En matière d'éducation, ces mesures donnent l'autorisation aux régions d'augmenter de 50 % les frais d'inscription à l'université et de 20 % le nombre d'étudiants par promotion. Malgré l'asphyxie sociale vécue par la population et dénoncée lors des nombreuses et très fortes mobilisations, le gouvernement espagnol a d'ores et déjà annoncé de nouvelles mesures d'austérité pour 2014.

En Irlande, la réduction des budgets de la santé et des services sociaux atteindra environ 25 % en 2014. Fin 2011, la population a déjà subi un plan de réduction de 1,4 milliard d'euros touchant la protection sociale et les services publics, notamment l'éducation et la santé^[3].

[1] Selon les études et les prévisions de l'École Nationale de Santé Publique (ESDY).

[2] <http://www.letelegramme.com/presse-ecole/espagne-des-manifestations-massives-contre-l-austerite-30-04-2012-1686404.php>

[3] <http://french.peopledaily.com.cn/Economie/7687969.html>

Les richesses publiques bradées au privé

En plus des attaques concernant les secteurs de la santé et de l'éducation, il s'est opéré une véritable liquidation des entreprises et des ressources publiques. Les infrastructures et les institutions développées avec l'argent public sont revendues aux seuls intérêts privés. L'État se désengage, notamment, de la gestion des ressources et des besoins élémentaires de la société, laissant le marché dicter son prix.

En Grèce sont concernés par les mesures de privatisation, les ports encore publics, tel le port du Pirée, les compagnies de gaz, d'eau potable et d'électricité, les compagnies de chemins de fer et de la gestion des autoroutes, la poste, ainsi que certains hôpitaux, la loterie nationale, les banques dans lesquelles l'État a encore des parts et enfin les immeubles et terrains appartenant à l'État. Au Portugal, il s'agit des aéroports, de la compagnie aérienne et des compagnies de gaz et d'électricité. En Espagne, ce sont la loterie nationale, les aéroports et les chemins de fer qui sont visés.

Quels objectifs poursuivent ces politiques d'austérité ?

La crise profonde qui touche la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Irlande affecte à des degrés divers les autres pays européens. D'abord parce qu'ils ont été touchés de la même façon par le krach financier de 2008 et la crise économique qui l'a suivi. Ensuite parce qu'ils ont mis en œuvre les mêmes politiques qui ont fait exploser le niveau de leurs dettes publiques. Enfin, parce qu'à l'intérieur de la zone euro, la détérioration économique dans un pays a des conséquences directes sur la santé de ses voisins. Chypre par exemple, dont la dette a explosé suite à la

restructuration de la dette grecque [voir encart Le domino «Grèce» fait tomber Chypre], fait à son tour l'objet d'un plan de sauvetage de l'Union Européenne et du FMI, depuis mars 2013, en échange de mesures d'économie exceptionnelles. Elle rejoint la liste des pays sous perfusion. Les autres pays de la zone euro n'échappent pas à la crise. Le taux d'endettement de l'État est extrêmement élevé dans des pays qui n'ont pas totalement sombré, comme l'Italie, la France ou la Belgique où ils dépassent les 80 %, allant même jusqu'à 120 % pour l'Italie. A cela s'ajoute

une croissance très faible, et même une récession, dans de nombreux pays ; tendance accentuée par les mesures d'austérité qui touchent tous les pays européens à des degrés divers, France et Allemagne incluses.

L'expansion de la récession s'explique par le fait que les économies des pays de la zone euro sont très interdépendantes. Outre leurs imbrications financières et bancaires, l'essentiel des échanges commerciaux des pays de l'Union Européenne se font avec d'autres pays de l'UE. Pour la France, mais cela vaut pour la plupart des

pays de la zone euro, 80 % de ses exportations sont à destination de ses voisins européens. Ainsi la récession et la cure d'austérité qui frappent des pays comme l'Espagne et l'Italie, font plonger la demande intérieure dans ces pays, c'est-à-dire leur consommation. La conséquence directe est que les entreprises françaises ou allemandes par exemple y trouvent moins de débouchés pour exporter leurs produits. La production tend donc

logiquement à s'y réduire également, ce qui a pour résultat d'augmenter le chômage, puis de faire baisser à son tour la consommation intérieure, provoquant ou augmentant le phénomène récessif par un effet domino. Or, la récession est avérée dans de nombreux pays. L'Italie, la Hongrie, les Pays Bas ou encore la Tchéquie sont venus s'ajouter à la liste des pays dont le PIB est officiellement en recul. De leur côté, les plus puissantes économies

européennes, France, Allemagne et Angleterre, flirtent aussi avec la récession, alternant trimestres de très légère croissance et trimestres de récession. Ce sont donc tous les pays de la zone euro qui sont touchés par la crise des dettes souveraines et la récession. Les politiques d'austérité menées partout à des niveaux d'intensité divers ayant pour conséquence d'amplifier la récession.

Pour justifier la mise en œuvre de politiques d'austérité, les différents gouvernements mettent en avant qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques qu'ils mènent. Ils tentent d'expliquer que la seule voie est de réduire le déficit public par des coupes dans les dépenses d'un côté et par l'augmentation des impôts et taxes de l'autre ; et dans le même temps d'augmenter la compétitivité des entreprises pour relancer l'économie. Pour le moment, les pays dans lesquels ces mesures ont été appliquées ont vu leur situation se dégrader avec une dette en augmentation, une production en fort recul et une économie qui flanche. Les quelques indicateurs économiques un peu moins défavorables de la fin de l'année 2013, ne changent pas profondément la tendance qui s'observe depuis trois ans. A défaut de faire baisser la dette et de sortir de la crise, le résultat réel de ces politiques est une baisse de la rémunération du travail, plus de pression fiscale sur la population, la fin de la protection sociale et de toute politique de redistribution un tant soit peu égalitaire des



richesses. L'échec de ces politiques pour résoudre la crise est assez logique dans la mesure où la baisse du niveau de vie qu'elles entraînent provoque une baisse de la consommation et ainsi plus de difficultés à écouler la production. La baisse d'activité économique entraînant automatiquement une baisse des recettes de l'État et une augmentation de la dette, la boucle est ainsi bouclée. Par contre, avec ces mesures, il s'effectue à grande vitesse un transfert des richesses, dans tous les pays, des classes populaires et moyennes vers les plus riches et les détenteurs du capital et des entreprises. C'est bien là qu'il faut chercher les objectifs réels des politiques d'austérité. Ceux qui ont le pouvoir économique défendent féroce­ment leurs intérêts. Touchés aussi par la crise, ne pouvant compter sur la croissance pour continuer à engranger des bénéfices, il s'agit pour eux à court terme de capter la part la plus grosse possible des richesses. Pour cela ils réclament toujours plus de mesures en leur faveur et en défaveur des travailleurs. Les politiques suivent pour des raisons assez simples. D'abord parce qu'ils tiennent compte des rapports de forces réels à l'intérieur de la société. Dans cette période où le monde du travail est assez peu organisé et moins combatif, le patronat est lui très conscient de ses intérêts, fortement organisé, et possède de nombreux moyens de pression pour obtenir ce qu'il souhaite de la part des gouvernements. Par ailleurs, les dirigeants politiques, de par leurs revenus, leur patrimoine, et leur position de pouvoir ont une convergence d'intérêts de classe avec les possédants. Cela ne les incite pas à remettre en question un modèle économique et politique qui les nourrit, eux aussi. Enfin, les dirigeants politiques qu'ils soient de droite ou de gauche n'ont pas de projet alternatif au modèle économique capitaliste, et de ce fait, restent enfermés dans la gestion de celui-ci, selon les règles qu'ils connaissent et qui gouvernent habituellement ce modèle. Les motivations qui les animent sont finalement assez simples, et il n'est pas nécessaire de chercher un pouvoir occulte ou des théories du complot pour comprendre les intérêts qui se jouent autour des plans d'austérité.

Dans les années 80, un scénario identique a été utilisé par le FMI et la banque mondiale pour imposer les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) aux pays du sud. A l'époque, ces plans devaient être mis en place en échange de prêts financiers censés aider au remboursement de la dette d'une part, et au retour à la croissance d'autre part. En réalité, il s'agissait de mesures libéralisant le marché du travail, favorisant les transferts d'argent vers le secteur privé, faisant passer l'accumulation des richesses d'un niveau national à un niveau transnational via des exonérations de charges pour les exportations, tandis que les prix des produits de première nécessité augmentaient.

En effet, ces PAS soutenaient une économie d'exportation au détriment, entre autres, des cultures vivrières. Les pays étaient donc contraints d'importer les produits de première nécessité, rendant leurs prix dépendants du taux de change de

leur monnaie, lui-même dépendant de la situation économique du pays qui, étant soutenue par un PAS, n'était pas considérée comme bonne. Ce jeu de dupe conduisait nécessairement les États soumis à des PAS à s'endetter de plus en plus, tout en remboursant de plus en plus. Ainsi, la dette publique extérieure cumulée des pays en développement est passée de 46 milliards de dollars en 1970 à 1460 milliards de dollars en 2009, tandis que le total des remboursements de la dette de ces mêmes pays cumulés entre 1970 et 2009 s'élevait à 4529 milliards de dollars^[1]. Les pouvoirs publics des pays en développement ont donc remboursé presque 100 fois ce qu'ils devaient en 1970, pendant que la dette était multipliée par plus de 30. C'est un énorme transfert de richesse des pays en développement vers les pays riches qui s'est opéré pendant près de 40 ans. Cela a de plus contribué au développement du commerce mondial et a apporté une bonne rente au capital investi dans le secteur financier pendant les années difficiles de l'après choc pétrolier.

Aujourd'hui, la même logique est en œuvre en Europe. En lieu et place des Plans d'Ajustement Structurel, d'autres outils de gestion des dettes et des déficits sont mis en place, mais l'esprit reste proche. En parallèle des plans d'austérité, les chefs d'États européens ont mis en place le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance, le TSCG (voir encadré), et le Mécanisme Européen de Stabilité (MES), qui est l'équivalent du FMI au niveau européen (voir encadré). Il s'agit ici de transférer à une autorité supérieure les responsabilités des décisions économiques et politiques, et ainsi d'encadrer totalement les choix des politiques budgétaires. Le TSCG impose notamment la règle d'or en matière budgétaire. Sous couvert de bonne gestion, la finalité est en réalité de systématiser la mise sous tutelle économique et politique des États très endettés. Les amendes dissuasives instaurées par le TSCG sont là pour obliger les gouvernements à prendre des mesures d'austérité impopulaires afin d'éviter les amendes. De même, les prêts du MES ne pourront être octroyés qu'aux États ayant ratifié le TSCG. Le MES, quant à lui, est une forme de montage financier au niveau des États, censé leur permettre d'emprunter de l'argent lorsqu'ils n'ont plus d'autres moyens de le faire, ni sur les marchés, ni auprès d'autres États. Des États très endettés, tels ceux de la France et l'Allemagne, vont garantir les emprunts du MES sur les marchés financiers, qui seront ensuite prêtés aux États surendettés.

[1] « Les chiffres de la dette », 2011, Comité pour l'Abolition de la Dette du Tiers-Monde

Le domino «Grèce» fait tomber Chypre

La dette de l'État chypriote s'est fortement dégradée au lendemain du deuxième plan de sauvetage de la Grèce. La dette grecque ayant été restructurée, l'État et les banques chypriotes qui en détenaient des obligations ont perdu une part importante de sa valeur. La restructuration de la dette grecque a fait perdre 4,5 milliards d'euros aux banques chypriotes. Auparavant, Chypre ne connaissait pas de problème économique majeur. Elle avait un déficit public d'environ 6 % du PIB et un endettement public de 70 %, soit des taux très proches de la moyenne européenne.





Les principales dispositions du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance

Ce traité européen, appelé communément « la règle d'or » dans les débats qu'il a suscité en France, est entré en vigueur le 1er janvier 2013. Son objectif principal est de verrouiller les politiques publiques des États signataires, en matière de rigueur budgétaire. Ainsi, contrôlé par la Commission Européenne, les États européens devront tous, de concert, mener une politique de réduction des déficits publics et de la dette. En voici les principales dispositions.

- Le déficit structurel, hors effet conjoncturel, ne doit pas dépasser 0,5 % du PIB. Dans le cas contraire, un mécanisme automatique de correction, non soumis à délibération parlementaire, entre en vigueur.
- Lorsque la dette publique dépasse 60 % du PIB, les États doivent revenir à ce ratio en 20 ans en présentant une sorte de programme d'ajustement structurel à la Commission Européenne.
- Lorsqu'un État ne respecte pas la règle, il peut être condamné à une amende s'élevant à 0,1 % de son PIB.

Le Mécanisme Européen de Stabilité

Le MES est une institution internationale, comme le FMI, de gestion de crise financière de la zone euro qui a remplacé en 2012 le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et le Mécanisme européen de stabilité financière (MESF). Son rôle est d'éviter un défaut de paiement d'un État sur sa dette pour éviter les faillites des créanciers. Il est indépendant du Parlement européen et des parlements nationaux et il ne peut pas faire l'objet de poursuites judiciaires. Il est dirigé par un conseil des ministres des finances appelés « gouverneurs ». Tout État qui veut avoir accès au MES doit avoir accepté au préalable l'austérité budgétaire prévue par le TSCG.

A la différence du FMI qui ne prête que ce qu'il possède, le MES dispose d'un capital « virtuel » de 700 milliards d'euros apportés par les futures contributions des États européens, à savoir 142 milliards pour la France, 190 pour l'Allemagne, 19 milliards pour la Grèce. En réalité, sur ces 700 milliards, seuls 80 milliards auront été réellement versés par les États d'ici fin 2016 (21 par l'Allemagne, 16 par la France dont 6 en 2012, 2 par la Grèce). Sur ces 700 milliards, 620 ne sont qu'une garantie, qu'un engagement futur des États, afin que le MES puisse emprunter sur les marchés. Le MES pourra emprunter sur les marchés avec un taux d'intérêt inférieur à celui où les États en difficulté empruntent, mais devra tout de même prélever une prime au passage pour son fonctionnement. Le MES a accordé un prêt de 41,3 milliards d'euros à l'Espagne pour recapitaliser son secteur bancaire fin 2012.

Le capital total du MES est de 700 milliards d'euros alors que la dette de l'Espagne est de 600 milliards, celle de la France de 1900 milliards, et celle de l'Italie 1900 milliards. On peut dès lors affirmer que les sommes avancées, virtuelles ou réelles, seraient insuffisantes, si un de ces pays connaissait la même situation que la Grèce en 2010. De plus, les pays censés contribuer financièrement à ce fond sont eux même fortement endettés, ce qui fragilise l'édifice en cas de défaut de paiement de l'un d'entre eux. Cela revient à rajouter des dettes, aux dettes.

(source : « Deux traités pour un coup d'État européen », Juin 2012, Le Monde Diplomatique)

QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES POPULATIONS ?

Les discours des expert-e-s et des tenant-e-s du pouvoir économique et politique sur la crise montrent à quel point leur vécu diffère de celui des populations, qui dans leur grande majorité subissent et rejettent les mesures d'austérité. Ainsi, le problème serait « l'inertie de la BCE » selon le président Portugais ou la « non flexibilité des partenaires européens » selon M. Monti, à la tête du gouvernement italien. On peut difficilement comprendre M. Barroso (président de la Commission Européenne) quand il déclare à la population grecque que « le programme de l'Union Européenne et du FMI pour la Grèce est l'alternative la moins difficile de toutes » et qu' « il n'y a pas d'autre alternative moins pénible ».

De la même manière, les propos de F. Hollande, qui appelait les grecs à faire « des efforts indispensables » ou qui expliquait qu'en Espagne les mesures d'austérité ont des « résultats déjà probants^[1] », sont représentatifs du décalage énorme entre les discours des décideurs politiques et la réalité que vivent les populations. Cela frise l'indécence à l'heure où, en France, le nombre de chômeurs a largement dépassé les 3 millions, les « plans sociaux » se multiplient et la politique du non remplacement des salarié-e-s partant à la retraite se poursuit.

Dans ce chapitre, nous allons voir les effets concrets de la crise financière. On parle souvent d'économie « virtuelle » car extrêmement compliquée, ce qui permet de faire croire qu'elle n'a aucune influence concrète sur le réel. Or, comme nous allons l'exposer, si les rouages économiques de la crise se sont complexifiés, les conséquences de la crise sont toujours les mêmes : montée du chômage, augmentation de la misère et baisse des investissements de santé et d'éducation. La crise ne touche pas tout le monde de la même manière, nous verrons que les femmes et les populations immigrées sont les premières victimes, celles qui prennent de plein fouet la crise.

[1] http://www.lepoint.fr/politique/a-madrid-hollande-et-rajoy-solidaires-pour-appeler-a-pre-server-l-euro-30-08-2012-1500958_20.php

Explosion du chômage et de la misère

Concrètement, les politiques d'austérité et la récession qui les accompagne se traduisent par des licenciements et des suspensions de postes, tant dans le secteur public que dans le privé. Cela a comme premier effet l'explosion du chômage. Ainsi, en Espagne, le chômage a atteint le chiffre de 26,26 % de la population active en octobre 2013, ce qui représentait près de 4,8 millions de personnes. Au Portugal, en août 2012, le pays comptait près de 827 000 chômeurs, soit 152 000 de plus sur un an, pour une population active de 4,6 millions de personnes^[1].

En 5 ans (2008-2013), la crise a fait passer le nombre de chômeurs en Europe de 16,5 millions à presque 27 millions. La situation est très hétérogène d'un pays à l'autre. Si l'Allemagne semble ne pas connaître de montée du chômage, les situations de l'Espagne et de la Grèce sont dramatiques. Le chômage des jeunes de moins de 25 ans est particulièrement très élevé, notamment en Grèce et en Espagne où plus d'un-e jeune sur deux est au chômage.

En Europe, près d'un ménage d'actifs sur dix vit désormais dans la pauvreté. On parle de « travailleurs-euses pauvres » ou de « pauvreté chez les travailleurs-euses ». Chypre, l'Irlande, l'Espagne et l'Italie ont toutes enregistré un niveau de pauvreté record ces deux dernières années.

Si on ajoute à cela les coupes et les restrictions sur les diverses allocations et prestations qui accompagnent les mesures d'austérité, on comprend bien pourquoi la misère avance à grands pas.



[1] <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2012/08/14/97002-20120814FILWWW00302-chomage-record-au-portugal-a-15.php>

En Grèce, une personne sur quatre est considérée pauvre, et en Espagne, des dizaines de milliers de personnes quittent leur maison faute de pouvoir rembourser leurs emprunts immobiliers. De plus, pour ce qui est des pays méditerranéens, les solidarités familiales traditionnelles qui ont si longtemps permis d'épargner les gens de la misère et de l'exclusion sociale, semblent ne plus suffire, et les populations y vivant cherchent à émigrer.

Les mesures d'austérité tendent aussi à accroître les inégalités à l'intérieur de

chaque pays. La part totale des revenus allant aux plus riches continue à y croître, tandis que celle dévolue aux plus pauvres poursuit sa baisse. En Espagne, les revenus pour le dixième de la population la plus riche sont passés de 23 % en 2008 à 23,9 % en 2011, alors que les plus pauvres ont vu leur part décliner de 2,3 % à 1,6 %. C'est d'ailleurs de loin la part la plus réduite dans l'Union européenne. En Italie, les plus riches ont vu leur part de revenus augmenter de 23,7 % en 2008 à 24,2 % en 2011, alors que les revenus du dixième le plus pauvre ont chuté de 2,7 % à 2,3 %.

Le Portugal suit une tendance similaire depuis 2010. Les revenus des plus riches ont augmenté de 26,6 % à 27,2 % (proportion la plus élevée en Europe), alors que ceux des plus pauvres se sont stabilisés pendant la même période (à 2,9 %). Au Royaume-Uni, les plus pauvres ont vu leur part de revenus décliner de 2,9 % en 2009 à 2,8 % en 2011, alors que celle des plus riches a augmenté de 25,4 % à 26,0 % pendant la même période^[2].

[2] Sources : Eurostat (2013), « Répartition du revenu par quantiles »

Santé et éducation publique délaissées

Les secteurs clés de la santé et de l'éducation publique sont les premiers à faire les frais des coupes budgétaires. Dans ces secteurs, déjà fragilisés par des années de politique libérale, où les États se sont de plus en plus désengagés financièrement, les coupes supplémentaires depuis le début de la crise, provoquent de graves problèmes de santé publique ainsi qu'une dégradation des conditions d'accès et de la qualité de l'éducation. Voici quelques exemples très parlants.

Santé

Une grande partie de la population européenne paie de sa santé, si ce n'est de sa vie, les mesures d'austérité dictées par l'Union Européenne (UE) et le Fond Monétaire International (FMI). C'est la conclusion d'une étude publiée par la revue médicale britannique «The Lancet». Les populations les plus mal loties sont celles de Grèce, d'Espagne et du Portugal où l'UE a imposé des coupes sociales massives. De nombreux établissements de santé ont été fermés, des lits d'hôpitaux supprimés et le ticket modérateur à la charge des patients pour les médicaments a été augmenté ces dernières années.

En avril 2012, en Espagne, une loi a été mise en vigueur par un décret royal – court-circuitant le parlement – et qui rend le système « universel » de soins de santé tributaire d'un emploi. Elle est appliquée depuis le 1er Septembre 2012. En Catalogne, les coupes budgétaires dans le secteur de la santé ont eu pour conséquences des licenciements, la réduction du nombre des lits, des fermetures de salles d'opération, etc. Le nombre de patients sur les listes d'attente pour une opération chirurgicale a augmenté de 23 % et il faut attendre en moyenne plus de quatre mois pour être opéré-e^[1].

[1] <http://www.docbuzz.fr/2011/10/16/123-avec-la-crise-economique-une-crise-sanitaire-se-profile/>

Au Portugal, l'exceptionnel grand nombre de personnes âgées décédées pendant la vague de froid de l'hiver 2011-2012 est aussi lié à l'incapacité croissante des gens à s'offrir un régime alimentaire adéquat et des soins de santé appropriés^[1]. En matière de santé, la part assumée par le patient pour les médicaments a plus que doublé.

En Grèce, l'État a réduit les dépenses de santé de 13 %. L'enveloppe allouée aux hôpitaux a été réduite, et les caisses de l'assurance maladie sont vides. Cela a pour conséquence que le pays fait désormais face à une pénurie de médicaments, désormais trop chers. La Grèce est donc en situation d'urgence sanitaire, de nombreux malades ne peuvent tout simplement plus se soigner.

Education

Eurydice, le système d'information européen sur l'éducation, a publié une étude sur l'impact de la crise financière sur les systèmes éducatifs en Europe^[2]. Selon ce rapport, pas moins de 20 pays européens ont effectué des coupes budgétaires en 2011 ou 2012. Les recettes sont les mêmes partout : réduire les salaires ou diminuer le nombre d'enseignants.

L'effet de la crise financière sur les budgets de l'éducation se voit principalement dans les pays qui ont un important déficit budgétaire comme l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, le Royaume-Uni, la Roumanie, la Pologne, la Slovaquie, la France ou Chypre. Toujours selon Eurydice, dans un pays sur trois, les États ont diminué le nombre d'enseignant-e-s. Mais les États ont le plus souvent utilisé le salaire comme « variable d'ajustement ». Dans la moitié des États européens, les salaires des enseignant-e-s ont été réduits ou gelés. Il y a eu des réductions dès 2010 en Espagne, en Roumanie et en Slovénie, et à partir de 2011, en Grèce, en Irlande et au Portugal.

En Espagne, dans l'éducation, les frais d'inscription ont augmenté de près de 50 %, et en Grèce des établissements scolaires, tels que les écoles maternelles et primaires, collèges, lycées ainsi que les universités fusionnent ou sont tout simplement supprimés.

Au Portugal, après avoir rehaussé le nombre d'heures d'enseignement à 40 heures par semaine, le premier ministre, Pedro Passos Coelho a coupé dans les salaires, alors que le pouvoir d'achat du personnel enseignant avait déjà fondu de 30 % en deux ans !

[1] <http://www.rue89.com/2012/04/10/les-personnes-agees-premieres-victimes-de-la-crise-au-portugal-231029>

[2] http://eacea.ec.europa.eu/education/eurydice/documents/thematic_reports/147EN.pdf

Attaques contre les droits et libertés des femmes

La crise dans laquelle est entrée le capitalisme depuis 2007 s'accompagne d'un durcissement des inégalités sociales que subissent les femmes et d'un recul concret de leurs droits et libertés. Dans le même temps, le modèle patriarcal de nos sociétés se renforce à travers les discours réactionnaires pour l'enfermement de la femme dans le foyer, la remise en cause de l'IVG, la fin de l'indépendance économique pour de nombreuses femmes, et l'augmentation des violences masculines.

Les femmes n'ont pas la même place que les hommes sur le marché du travail. Elles y occupent plus souvent que les hommes des emplois au statut précaire, avec moins de protections. Elles sont sur-représentées dans les emplois à temps partiel, puisque 85 % de ces emplois sont occupés par des femmes, en Europe comme en France, et notamment des femmes de plus de 50 ans. De plus, à travail et statut égal, leurs salaires sont en moyenne inférieurs à celui des hommes. Ainsi, en conjuguant l'ensemble de ces inégalités par rapport au marché du travail, leurs revenus moyens sont inférieurs de 25 % à celui des hommes. La crise économique accentue fortement ces inégalités. Les secteurs où les femmes travaillent sont durement touchés par la crise et les mesures d'austérité. Dans la fonction publique où le travail féminin est souvent majoritaire, les politiques de suppression de poste, les touchent tout particulièrement. Dans le privé, dans des secteurs comme la vente ou les services à la personne, la récession d'un côté, et l'absence de protection statutaire de l'autre, font que les femmes y subissent plus les licenciements, les ruptures ou non renouvellements de contrats. L'espoir de retrouver un travail devient faible, surtout pour celles qui ont des enfants. La crise accélère aussi le développement du travail à temps partiel^[1]. Par conséquent, au fur à mesure de l'aggravation de crise, le chômage des femmes a eu tendance à plus progresser que celui des hommes, et leur chômage indemnisé à plus baisser. Leurs revenus chutent plus fortement encore, car en plus de subir la perte de leurs emplois, ou de ne trouver que des emplois à temps partiel, ne permettant pas un salaire décent, les mesures d'austérité et les coupes budgétaires font encore baisser leur niveau de vie. Les coupes dans les programmes sociaux, l'allongement de la durée

de cotisation pour les retraites et la baisse des pensions comme des différentes allocations accentuent le phénomène, plus nettement encore pour les femmes âgées. Ainsi la pauvreté touche plus les femmes que les hommes. Pour beaucoup de femmes, cette situation marque la fin de leur indépendance économique. Ce recul de l'indépendance économique va de pair avec l'idée consciente ou non dans les mentalités, que le travail des femmes n'est qu'un salaire d'appoint, un complément du salaire de l'homme. Cette idée selon laquelle le chômage des hommes serait plus grave que celui des femmes renforce les pressions insidieuses dans le monde du travail pour que les femmes "laissent la place aux hommes". On remarque les petites ou grandes incitations à quitter leur travail, à laisser la place aux hommes, à se recentrer sur la famille. Le discours sur "les femmes au foyer" resurgit de plus belle lorsque le chômage augmente^[2], avec pour fonction d'absorber l'impact des crises économiques.

[1] Françoise Milewski, "Chômage et emploi des femmes dans la crise en France", Lettre de l'OFCE, mai 2010.

[2] Martial Poirson, "Masculin/féminin : la construction des identités et des relations", Ecoflash, n° 142, novembre 1999.



On observe un peu partout une offensive idéologique menée par les courants réactionnaires, qui vise à enfermer les femmes dans “leurs missions naturelles” (mère, femme au foyer, bonne à tout faire), et à les exclure de la sphère du travail. Cette offensive est particulièrement violente là où la crise frappe le plus durement. On incite les femmes à se construire une identité centrée sur la famille, le soi, et non plus sur le travail ou la vie sociale et politique. Les idées sexistes et masculinistes percent dans la société et trouvent un place grandissante dans les médias (par exemple Zemmour en France)^[1]. Cet appel à l’enfermement des femmes au foyer est à mettre en lien avec les plans d’austérité qui, en accélérant les coups portés aux services publics, reportent la responsabilité de la protection sociale et de l’éducation sur les épaules des femmes. Les tâches de prendre soin de ses proches, de s’occuper des enfants, des personnes âgées, de son mari, reposent essentiellement sur les femmes, exonérant la société de ses missions de protection collective. Ceci n’est pas nouveau mais s’accélère avec la crise^[2]. Enfin, il y a un peu partout une remise en cause de l’IVG et de la liberté de disposer de son corps. En Espagne, le gouvernement Rajoy a déposé en décembre 2013 un projet de loi interdisant l’avortement, sauf en cas de viol ayant fait l’objet d’une plainte ou en cas de risque prouvé de risque vital pour la mère. En Suisse, il est question de supprimer le remboursement de l’IVG, tandis que dans les autres pays européens, notamment en Italie ou en France, l’exemple espagnol donne des ailes aux anti-ivg.

[1] Pour balayer ces affirmations un site de contre-enquêtes anti-masculiniste : <<http://lgbti.un-e.org/spip.php?rubrique32>>.

[2] Voir la critique faite par Déchaux et Herpin de l’appel aux “solidarités familiales” in J.H. Déchaux, Sociologie de la famille, La découverte, coll. Repères.



Les violences physiques et psychologiques sont un rouage du patriarcat. Les violences psychologiques et verbales répétées sont aussi destructrices que les agressions physiques. Une enquête réalisée en 2000 souligne que parmi les femmes qui s'étaient séparées récemment, 3 sur 10 vivaient cette situation^[1]. Mais, de même que pour les violences physiques (coups, séquestrations, mises à la porte, viols), c'est dans l'intimité de l'espace conjugal que sont perpétrées le plus de violences psychologiques : insultes, menaces, chantage affectif, contrôle autoritaire, mépris, etc^[2]. "Les femmes des milieux pauvres se déclarent plus souvent insultées, tandis que menaces et chantages s'observent dans tous les milieux. Les chômeuses semblent également plus exposées que les femmes ayant un emploi. Les chômeuses et les étudiantes déclarent plus fréquemment des relations de couples violentes^[3]. La progression du chômage et de la précarité, y compris chez les hommes, est un facteur qui contribue à exacerber la violence conjugale, sans même parler de la bonne entente dans les couples. Une étude récente d'OXFAM montre que "la crise économique entraîne en Europe une augmentation des cas de violence domestique, mais aussi de la traite des femmes dans un but d'exploitation sexuelle, de la prostitution et des cas d'agressions contre des femmes prostituées.^[4]" Dans ce contexte, les femmes victimes de violence ont besoin d'une aide accrue de la part de la collectivité. Or les mesures d'austérité et de coupes budgétaires décrétées par les gouvernements à la demande des bailleurs de fonds menacent les structures d'aide aux femmes, que celles-ci soient associatives ou dépendantes d'un service public. Ainsi, en Irlande, un refuge pour femmes de Kilkenny reçoit avec la crise de plus en plus de demandes d'accueil de femmes violentées. Pourtant le gouvernement applique l'austérité et décide de supprimer 10 postes de travailleurs sociaux dans ce centre. Les Travailleuses/eurs se sont mis-es en lutte^[5]! En France, les mesures d'austérité sont peut-être sur certains plans moins graves qu'ailleurs, mais ce sont rien de moins que des centres IVG qui sont fermés sous prétexte financier, rendant l'avortement de plus en plus difficile pour des milliers de femmes. Des maternelles et des maternités sont fermées, et de nombreuses associations de femmes ont vu leur subvention baisser jusqu'à 30 % en trois ans, avec de graves conséquences dans l'hébergement d'urgence ou l'aide alimentaire.^[6]"

La crise durcit donc les rouages de l'oppression des femmes. Cet état de fait montre que le capitalisme et le patriarcat s'imbriquent très concrètement, se renforçant mutuellement. En effet, le patriarcat en renvoyant les femmes aux tâches de protection et à la sphère privée permet au capitalisme de continuer à accumuler des profits en s'affranchissant de toutes les contributions sociales nécessaires à la poursuite de l'exploitation du travail. De son côté, les tendances actuelles de l'exploitation capitaliste servent de justificatif aux fondements inégalitaires du patriarcat, réduisant l'autonomie des femmes et renforçant les violences sexistes structurelles. Les résistances aux attaques patriarcales et à celles de la bourgeoisie sur nos conditions de vie, doivent donc être menées conjointement dans une réponse d'ensemble.

[1] Source enquête Enveff : de 2000. Résultats présentés dans l'article de Maryse Jaspard dans *Population et Sociétés*, n° 364, Janvier 2001.

[2] Enquête Enveff.

[3] Enquête Enveff

[4] Dispo sur le net en copiant/collant son titre : 'Women's poverty and social exclusion in the European Union at a time of recession. An invisible crisis?'

[5] <<http://www.wsmie/c/fighting-austerity-amber-women-refuge-kilkenny>>.

[6] Source : égalité - infos, idem.

Montée des idées réactionnaires

Dans le contexte actuel de crise et de dégradation des conditions de vie pour une grande partie de la population, les idées réactionnaires et les valeurs d'extrême-droite se renforcent, entretenues par le pouvoir politique et les relais médiatiques et idéologiques des classes dirigeantes. Face à une précarité grandissante, les comportements individualistes, promus par la logique capitaliste et le discours dominant, ont tendance à s'exacerber. Les courants réactionnaires, prônant l'ordre moral, l'autoritarisme, et le nationalisme se déploient en Europe, accompagnant la montée des groupes d'extrême-droite et la diffusion de leurs idées dans la société.

Développement du cannibalisme social

L'expression de « cannibalisme social » est apparue en Grèce pour évoquer la montée du « chacun pour soi » lorsque les effets de la crise ont durement frappé la population. Ce phénomène n'est pas réellement nouveau, puisque le système capitaliste, de par sa logique, valorise et produit déjà ce type de comportement individualiste. Cependant, la volonté de sauver sa peau à tout prix, quitte à marcher sur l'autre, s'est amplifiée avec la peur de voir sa propre situation se dégrader, voire même de ne plus pouvoir subvenir à ses besoins. Les politiques d'austérité, avec leurs suppressions d'emplois, la casse des droits du travail et des droits sociaux, les réformes menées dans tous les secteurs d'activité, du système éducatif à celui de la

santé, organisent de fait une société où la compétition est le maître mot, se répercutant jusqu'à l'échelle individuelle.

Dans tous les pays, c'est ce cannibalisme social que distillent les discours politiques et médiatiques en mettant fortement en avant les valeurs de méritocratie et la responsabilité individuelle. Cette propagande, qui élude toute dimension et responsabilité collective, isole l'individu en le rendant responsable de sa situation. Il devient ainsi coupable de ne pas trouver de travail, d'avoir des problèmes de santé, ou de « mal élever » ses enfants. Ces discours permettent également de justifier la liquidation de la protection sociale et déresponsabilisent les politiques sociales et économiques menées par les dirigeant-e-s. Il suffit de

convaincre que, finalement, les pauvres seraient responsables de leur pauvreté, pour qu'il devienne facile de casser les systèmes d'aide aux plus démunis-e-s, mais aussi de criminaliser la partie la plus pauvre de la population. Ce sont alors les « fraudeurs » aux différents impôts, celles et ceux qui « profitent » des allocations sociales ou familiales, les travailleur-euses au noir, les sans-papiers qui sont désigné-e-s comme responsables de la crise. Cela a pour conséquence de briser les liens de solidarité dans la population et de freiner le développement de relations égalitaires et solidaires entre exploités, qui pourraient favoriser l'émergence de résistances et d'autres perspectives de société.

Offensive de l'idéologie réactionnaire

La montée des inquiétudes, des souffrances, de l'individualisme et du pessimisme ouvre la voie à la recherche de valeurs rassurantes en même temps qu'à des comportements de replis sur soi. Cela offre un terrain propice aux valeurs traditionalistes et aux idées réactionnaires, centrées sur la famille, la sécurité, l'identité. L'heure n'est plus à la recherche de l'épanouissement, mais au retour à un ordre moral traditionnel, promouvant la domination masculine et imposant l'hétérosexualité

comme une norme indépassable. La puissance et la durée des mobilisations de défense de la famille en France, notamment contre le mariage homosexuel, en sont une illustration évidente. Cette vision sexiste du monde alimente l'offensive patriarcale contre les femmes que nous venons de décrire, et conduit à la recrudescence des discours, comportements et violences lesbophobes, homophobes et transphobes. Autres sujets occupant une place omniprésente dans les médias, les questions de sécurité et de délinquance trouvent facilement un écho au sein d'une population en proie au désarroi social. La cascade de faits divers, de statistiques, et de discours politiques tendent à créer un climat permanent d'insécurité. Les lois sécuritaires et politiques répressives s'en trouvent d'autant mieux acceptées par une population qui est alors elle-même en demande d'une réponse autoritaire pour se rassurer. Ce sont les populations pauvres et d'origine immigrée, stigmatisées en délinquant-es, qui sont désignées comme le danger potentiel contre lequel la société devrait se protéger. Cela contribue à la montée des replis identitaires, nationalistes ou religieux qui s'observe partout en Europe. De leur côté, les courants réactionnaires qui se construisent autour du culte des racines, attisent le rejet et la haine des autres et exacerbent le chauvinisme et le nationalisme.

Montée du racisme et du fascisme, armes des classes dirigeantes

La montée du racisme dans de nombreux pays européens depuis les années 80, est à mettre en parallèle avec l'aggravation de la crise du capitalisme. La montée du chômage, la précarité grandissante, le démantèlement de la protection sociale ont fait croître les difficultés sociales des classes moyennes et populaires, et dans le même temps ont exacerbé le racisme et le rejet de l'autre. Dans

tous les pays, les gouvernant-e-s ont cherché à mettre en avant des figures de boucs émissaires, pour camoufler la responsabilité du capitalisme et de l'État dans cette dégradation, et concentrer la colère et la haine sur d'autres cibles. Ils ont ainsi alimenté la montée de l'extrême droite et du fascisme en donnant une certaine légitimité à leurs discours. Le fascisme joue à son tour un rôle mobilisateur pour les intérêts de la bourgeoisie, dans la mesure où il détourne

d'elle la colère, pour la diriger vers d'autres victimes du système économique inégalitaire. Ainsi, les fascistes présentent la violence sociale non pour ce qu'elle est, le résultat du capitalisme, mais pour l'effet de l'action « d'ennemis intérieurs » ou « d'ennemis extérieurs ». Ces « ennemis intérieurs » et « extérieurs » sont désigné-e-s comme étant les membres de minorités nationales, religieuses, sexuelles du pays, ou les étrangers-ères ; et servent de boucs émissaires.

Ainsi, en plus des ouvrier-



ères, des chômeur-euses qui « coûtent trop cher et vivent au-dessus de leurs moyens », sont désigné-es comme responsables de la crise, les noir-es, les arabes, les roms, les turcs, les kurdes, les asiatiques, les juifs-juives et les musulman-es essentialisé-es et racisé-es. En somme, toutes celles et ceux qui sont considéré-es par l'idéologie nationaliste comme extérieur-es au corps national même s'ils ou elles ont la nationalité française. Aujourd'hui comme hier, les élites politiques et économiques diffusent cette idéologie raciste parce qu'elle lui permet de « diviser pour mieux régner », en montant les opprimé-e-s les un-e-s contre les autres.

L'antisémitisme, quant à lui, s'il s'inscrit aussi dans ce « diviser pour mieux régner », a pour fonction supplémentaire de rendre la classe dirigeante invisible en lui substituant un groupe racisé, les juifs et les juives. La question de la responsabilité de l'organisation capitaliste de l'économie dans la crise et de l'appropriation du travail collectif par une minorité possédante est ainsi évacuée par les antisémites,

qui divisent artificiellement le capitalisme en un mauvais capitalisme «financier» qu'ils associent aux juifs et aux juives et un bon «capitalisme industriel». Or non seulement cette séparation n'existe pas en réalité, mais de plus les capitalistes juifs et juives ne sont qu'une fraction infime de la classe capitaliste et ne possèdent qu'une fraction infime du capital, y compris financier. Enfin, ce discours nie l'existence bien réelle de la classe ouvrière juive, tout en exonérant la classe économique dirigeante de toute responsabilité.

Avec la crise aiguë du capitalisme aujourd'hui, le racisme s'étale partout de façon de plus en plus décomplexé, diffusé par les relais idéologiques tels que les grands médias, des réseaux intellectuels réactionnaires, des institutions étatiques, des courants politiques nationalistes ; en même temps que l'antisémitisme fait un retour inquiétant. C'est une oppression qui se structure non seulement autour d'actes et de discours institutionnels concrets qui écrasent les personnes racisées, mais aussi de discours et d'actes portés

par des individus, courants et organisations politiques qui produisent le même rapport social d'oppression.

Enfin, il ne faut pas exclure que, dans une période de crise, l'instauration d'un régime fasciste puisse devenir l'ultime recours des classes dominantes pour sauvegarder leurs privilèges. Le fascisme leur offre en effet le moyen de briser toute résistance des classes populaires face aux attaques capitalistes, ainsi que de maintenir un « ordre social » nécessaire à leur domination politique et économique et à la réalisation de leurs profits. Ainsi, dès lors que son pouvoir semble se fragiliser, la tentation fasciste suscite rapidement l'adhésion de larges secteurs de la bourgeoisie, qui viennent soutenir et renforcer partis et groupes d'extrême-droite. Dans le même temps, le fatalisme et l'absence de perspectives révolutionnaires émancipatrices face à l'exploitation capitaliste conduisent une partie des classes populaires à se tourner vers les mouvements populistes d'extrême droite, renforçant d'autant leur influence.

Recrudescence des partis d'extrême-droite en Europe

Prolongeant et accompagnant la droitisation des gouvernements et des principaux partis relayant l'idéologie raciste, on observe en Europe une montée en puissance de l'extrême droite. Dans les urnes, les succès du Front National en France, l'accession des néo-nazis de l'Aube dorée au parlement grec, le retour au pouvoir des nationalistes et conservateurs hongrois derrière Victor Orbán n'en sont que des exemples. Dans la rue, le développement de mouvements nationalistes, et notamment «nationalistes révolutionnaires», se traduit par des violences à la fois contre les minorités nationales (arabes, noirs, juifs, roms...), et contre les militant-e-s antifascistes et progressistes. Dans certains quartiers, des groupes d'extrême-droite tentent de s'implanter socialement et localement.

En effet, la galaxie de l'extrême droite sous ses différentes moutures, populiste, fasciste, nazie, identitaire, nationaliste révolutionnaire, malgré ses différences, a mis en œuvre certaines tactiques nouvelles. Ainsi à partir de l'expérience de la Casa Pound italienne, elle recherche une implantation de quartier à partir de l'ouverture de lieux comme la Vlaams Huis près de Lille, de la Traboule

des Identitaires ou de l'ancien BKL nazi à Lyon. Dans ces lieux, les activités se veulent avant tout culturelles, sportives, conviviales, afin de fixer dans l'espace et dans le temps ces groupes jusqu'alors plutôt volatiles tout en les normalisant.

Profitant de la crise et de la destruction des services publics, des groupes fascistes assurent aussi des repas ou l'aide aux personnes âgées, du moment que celles-ci soient blanches, nationales et de tradition chrétienne. Si les expériences françaises relèvent plus de coups médiatiques, tel que « l'apéro saucisson pinard » islamophobe des identitaires, il n'en est pas de même en Grèce avec les nazis de l'Aube dorée, même si « l'aide sociale » qu'ils apportent est largement surestimée.

Concernant la violence de rue, les premières victimes sont évidemment les minorités ethniques avec ou sans papiers. En Hongrie, le parti Jobbik qui, au mois de mai 2013, a organisé une manifestation antisémite à Budapest, monte en puissance. Ses milices de la Magyar Garda (Garde Hongroise) s'en prennent systématiquement aux roms et ont organisé de véritables pogroms contre des tziganes dans plusieurs villages. Les nazis de l'Aube Dorée ont organisé à l'échelle d'Athènes une vaste razzia, ainsi que de nombreux raids plus localisés et parfois meurtriers. Ces actions de « nettoyage ethnique » s'opèrent d'abord à partir des « bases locales » qu'ils estiment acquises à leur cause avant d'essayer et d'opérer à une échelle plus large. Elles n'empêchent pas toutefois des actions commando menées dans certains quartiers jugés « interlopes ».

Les groupes d'extrême-droite mènent également des actions à l'encontre des groupes antifascistes et féministes, voire des mouvements sociaux comme le firent les Grecs de l'Aube Dorée ou le tentèrent les fascistes lyonnais en octobre 2010 lorsqu'ils voulurent déloger un piquet de grève lors du mouvement contre la réforme des retraites. Ces confrontations, plusieurs fois meurtrières au cours de l'année 2013, relèvent d'une stratégie classique des fascistes, la stratégie de la tension. Il s'agit d'instaurer le désordre urbain pour pousser l'État à recourir à la répression et instaurer un régime policier dans lequel ils espèrent prospérer. Les liens avec la police sont déjà forts, particulièrement en Grèce où l'Aube dorée a été utilisée comme force d'appoint pour des opérations de répression, mais aussi dans d'autres pays, France incluse. C'est dans ce contexte que la violence d'extrême droite se banalise.

Le nationalisme, l'antisémitisme, le fascisme font partie de l'histoire en Europe. En temps de crise, avec la montée du chômage, une précarité grandissante, la casse des droits sociaux et des services publics, ces mouvements se renforcent et sont entretenus par les classes dominantes politiques et économiques. Même si certains courants se présentent comme « antisystème », en diffusant

l'antisémitisme, le culte de la nation, de la tradition, ou encore du patriarcat, ils ne font en fait que renforcer les systèmes étatique et capitaliste. La classe politique et économique au pouvoir cherche en effet à dévier le mécontentement social de la population vers des boucs émissaires, afin de diviser pour mieux régner et continuer à opprimer et exploiter les classes populaires. Le fascisme, le nationalisme, et toutes les idées réactionnaires, qui s'expriment dans les discours et se traduisent en violences au quotidien, permettent un contrôle politique de la population qui subit les conséquences des crises économiques. Pour briser la dynamique raciste et antisémite, et lutter véritablement contre la dégradation de nos conditions de vie, nous devons nous attaquer aux origines des crises économiques. Les licenciements, les salaires bloqués ou diminués, la casse des droits du travail, ce ne sont pas les juifs, les arabes, les noirs, les roms qui en sont responsables, mais bien l'État et les élites économiques, patronat, banques, et actionnaires. Ainsi, ce sont le développement et l'organisation de larges mouvements contre l'exploitation capitaliste et la domination étatique, avec une perspective révolutionnaire autour de valeurs et d'objectifs égalitaires, associé au développement de l'auto-défense face aux discours et violences fascistes dans nos quartiers et sur nos lieux de travail, qui permettront à la fois de stopper le développement des mouvements d'extrême-droite et de lutter contre les conséquences des crises économiques et sociales.



**GOODYEAR
PATRONS VOYOUS !**

LE CAPITALISME, C'EST LA CRISE

Comme nous l'avons vu, c'est l'ensemble des populations qui supportent les lourdes conséquences de la crise, marquées par une dégradation des conditions de vie. Les capitalistes voudraient nous faire croire que c'est seulement un mauvais moment à passer, un mal nécessaire pour relancer la machine. Or il n'y pas de capitalisme sans crises ! Les différentes périodes et pensées capitalistes affichent toutes les mêmes impasses pratiques et théoriques en différentes déclinaisons. Il convient de remettre en cause, dans ses principes, la machine à domination et exploitation capitaliste.

La crise permanente

On a tendance à oublier que le capitalisme est un système plus ou moins continuellement en crise, seule la grande crise de 1929 restant généralement dans les mémoires. Les conséquences majeures qu'elle a eues font de cette crise un épouvantail, devenant l'unique et seul moment de crise du capitalisme, et effaçant ainsi tous les autres. L'ampleur du krach boursier et de la crise bancaire d'octobre 1929, qui plongea les principales éco-

nomies du monde dans une récession de dix ans, explique ce phénomène. Cette récession, appelée « La grande dépression », a effectivement fait chuter de 25 % le P.I.B des quatre plus grandes puissances mondiales entre 1929 et 1933, pendant que le chômage explosait pour atteindre un record de 36 % aux États-Unis en 1932. Des dizaines de millions de personnes ont été dans la misère aux États-Unis comme en Europe, favorisant la montée puis l'arrivée au pouvoir des fascismes, et se concluant par une guerre qui a fait entre 50 et 60 millions de

morts. Il est bien naturel que ces événements aient marqué durablement les esprits.

Pourtant la crise de 1929 n'est pas une exception ou un simple accident de l'histoire du capitalisme. De la crise de la Tulipe en Hollande en 1637 à la crise des subprimes en 2007, le système capitaliste a toujours connu des krachs et des crises financières qui menacent de façon plus ou moins importante sa stabilité. Au cours des vingt-cinq dernières années, les soubresauts n'ont pas manqué : krach boursier en 1987, suivi de la crise du

Système Monétaire Européen en 1993 et du peso mexicain en 1994, puis en 1997 de celle des marchés asiatiques. En 2001 et 2002, c'est au tour de l'éclatement de la bulle internet de provoquer un krach boursier, pendant qu'une crise financière et économique en Argentine faisait plonger dans la misère la population du pays le plus développé d'Amérique latine. Au delà des krachs boursiers spectaculaires et des crises financières qui ponctuent son histoire, le capitalisme connaît de fréquentes périodes de crise économique. Dans les faits, son fonctionnement habituel est d'alterner des phases d'expansion et de croissance, suivies invariablement de périodes de ralentissement économique et de récession. Ce comportement en montagnes russes est fondamental dans beaucoup de théories économiques. Elles s'appuient sur un fonctionnement du capitalisme en cycle : une phase d'expansion suivie d'une phase de récession. Paradoxalement, malgré cette instabilité chronique qui le caractérise, le capitalisme fait preuve d'une grande capacité à durer, en s'adaptant et en se restructurant à chaque crise, malgré les dégâts que cela provoque sur la société.

Il y a donc un écart important entre la pensée économique dominante qui cherche à démontrer la viabilité du système et la réalité observée, faite de crises et d'instabilités. Ainsi, ni la main invisible du marché, ni les constructions théoriques sur l'autorégulation naturelle des marchés ne tiennent à l'épreuve des faits. Ce principe de non-intervention de l'État dans l'économie est très vite oublié par les défenseurs du capitalisme dès qu'il s'agit de sauver le système ou de l'aider à se développer. On a pu encore l'observer lors du sauvetage des banques en 2008. Par contre il reste d'actualité pour le chômage, la santé, l'éducation, etc. L'assistanat de l'État se réserve au profit du patronat et de la finance. L'État affiche alors son rôle de garant du système et n'hésite pas à s'endetter

pour des sommes gigantesques à côté desquelles les déficits de la Sécurité Sociale ou de l'Unédic paraissent bien dérisoires. En résumé, le capitalisme nous vole, en faisant une plus-value sur notre travail, pendant les phases de croissance, et l'État rembourse ce qu'il n'arrive pas à nous voler pendant les crises. Contrairement à ce qu'affirment les doctrines libérales, il n'y a pas de capitalisme sans crises, ni de développement ou de stabilité du capitalisme sans l'aide de l'état. La recherche permanente du profit, la propriété privée des moyens de production ainsi que la concurrence, qui sont au cœur du fonctionnement du capitalisme, portent en elles-mêmes des faiblesses et des contradictions.

Par exemple, afin d'obtenir des profits durables et importants, les entreprises cherchent à avoir des coûts de production les plus bas possibles. Ainsi, elles essayent de payer le travail et les matières premières nécessaires à la production de biens et de services, le moins cher possible. En même temps, elles cherchent à produire toujours plus de produits pour garantir ou augmenter leurs marges dans un univers concurrentiel. Pour que leurs profits se réalisent, les entreprises doivent aussi réussir à écouler l'ensemble de leurs productions, donc trouver une demande solvable, c'est-à-dire en capacité de payer ses produits. Or en baissant la rémunération du travail, elles limitent évidemment la possibilité que la population achète l'ensemble des productions. Cela représente rapidement un frein à la consommation. Les conditions n'étant plus remplies pour écouler l'ensemble des marchandises, le profit des entreprises se trouve affecté. En panne de la croissance économique nécessaire à la poursuite du profit, le système entre en crise. D'une certaine façon, on peut considérer que la recherche du profit finit par tuer le profit. Comme le profit est le moteur du système capitaliste, c'est toute la machine qui se grippe.

Pour prendre un autre exemple de contradiction, la croissance continue et illimitée, dont le capitalisme a fondamentalement besoin et qu'il recherche en permanence, est une illusion et une absurdité. Outre qu'elle ne correspond pas à la réalité économique observée, ouvrant régulièrement des cycles de crise, elle n'est ni souhaitable ni réalisable. Nous vivons dans un monde ayant des ressources limitées et donc une capacité de production limitée. De même, chaque être humain a des besoins et des ressources limités, et donc une consommation limitée elle aussi. Donc, à la fois on ne pourra éternellement produire de plus en plus, et à la fois on ne pourra pas tout consommer. Mal-

gré l'absurdité que représente cette poursuite d'une croissance infinie, la croissance reste le pilier des indicateurs économiques et des discours politiques dominants. Le patronat cherche toujours à augmenter les capacités de production d'une part, et la consommation d'autre part. A cette fin, tous les moyens sont mis en œuvre : mécanisation, travail à la chaîne, surveillance des salarié-e-s, management oppressant pour augmenter la productivité d'un côté, puis de l'autre, publicité agressive, obsolescence programmée des produits, nouvelles technologies ou crédits à la consommation pour doper la capacité d'écouler les biens et services produits. Dans un cas comme dans l'autre, ce

n'est pas la satisfaction des besoins ou le bien être des populations qui est recherché, mais la sacro-sainte « croissance ». Ainsi, le stress et les harcèlements, les maladies, accidents et suicides au travail ainsi que le surendettement, la gestion des déchets, les problèmes de santé induits par la surconsommation tels que l'obésité ou les pollutions de l'air, de l'eau, de la terre, ne font pas le poids face à la recherche du profit. Lorsque, malgré tous ses efforts, le capitalisme n'arrive plus à obtenir la croissance tant espérée, le capitalisme rentre en crise, et on assiste à une dégradation accélérée des conditions de vie.

Toutes ces contradictions font du capitalisme un système absurde, en perpétuelle faillite, incapable de répondre aux besoins réels de la population à travers le monde (logement, accès aux soins, nourriture...). La seule réussite réelle de cette organisation économique est de parvenir à enrichir une minorité, la bourgeoisie. Et encore, cette réussite n'est possible dans la durée, seulement parce que l'État mène une politique de défense des intérêts de celle-ci au nom de « l'intérêt général » ou « national ». Aujourd'hui, ce système s'adapte en faisant payer aux classes populaires le prix fort au moyen de politiques d'austérité visant à accroître la part des richesses créées appropriée par le Capital au détriment des travailleuses et travailleurs. De ce fait, la crise continue de s'accroître et rend nos vies de plus en plus infernales. En finir avec cette situation n'est donc possible qu'en rompant avec ce système absurde et destructeur, pour organiser la société sur d'autres bases, permettant une gestion écologique des ressources et de l'énergie, et la satisfaction des besoins de la population plutôt que la recherche du profit.



Une stabilité bien éphémère

Malgré des contradictions qui questionnent sa viabilité et la fréquence des crises qui le secoue, on peut s'étonner que le capitalisme soit assez peu remis en cause dans sa globalité, en tant que système. Bizarrement, la perception dominante dans nos sociétés est que les crises que nous connaissons sont temporaires, qu'elles sont, en quelque sorte, un mauvais moment à passer en attendant un retour à la normale. Cette perception vient probablement pour bonne part de la grande capacité d'adaptation du capitalisme, qui a toujours réussi à dépasser les crises qu'il a traversées par le passé. Mais cette perception optimiste de la réalité vient aussi et surtout du souvenir de la période des Trente Glorieuses. Pour beaucoup, cette période d'essor du capitalisme et de développement de l'État providence, se définit par une amélioration des conditions de vie, une impression de progrès constant en même temps qu'une assez grande stabilité économique et politique. Même si cette perception d'un âge d'or serait à nuancer fortement, il n'en reste pas moins qu'en Europe notamment, le capitalisme reste associé, dans les esprits, à cette période de prospérité et de stabilité. Il est ainsi plus difficile de concevoir ou accepter que le système est en crise par « nature ». Pourtant, le développement économique et la relative stabilité des Trente Glorieuses sont issues de l'addition de phénomènes tout à fait particuliers. Cette période, loin de représenter la norme est en réalité une exception pour le capitalisme.

Pour comprendre cela, il est bon de restituer le contexte historique de l'époque. L'Europe sort de la seconde guerre mondiale ravagée comme jamais, la notion de guerre totale qui apparaît alors prend tout son sens. En France l'on considère que 20 % de la surface bâtie est détruite, pour 80 % dans certaines parties de l'Allemagne.



L'économie de la guerre est remplacée par celle de la reconstruction et de la ré-industrialisation des pays. Quoi de plus normal alors que les croissances nationales connaissent des taux inédits ? Les entreprises embauchent massivement et l'État investit de fortes sommes pour la reconstruction de ses infrastructures et la modernisation de son territoire. Ce phénomène ne dure bien évidemment pas les trente ans de cet « âge d'or » mais l'impulsion qui a été donnée à cette époque combinée à d'autres phénomènes l'ont permis.

En effet, les débouchés pour l'économie sont alors nombreux, en particulier ceux de l'automobile, du bâtiment, des produits de consommation et de l'armement pour recréer une défense nationale. Il n'y a quasiment pas de chômage et le PIB semble réglé comme une horloge sur 4 ou 5 % de croissance annuelle. De plus, l'énergie est abondante, facilement accessible et ne coûte quasiment rien, favorisant le développement productif. Alors qu'en 1955 le baril de pétrole est à 23,90 \$ (prix ajusté à l'inflation), il a aujourd'hui dépassé les 100 \$. La population se reconstitue aussi, la démographie est en hausse, c'est la période du baby-boom.

L'industrialisation standardisée qui voit le jour à ce moment-là repose sur le principe du taylorisme et du fordisme. Pour résumer, l'un prône le travail à la chaîne et la spécialisation des tâches ; l'autre la standardisation pour la production de masse et une relative augmentation des salaires pour augmenter la consommation. Ces modèles qui voient le jour au début du XX^e aux États-Unis vont servir d'exemples aux entreprises européennes après 1945 pour produire plus à moindre coût, aidées par d'importants investissements de l'État. Les prémices de la société de consommation se mettent en place. Les théories économiques keynésiennes abondent en ce sens. Pour Keynes, le capitalisme doit être régulé et contrôlé par des politiques publiques, afin d'éviter des crises comme celle de 1929, le fascisme et la guerre qui l'ont suivie. Pour lui, la demande est le facteur déterminant qui permet d'expliquer le niveau de la production et par conséquent de l'emploi. Les politiques publiques interventionnistes vont pendant un temps favoriser l'emploi et la croissance, créant ainsi un sentiment de paix



sociale qui est un ingrédient important à cette époque pour garantir cet épanouissement économique. Cela a pour conséquence d'augmenter le niveau de vie d'une part de la population dans les pays industrialisés, en créant une certaine adhésion au modèle capitaliste alors associé au développement et à l'amélioration des conditions de vie. Les plus fortuné-e-s acceptent qu'une partie de leurs bénéfices soient rognés parce que la croissance exceptionnelle leur permet de s'enrichir et de réinvestir en vue de nouveaux profits. Aux USA, les hauts salaires sont donc fortement imposés et les loyers sont limités^[1].

En même temps que s'opère à très grande échelle l'uniformisation des processus de production, les Trente Glorieuses sont aussi l'époque

de la Guerre Froide qui oppose deux grands modèles économiques, le communisme et le capitalisme, soutenus respectivement par les puissances dominantes que sont l'Union Soviétique et les États-Unis.

Les États-Unis veulent imposer leur modèle face au régime soviétique, et cela passe par une diminution des phénomènes de pauvreté en Europe. Ils inaugurent les accords de Brettonwoods pour empêcher le flottement des monnaies et créer une stabilité monétaire basée sur l'étalon dollar-or^[2], qui les avantage fortement dans le jeu du commerce mondial. Ils prêtent et donnent via le plan Marshall des sommes importantes aux États européens pour développer les exportations de produits américains en Europe, ceci afin de relancer la croissance américaine en manque

de débouchés. La fin de ce système, suite à des phénomènes d'inflation en 58, ouvre la voie à une spéculation sur les monnaies et leur fluctuation.

Au delà d'une conception macro-économique, l'acceptation du modèle capitaliste est véhiculée aussi par une période de forte innovation technologique. Le délai entre les découvertes scientifiques, les inventions technologiques, la réalisation du prototype puis la vulgarisation du produit se raccourcit. L'accélération de l'innovation scientifique et technique est aussi celle de la conception des produits, comme des équipements et des procédés de fabrication. Il faut produire vite et beaucoup pour ne pas se laisser distancer par la concurrence en ce qui concerne la nature et la qualité des produits ou



[1] Article de Jean-Paul Maréchal, maître de conférences à l'université de Rennes 2.

Revue L'Economie politique n° 039 - juillet 2008 En 1968, le PDG de General Motors gagnait à peu près 66 fois plus que l'un de ses ouvriers; En 2005, le PDG de WalMart a perçu 900 fois la rémunération moyenne de l'un de ses employés

[2] La valeur du dollar est indexée sur la valeur de l'or.

les coûts de fabrication. La notion « d'obsolescence programmée^[1] » s'intensifie pour assurer un renouvellement rapide de la consommation. La recherche militaire et spatiale induit de multiples « retombées civiles », dans de nombreux domaines comme les nouveaux alliages et nouveaux matériaux, ou l'utilisation de systèmes électroniques de plus en plus miniaturisés et de plus en plus fiables. La concurrence de l'automobile et de l'aviation pousse le chemin de fer à accroître sa vitesse. Les nouveaux domaines de l'informatique, de l'atome, de l'aéronautique et de l'espace donnent lieu à une compétition autant politique qu'économique entre les grandes puissances. L'agriculture se mécanise et la forte demande de main d'œuvre en ville implique une dépopulation des zones rurales. La société mute et le capitalisme s'enracine dans les mentalités comme synonyme de progrès.

Pour autant, les écarts de richesse à l'intérieur même des pays riches n'ont pas disparu, loin s'en faut. La pauvreté touche toujours une part significative de la population, pendant que la condition ouvrière reste rude, avec des conditions d'exploitation du travail pénibles, et des revenus qui n'augmentent réellement qu'à la fin des années 60. De plus, l'industrialisation et le développement économique de la France se sont appuyés sur l'exploitation outrancière des ressources naturelles et du travail dans les colonies. Même après la décolonisation, cette exploitation a perduré en Afrique, où l'État français s'est assuré le contrôle et l'accès aux ressources, tels le pétrole et l'uranium, par des pratiques obscures de soutien aux dictatures, d'aide logistique à des coups d'États, voire à des assassinats politiques. Tout cela afin de conserver sa zone d'influence, d'y permettre le développement des entreprises françaises et de capter une partie des détournements de fonds notamment pour alimenter le financement illégal des partis politiques. Ce système, appelé la Françafrique a permis à la France de profiter de la misère du monde pour asseoir une position économique avantageuse pendant plusieurs décennies. Dans le même temps, en métropole, des bidonvilles fleurissent avec des populations de travailleurs-euses immigré-e-s cantonné-e-s dans des ghettos à la périphérie des grandes villes. On est assez éloigné de l'image de progrès pour tous et toutes que représenteraient les Trente Glorieuses et d'un partage égalitaire des fruits de la croissance.

Cet essor industriel qui nous est enseigné comme un âge d'or vers lequel nous devrions revenir est aussi l'époque d'une pollution outrancière et d'un progrès coûte que coûte sans grande réflexion sur les conséquences pour les populations et l'environnement. Le développement du nucléaire militaire et civil est exponentiel, l'uranium coulant à flot. Des produits cosmétiques à base de radium sont développés pour donner un teint « éclatant ». Les exemples ne manquent pas, l'utilisation massive du plastique dans les moindres instants de la vie, les produits dangereux, toxiques dans l'alimentaire, etc. La question des répercussions du progrès reste une problématique récente.

La stabilité des Trente Glorieuses n'était évidemment qu'apparente et éphémère. Les mécanismes de contrôle pour éviter la spéculation qui avait plongé le monde dans la crise des années 30, ainsi que la redistribution plus large des richesses produites n'ont été possibles que par l'existence d'une situation exceptionnelle au niveau des profits engrangés. Le « bridage » du capitalisme dans sa course au profit va trouver ses limites. Une fois la reconstruction achevée, une partie des ménages équipés, la croissance et le profit escomptés par l'investissement capitaliste baissent fortement. En parallèle, la relative prospérité a permis l'amélioration des conditions de vie mais aussi de travail à travers de nombreuses luttes et acquis sociaux. Les investissements ne sont plus aussi rentables puisque l'on vend moins et que les salaires et les cotisations augmentent. Le patronat reprend alors l'offensive idéologique pour obtenir une diminution du coût du travail. Le système capitaliste, cette fois-ci sous un modèle keynésien présenté comme une alternative au capitalisme libéral des années 30, va de nouveau rentrer en récession.

[1] Notion qui apparaît en 1932 dans « Mettre fin à la crise au moyen de l'obsolescence programmée » de B. London, elle désigne l'ensemble des procédés visant à réduire la durée de vie d'un produit afin d'augmenter son taux de remplacement.

Le dogme néolibéral

Durant la période qui suit les deux chocs pétroliers des années 70, on assiste à un retour au libéralisme économique. En effet, l'augmentation du coût de l'énergie entraîne une hausse des coûts de production, et réduit encore les marges de profit. L'enjeu va donc être pour les détenteurs de capitaux de rétablir à tout prix un taux de profit satisfaisant aux investissements. Tout ce qui est considéré comme un frein au capitalisme va être attaqué : redistribution des richesses, bridage de la finance, entreprises publiques, statuts des travailleurs leur garantissant des droits, etc.

Il faut noter que ces attaques capitalistes se font aussi sur le plan idéologique : nouveaux discours sur la «mondialisation» et la liberté de circulation des capitaux qui forment ce qu'on appelle le néo-libéralisme. Ce néo-libéralisme entre dans les universités et devient le point de vue dominant chez les économistes. Ce nouveau capitalisme idéologique n'est rien d'autre que le retour «décomplexé» d'un capitalisme qui avait dû faire des concessions à l'après-guerre.

Milton Friedman est le fer de lance de cette idéologie dominante. Il fonde « l'école monétariste de Chicago» qui considère que l'État et les Banques Centrales doivent uniquement garantir le «libre-échange» et contrôler l'inflation. Tout autre rôle de l'État est considéré soit comme secondaire, soit à anéantir. Les statuts de la Banque Centrale Européenne et le traité de Lisbonne sont directement inspirés de ces théories.

L'influence de cette «école» sera très grande dans le monde et jusqu'à nos jours, puisque l'ensemble des institutions sur lesquelles le système capitaliste se structure repose sur le programme de l'école monétariste. Cette école apportera également le consensus de Washington [voir encart « Un consensus à Washington ? », chapitre I.3].

Les dictatures d'Amérique du Sud, comme celle de Pinochet au Chili, vont servir de laboratoires aux USA et à l'Europe et seront assez inhumaines pour imposer presque totalement dans la pratique les théories monétaristes. En Angleterre, la dame de fer Margaret Thatcher va réussir à imposer ces idées et sa politique néo-libérales, et promouvoir une Europe de libre-échange. La Présidence de Ronald Regan va faire subir le même sort aux américains. En France aussi, le gouvernement socialiste décide à partir de 1983 d'imposer une politique de rigueur qui est en fait une politique néo-libérale : précarisation des emplois, plans de licenciements, frein sur les salaires et les embauches dans le public. De son côté, le FMI et la Banque Mondiale imposent des Plans d'Ajustement Structurel d'inspiration libérale aux pays surendettés en échange de prêts pour financer leurs dettes.



Ainsi, depuis les deux chocs pétroliers, un peu partout, s'impose un modèle idéologique de libéralisation des échanges, de privatisation à outrance, de destruction des conquêtes sociales avec le fameux argument : «il n'y a pas d'alternative !» Cette politique s'impose durant les années 80 et 90, et permet aux investissements capitalistes d'engranger de bons profits. Par exemple, en France sur cette période, la part de rétribution du Travail par rapport au Capital a diminué de 9 points. Pour 100 euros de bénéfices dégagés par une entreprise, environ 70 allaient aux travailleurs et 30 allaient aux actionnaires ; aujourd'hui cette part est proche de 60 pour le travail et 40 pour l'actionariat.

Pendant cette période, le capitalisme affiche une volonté forte de tout contrôler et de convaincre qu'il n'y a pas de meilleur système, encore plus depuis l'effondrement du bloc soviétique. Le capitalisme veut se définir comme un système indépassable. Pourtant, si les politiques libérales ont permis de reconstituer les taux de profits à court terme, elles n'ont pas réussi à dépasser les contradictions perceptibles dès la crise des années 70, notamment la difficulté d'écouler l'ensemble des productions. Au contraire, la productivité et la production augmentant, il faut vendre de plus en plus à une masse salariale qui gagne de moins en moins avec l'application des politiques libérales. Ces problèmes de surproduction et de débouchés vont être en partie compensés, du moins retardés, par l'introduction massive du crédit et par la financiarisation du capitalisme.

Les investisseurs capitalistes se détournent de plus en plus de la production comme moyen de faire du profit, et se tournent vers la spéculation. En conséquence, le chômage monte de manière durable et les économistes comme Friedman vont parler de chômage «structurel» ou «naturel» pour nous faire accepter l'idée d'une précarisation accrue des populations actives.

Dans ce contexte de dégradation généralisée des revenus de la majorité des consommateurs, le crédit devient à la fois la planche de salut et la fuite en avant du système. Puis, les couches de la population les plus pauvres ayant déjà massivement recours au crédit (logement, voiture, études, consommation, etc.), on assiste à une dérégulation importante, notamment aux USA, des conditions de crédits jusqu'à permettre des crédits impossibles à rembourser, ce qu'on appelle le crédit non solvable. On utilise le crédit non solvable comme une nouvelle fuite en avant, afin de garder un petit peu plus longtemps les taux de profits, ce qui accentue encore un peu plus les inégalités, les crises et la folie financière.

Les crises se sont succédé depuis les deux chocs pétroliers dans différents pays, dont certaines ont été très intenses, comme la crise du peso mexicain en 1982, la crise asiatique des années 1997 et 1998, la crise de l'éclatement de la bulle Internet en 2000, puis celle des subprimes en 2006-2007.



Zoom sur la crise des subprimes

Il est intéressant de décrypter les mécanismes de la crise des subprimes car elle a entraîné une crise financière, suivie d'une récession économique et d'une explosion des dettes des États à l'échelle de la planète, constituant une crise économique considérée comme la plus importante depuis celle de 1929. De plus, elle illustre à la fois les contradictions du système capitaliste et comment la majorité de la population est toujours

victime de la course aux profits des classes économiques et politiques dirigeantes.

Les subprimes désignent des prêts consentis à des ménages qui ne présentent pas assez de garanties pour accéder aux crédits normaux, dit primes, parce que leurs revenus sont trop faibles ou aléatoires. Ces ménages sont dits moins ou non solvables, ce qui signifie qu'en raison de leurs faibles revenus, de l'ins-

tabilité de leur emploi et de leur absence de patrimoine, leur capacité de remboursement est faible et le risque de défaut de paiement important. Lorsque, sur le marché immobilier, la clientèle plus classique des ménages ayant accès au crédit prime a commencé à se tarir, le business du crédit immobilier s'est tourné vers une population moins solvable pour continuer de faire des affaires.

Pour séduire cette population dont les crédits hypothécaires subprimes étaient la seule possibilité d'accéder à la propriété, des formules de prêts se sont développées, proposant toutes un faible remboursement du capital dans les premières années, mais dissimulant dans un second temps un alourdissement considérable de la charge de la dette. Depuis les années 2000, la distribution des crédits subprimes s'est généralisée, pour exploser entre 2004 et 2006, où ils représentaient 40 % des crédits immobiliers accordés. Ce recours massif rentre dans la logique capitaliste et témoigne d'une de ses contradictions intrinsèques. En effet, pour générer toujours plus de profits, la consommation doit continuer à croître, alors que la population est toujours plus paupérisée par la diminution de la rétribution du travail.



L'ampleur de ce phénomène a également été agrandie par ce qu'on appelle la titrisation des prêts. Cette opération financière permet aux banques de transférer les risques de défaut de paiement entre une multitude d'investisseurs. Elle leur permet également d'économiser du capital, car une fois que les risques liés au crédit sont titrisés, ils ne font plus partie du bilan de la banque, ce qui fait diminuer le montant du fond de réserves que les règles dites prudentielles obligent à immobiliser, en théorie pour diminuer le risque de faillite des banques.

En pratique, les banques convertissent les risques liés au crédit en titres négociables et les vendent sur le marché. Les banques d'investissement ont créé des sociétés spécifiques dont l'activité est l'élaboration de la titrisation des produits. Ces produits sont dits structurés, c'est-à-dire qu'ils sont découpés en différentes tranches présentant des rémunérations et des risques différents. C'est le cas des « Collateralized Debt Obligations » (CDO), traduit par « obligations adossées à des actifs », qui comprenaient des risques liés à des crédits subprimes. Les agences de notation, sans oublier qu'elles étaient payées par les banques émettrices elles-mêmes, donnaient à ces produits des notes équivalentes aux placements présentant des risques très faibles. Les banques d'investissement ont également créé leur propre clientèle en montant d'autres sociétés pour acheter ces titres, qui elles aussi sont « hors bilan », permettant

là encore une diminution du montant des fonds propres à immobiliser. Ces sociétés ont pour particularité de prêter à long terme grâce à des emprunts à court terme.

On voit donc qu'un système bancaire parallèle a émergé, se caractérisant par un effet de levier énorme. En effet, puisque la titrisation a permis aux banques de ne plus immobiliser autant de fond de réserves qu'elles auraient dû, elles ont pu continuer à accorder des crédits et toucher des intérêts dessus, à partir d'un faible capital.

Mais lorsque les défauts de paiement des emprunteurs subprimes sont devenus trop importants, c'est tout le système qui s'est trouvé déstabilisé. Du fait de salaires trop faibles, d'emplois précaires, les emprunteurs subprimes, devant la hausse de leur remboursement, se sont retrouvés de plus en plus nombreux à ne plus pouvoir payer. Les défauts de paiement ont alors entraîné la saisie des maisons pour être mise en vente, faisant chuter les prix. Le marché de l'immobilier s'effondra à un tel point que la valeur des logements, qui garantissait les emprunts subprimes, ne permettait même plus aux emprunteurs de rembourser leurs dettes. Les défauts de paiement se sont retrouvés tellement nombreux qu'ils ont entraîné la chute des titres adossés à des crédits subprimes, tels les CDO. Ainsi en juin 2007, deux fonds de la banque d'affaire Bear Stearns sont en faillite. La chute de ces titres a entraîné une baisse de confiance de la part des investisseurs, et les sociétés

spécialisées dans leur vente n'ont plus trouvé preneurs pour se financer.

Les banques qui avaient sponsorisé ces sociétés pour transférer une partie des risques liés à leurs crédits et les mettre « hors bilan » ont du récupérer de nombreux actifs dits toxiques, car en réalité elles étaient liées par divers contrats et engagements à ces sociétés. Le retournement de ces crédits à valeur négative dans le bilan des banques a fait fondre le montant de leurs fonds propres, entraînant une baisse de confiance dans ces banques, et donc leur difficulté elles aussi pour se financer. En septembre 2007, deux banques d'affaires, Merill et Lehman, étaient au bord de la faillite. Bank of America a racheté Merill, mais Lehman n'a pas eu de repreneur.

Or des compagnies d'assurance, des hedge funds et d'autres établissements financiers avaient vendu un nombre important d'assurances sur les obligations émises par la banque Lehman : les « Credit Default Swaps » (CDS). Ceux qui souscrivent ces assurances reçoivent la garantie d'être remboursés dans le cas où la banque d'affaire qui a émis les obligations est amenée à ne plus pouvoir payer ses dettes. Ces souscripteurs ne possèdent pas forcément les obligations pour lesquels ils souscrivent des assurances, et plusieurs contrats de ce type peuvent assurer la même obligation. Ainsi, alors que la dette obligataire de Lehman était évaluée à 155 milliards, le montant des contrats de CDS sur cette dette atteignait alors 400 milliards de dollars.



La faillite de la banque Lehman a entraîné une série de réactions en chaîne. Les détenteurs d'obligations émises par la banque n'ont pas été remboursés. Les vendeurs de CDS ont été dépassés par les événements, dont l' AIG, un des plus grands assureurs mondiaux, qui a alors également fait faillite. Ces faillites successives d'organismes financiers ont entraîné une perte de confiance généralisée. Les fonds spéculatifs ont vendu les actions des banques d'affaires, et dans le même temps ont parié sur la faillite des banques, entraînant une forte baisse des cours boursiers. Cette baisse a touché toutes les banques, dont les deux grandes banques d'affaires Goldman Sachs et Morgan Stanley. Le marché interbancaire s'est retrouvé bloqué.

Les fonds de placement à court terme, qui détenaient pour la plupart des dettes de Lehman, furent eux aussi en difficulté, entraînant un effondrement du financement à court terme. Les banques comme les grandes entreprises ont alors été touchées, et ce bien au-delà des États-Unis. En Europe, la banque immobilière HBOS au Royaume-Uni fut la première à faire faillite.

Les banques se sont retrouvées face à une double crise de liquidité et de capital, à la fois en incapacité à trouver des financements de court et moyen termes pour assurer leurs affaires au jour le jour, et en incapacité à trouver des investisseurs prêts à leur faire confiance pour renflouer leur capital.

Partout dans le monde, les États sont intervenus pour sauver des banques. Les gouvernements européens ont commencé alors à renflouer leur capital ou à garantir leurs crédits, ce qui a fortement contribué à l'explosion des dettes d'État, comme cela a été décrit au chapitre I.). Les banques centrales ont abreuvé de liquidités les banques et ont abaissé leur taux directeur. Aux États-Unis, 250 milliards d'argent public ont été débloqués pour recapitaliser les principales banques américaines. On estime ainsi que 3 000 milliards d'euros ont été mis sur la table pour sauver le système bancaire à l'échelle mondiale.

UNE SORTIE DE LA CRISE EST-ELLE POSSIBLE ? POUR QUELLE SOCIÉTÉ ?

Après les années fastes des Trente Glorieuses, le capitalisme est entré de nouveau dans un cycle de crise. Ses tentatives d'adaptations et de restructurations ces trente dernières années ont finalement débouché sur une crise plus aiguë depuis 2007-2008. Pour s'adapter encore, il tente aujourd'hui d'imposer aux populations des politiques d'austérité, comme seule possibilité de sortie de crise. Pourtant, ces politiques ont eu pour conséquence, jusqu'à présent, d'aggraver la récession qui a suivi la crise financière, et on voit mal comment elles pourraient permettre une sortie de crise. S'il est difficile de prédire l'avenir du système capitaliste, on peut néanmoins envisager plusieurs scénarios possibles pour les années à venir, si ces mêmes politiques se poursuivent.

Nous allons exposer quelques-uns de ces scénarios. Enfin, il nous paraît important d'analyser les propositions politiques et économiques qui se présentent comme des alternatives face à la crise et aux politiques d'austérité. Tout en se gardant de les mettre sur le même plan, nous critiquerons les propositions issues de l'extrême droite ou de la gauche du parti socialiste, dans la mesure où elles ne remettent pas en cause fondamentalement le système capitaliste, et ne peuvent constituer, à nos yeux, des solutions à même de satisfaire les besoins des populations.

Quelques scénarios envisageables

A l'échelle de l'Europe, la récession a été marquée sans que rien n'indique qu'elle soit réellement finie, et les situations financières des États comme du secteur bancaire apparaissent toujours très instables et difficilement prévisibles. Ces dernières années, les chefs ou les ministres des finances des États membres multipliaient les rencontres, les visites et les réunions d'urgence. A chaque fois, ils présentaient de nouvelles mesures censées éviter le pire, qui étaient soit de simples effets d'annonce soit des emplâtres

sur une jambe de bois, montrant que, malgré leur volonté de donner un sentiment de contrôle, ils ne maîtrisaient en rien la situation. Au-delà de la tension sur les dettes souveraines et de l'instabilité financière, la situation de crise actuelle a des origines multiples, générées par les paradoxes et contradictions du système capitaliste lui-même. Cependant, on ne peut pas prophétiser la fin de ce système, celui-ci ayant déjà traversé de nombreuses autres crises et réussi à s'adapter, le plus souvent au prix de grands sacrifices pour les populations. Il est malgré tout possible d'imaginer plusieurs options réalistes sur l'évolution de la situation actuelle. Au regard des politiques menées par les gouvernements en Europe se dégagent trois grands types de scénarios.

L'un pourrait être très brutal, s'apparentant à un effondrement général du secteur financier sur un laps de temps assez court. Il a été évité à plusieurs reprises entre 2010 et 2013, notamment par l'injection de liquidités dans le secteur bancaire. C'est le scénario catastrophe le plus dangereux pour le système capitaliste, mais aussi pour la société. Un tel effondrement des marchés et du système monétaire peut faire suite au défaut de paiement d'un agent économique important, par exemple le défaut de paiement d'un État ou la faillite d'une grosse banque. Par effet domino, ce défaut de paiement entraîne dans son sillage la faillite d'autres ac-

teurs économiques, États ou établissements financiers, et le blocage des échanges, des flux, des transactions.

Bien que certains États et zones économiques aient déjà traversé ce type de crise au cours de l'histoire, les phénomènes jamais égalés d'interconnexion économique qui existent de nos jours permettent difficilement d'imaginer les conséquences possibles d'un tel effondrement à l'échelle planétaire. La crise de 1929 correspond à l'une des périodes de l'histoire permettant de se représenter ce phénomène. En 1932, le taux de chômage atteint le taux de 36 % aux États-Unis et 44 % en Allemagne. En France, il passe, en moins de deux ans, de 2 % à plus de 15 % dans le secteur industriel. En moins de trois ans, la plupart des banques américaines ont fait faillite.

Dans ce scénario, la crise économique s'accompagne immédiatement d'une crise sociale majeure, et devient très rapidement une crise humanitaire. Aujourd'hui, les prévisions économiques moins catastrophiques pour 2014 semblent éloigner un peu une telle perspective. Pourtant de nombreux éléments d'instabilité observables persistent et rendent cette hypothèse toujours envisageable. L'endettement des États a atteint des niveaux difficilement soutenables, et peut rapidement s'alourdir d'avantage par une reprise de l'augmentation des taux d'intérêts sur les dettes, fixés par le secteur financier.

Ce dernier a lui-même affiché de nombreuses pertes, si bien que personne ne connaît la solvabilité réelle des banques. Par exemple, les banques espagnoles sont endettées auprès de la BCE à hauteur de 375 milliards d'euros^[1], pendant que le nombre de défauts de paiement sur les crédits immobiliers qu'elles ont accordés continue d'augmenter. Les banques italiennes ont, elles aussi, de grandes difficultés financières, comme le reflète l'abaissement en juillet 2012, pour 13 d'entre elles, de leur note par l'agence financière Moody's. Autre exemple, Dexia, banque d'emprunt pour les collectivités territoriales et autres établissements publics, aurait fait faillite dès 2008 sans l'injection de 6,4 milliards d'euros des gouvernements français, belges et luxembourgeois. Malgré l'argent public injecté par milliards, cette banque affiche plus de 12 milliards de perte en 2011. Depuis, son démantèlement s'est effectué via un plan de résolution qui nécessite encore une garantie publique de 71 milliards de la part des États belge et français.

Enfin, l'épisode récessif qui s'est propagé à la presque totalité des pays européens ces dernières années n'est pas clos, malgré le léger mieux de la fin d'année 2013. Un retour de la récession n'est pas à exclure au regard d'un chômage toujours très massif, d'une consommation plutôt atone et d'autres indicateurs économiques peu encourageants notamment pour la France ou

[1] <http://understandingmonetaryeconomics.com/la-bombe-a-retardement-du-systeme-bancaire-europeen/>

l'Italie, respectivement deuxième et troisième économie de la zone euro. Un retournement de tendance dans ces pays risquerait d'entraîner toute l'Europe dans une sévère dépression. Cela fragiliserait l'ensemble des acteurs économiques, États, banques, ou entreprises, et amplifierait la tension sur les dettes des États. Dans ce contexte, le risque de faillite d'une institution ou d'un État, suivie d'un effet de panique boursière, puis de nouvelles faillites entraînant une panique généralisée, est toujours présent.

Dans un deuxième scénario, le secteur financier ne s'effondrerait pas en entraînant le reste de l'économie dans sa chute. Par contre, on pourrait faire face comme en 2010 avec la Grèce, à une dégradation incontrôlée de la dette d'un état de la zone euro. Ou encore à de nouveaux problèmes de solvabilité de certaines banques. On assisterait alors à la mise en place de plans d'austérité ultra violents, à de très fortes tensions sur la dette des États les plus en difficultés et à une récession importante. Les perspectives resteraient sombres, avec toujours la menace d'une forte et rapide dégradation des conditions de vie des populations de la plupart des pays européens.

La faillite « contrôlée » de l'État grec, endetté à hauteur de 160 % de son produit intérieur brut, et la cure d'austérité imposée à la population montrent à quel point la situation peut se détériorer rapidement. La restructuration de la dette grecque a fait exploser celle de son voisin, Chypre^[1], et a entraîné de nombreuses pertes dans toute l'Europe. L'écroulement de l'économie grecque pèse aussi sur le ralentissement de la croissance en Europe. La Grèce n'est pas un phénomène isolé, puisque tous les États de la zone euro ont vu leurs dettes exploser sous l'effet des politiques libérales et de la socialisation des pertes du secteur privé en 2008 et 2009. En Espagne et au Portugal, qui connaissent eux aussi une profonde récession et un fort endettement privé et public, la situation pourrait devenir hors de contrôle et les conditions de vie se dégrader à une vitesse dramatique. Les taux d'emprunt de ces deux États pourraient de nouveau atteindre des niveaux insoutenables, entraînant de nouveaux plans d'aides exceptionnels assortis de mesures d'austérité toujours plus drastiques qui ne pourront qu'étendre la crise. Le risque de contagion est particulièrement fort dans la mesure où les économies européennes sont fortement interdépendantes^[2] et que les pertes générées seront difficiles à couvrir.



[1] Les dirigeants de la zone euro se sont mis d'accord fin 2011 pour déprécier la valeur des obligations souveraines grecques détenues par le secteur privé afin de réduire la dette de la Grèce d'environ 100 milliards d'euros. Les banques chypriotes qui détenaient des obligations souveraines grecques ont alors perdu environ 80 % ou 81 % de leur investissement total, soit 4,2 milliards d'euros, ce qui représentait 24 % du PIB de l'île.

(Source : <http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRL6E8I67SZ20120706>)

[2] Plus des deux tiers des échanges de l'Union européenne ont lieu entre les vingt-sept états membres (Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/économie_de_l'Union_européenne)

Dans ce contexte, les capitalistes développent leur stratégie de rapacité. Sans plan précis de sortie de crise sur le long terme, ils se focalisent sur la défense de leurs intérêts à court terme pour optimiser leurs profits. Ici, par des privatisations, là par la baisse de la rétribution du travail, ou ici encore par l'attaque sur le salaire différé, en exonérant les employeurs des cotisations qu'ils doivent verser pour chaque salaire et qui financent directement la protection sociale collective. Ces exonérations favorisent le capital des entreprises au détriment de la prise en charge des soins médicaux de la population, des retraites, des allocations familiales et des indemnités en cas d'arrêts maladie, de congés maternité, d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Ainsi la cure d'austérité, déjà imposée dans de nombreux pays, serait la principale réponse des élites coincées dans un schéma idéologique et dans une philosophie du « sauvons les meubles », même si, à moyen et long terme, elles risquent de scier la branche sur laquelle elles sont elle-mêmes assises. Ce faisant, la récession ne pourra que s'aggraver, et mettre dans le rouge d'abord l'Italie, puis le dernier carré des pays les moins touchés dont la France et l'Allemagne. Dans ce scénario, la situation sociale catastrophique des Grecs ou des Espagnols deviendrait rapidement le lot commun de tous les pays de la zone euro. Cette déstabilisation rapide de la société européenne entraînerait mécaniquement une instabilité politique, sur fond de mouvements sociaux, mais aussi de répression et de montée des groupes fascistes et de leur discours de « rétablissement de l'ordre ».

Le troisième scénario envisageable, assez proche du précédent, diffère sur le rythme, plus lent, de la dégradation économique et sociale.



Les mêmes principes généraux sont à l'œuvre, c'est-à-dire une forte pression sur les dettes des États, une instabilité financière, une récession économique alternant avec des périodes de faible croissance, et toujours la volonté politique de la bourgeoisie d'en profiter pour capter une plus grande part des richesses. Mais les politiques d'austérité, qui sont le moyen de capter ces richesses, se mettent en place de façon plus progressive. Les États et le secteur financier réussissent à garder un semblant de stabilité dans cette crise en évitant que les marchés des dettes ne s'affolent, que les taux d'intérêt ne s'envolent ou que les paniques boursières ne déstabilisent l'ensemble. Par conséquent, la baisse d'activité économique se poursuit, mais à un niveau sans commune mesure avec les -6 % du PIB de la Grèce en 2011. La régression sociale s'effectue lentement, pas à pas, couche après couche. Dans ce cas, l'effet domino fonctionne au ralenti. La dégradation dans un pays a évidemment une incidence négative sur d'autres secteurs et d'autres pays, mais progressivement, ce qui permet aux gouvernements de gérer au fur et à mesure, sans faire des plans d'austérités trop brutaux d'un coup.

La population a tendance à accepter plus facilement les mesures antisociales, sans se rendre totalement compte des conséquences directes des politiques d'austérité. Son seuil d'acceptabilité croît parallèlement à celui de la régression sociale. C'est un peu l'exemple de la France jusqu'à aujourd'hui, où les politiques

d'austérité sont déjà à l'œuvre depuis 2011, une petite mesure suivant une petite mesure, mais sans que la société n'en ait pleinement conscience ni que les résistances s'organisent. Malgré une accélération de ces mesures en 2013 avec un cadeau au patronat de 20 milliards de crédit d'impôt, l'inscription dans la loi des mesures de l'ANI au printemps 2013, puis de l'adoption de la « réforme » des retraites à l'automne suivant, et enfin la suppression des cotisations patronales sur la branche famille dans le cadre du pacte de responsabilité : ces régressions sociales majeures n'ont donné lieu qu'à des oppositions marginales. Dans ce scénario, ce sont dix ans d'austérité qui sont programmés, à la fin desquels les capitalistes seront arrivés à leur fin, celle d'augmenter la part des richesses qu'ils ponctionnent. Dans ce laps de temps, l'Europe aura connu de grandes régressions sociales.

Dans tous les cas, quel que soit le scénario, il faut s'attendre à une dégradation importante des conditions sociales en Europe. Cette dégradation entraînera de façon certaine une progression des tensions sociales. L'inconnu réside dans les formes d'expression qu'elles prendront. Elles peuvent prendre le contour positif de mouvements de protestation de masse qui ouvrent de nouvelles perspectives émancipatrices ou, au contraire, ouvrir la voie à une montée du fascisme, de la xénophobie et du cannibalisme social.

En plus de la montée globale des tensions sociales,

les tensions géopolitiques ne peuvent que s'accroître elles aussi. En cas d'effondrement généralisé, les États n'auront plus de système de valeur pour effectuer leurs échanges vitaux. Et si l'on regarde l'histoire de l'humanité, lorsque différents États ne peuvent plus échanger par le biais du marché, de l'échange, du troc ou du don, les tensions entre ces derniers s'exacerbent jusqu'au conflit armé.

Même sans effondrement du système, la concurrence acharnée entre les États et les zones économiques, associée à la montée des nationalismes, exacerbent le risque de guerre. Déjà, depuis le début de la crise en 2008, l'État français a été l'acteur principal de la guerre en Lybie et au Mali, et aujourd'hui en Centrafrique.

Enfin, l'ensemble de ces tensions et l'absence de solutions de sortie de crise pourraient nous propulser vers la guerre, dans la mesure où elle représente aux yeux des capitalistes une option possible pour réamorcer le système et ainsi redistribuer les cartes du jeu. Outre la guerre entre États, la « guerre intérieure » est une autre arme que les gouvernements ont à leur disposition. Elle s'illustre par le traitement sécuritaire des mouvements sociaux et politiques, à la fois pour garder le contrôle politique de la situation et pour développer le marché de la « sécurité » d'ores et déjà en expansion.

L'Extrême-droite et la crise : la politique du pire

Les périodes de crise économique passées ont toujours offert un tremplin à l'extrême droite qui se présente alors comme une alternative. La crise économique que nous traversons actuellement ne fait pas exception. En France, mais aussi en Grèce et dans de nombreux pays européens, les extrêmes droites, qu'elles soient populistes, nationalistes ou clairement fascistes, refont surface de façon spectaculaire.

La stratégie des fascistes consiste à développer un discours « anticapitaliste » de façade qui se garde bien de s'attaquer aux bases du capitalisme, à savoir la propriété privée des moyens de production et de distribution, l'exploitation salariale et le profit. Ils se contentent de dénoncer la « culture matérialiste » bourgeoise, et de dissocier et opposer artificiellement un capitalisme industriel et national vertueux, au capitalisme financier, le second étant accusé de tous les maux, et souvent associé aux juifs amalgamés aux banquiers dans la longue tradition antisémite.

Ce discours prétendument anticapitaliste, dénonçant le « capitalisme financier » en se gardant bien de remettre en cause la bourgeoisie et le patronat français, vise à donner une image « révolutionnaire » à ce qui n'est rien d'autre que la dernière ligne de défense de l'ordre capitaliste, la plus brutale, liberticide, et la plus mortifère pour les travailleuses et les travailleurs.

Les extrêmes droites cherchent ainsi à se présenter comme un recours ou une alternative face au chaos engendré par la crise. Ils proposent un État fort, fondé sur l'usage décomplexé de la coercition, et un capitalisme national. Poussant la logique d'union sacrée nationaliste jusqu'à son aboutissement, ils combattent tout ce qui est apparenté, pour eux, à une œuvre de « division » : en premier lieu, le mouvement ouvrier et syndical, accusé d'affaiblir la « nation » dans la compétition internationale. Le seul type de syndicalisme toléré est un syndicalisme corporatiste, qui sert de moyen d'encadrement des travailleuses et travailleurs, organisant et promouvant la collaboration de classe au profit des patrons et actionnaires, tout cela au nom du « redressement du pays ».

Dans les faits, les régimes fascistes et nationalistes ont toujours eu pour conséquence une régression brutale de la situation des travailleuses et des travailleurs, et n'ont pu se maintenir qu'à travers la guerre. Les seules « améliorations » proposées aux travailleuses et travailleurs nationaux étant le fruit de l'asservissement des travailleuses et travailleurs

étrangers par une politique impériale.

Aujourd'hui, le programme nationaliste face à la crise s'articule autour d'une sortie de la monnaie unique, de l'intervention directe de la banque centrale de chaque pays, du refus des plans d'aides aux autres pays de la zone euro, et du soutien de l'État aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux bas salaires. Finalement, une version actualisée du classique retour à un état national fort qui s'appuie sur un capitalisme national. Il met de plus l'accent sur la chasse aux supposés fraudeurs aux allocations sociales, et stigmatise l'immigration, l'accusant d'être un coût, une charge, et d'être à la source des maux de la société ; recyclant ainsi le fantasme fasciste, d'un ennemi qui rongerait la nation de l'intérieur.

Ces deux derniers thèmes sont parfaitement démagogiques. Ils concourent à désigner des boucs émissaires, pour mieux masquer la responsabilité du système économique. Ils ne font qu'aller dans le sens des libéraux qui ont pour objectif de s'attaquer le plus possible au salaire différé que représentent les diverses allocations. En effet, allocations retraites, chômage et assurance maladie sont une part du salaire, socialisée et différée, arra-

chée au patronat par la lutte, que celui-ci cherche à rogner et supprimer de toutes les manières possibles pour accroître ses profits, par le biais de prétextes tels que la fraude ou la réduction du prétendu trop élevé « coût du travail ». C'est là pour eux un moyen de réduire la part de leurs dépenses et d'augmenter leurs bénéfices. La chasse aux fraudeurs pauvres a déjà été largement mise en route par les précédents gouvernements, et a eu pour effet de réduire l'accès des plus démunis à leurs droits, et ainsi de faire plonger encore plus de personnes dans l'extrême pauvreté. Or ce que propose l'extrême droite, c'est d'appliquer cette même politique, mais de façon encore plus brutale. Loin de défendre « les petites gens », comme elle tente de le faire croire, son programme est donc une attaque directe contre les classes populaires, en même temps qu'une entre-

prise de division des classes exploitées, entre inclus et exclus, chômeurs et travailleurs, immigrés et non immigrés.

Les autres propositions économiques de l'extrême droite ne remettent pas non plus en cause le capitalisme. Elles s'attaquent symboliquement à la dynamique internationale du capital, considérée historiquement par les fascismes comme apatride et contraire à l'intérêt de la nation, abstraction qu'ils placent au-dessus de tout. D'où la proposition de sortie de l'euro. Cette proposition n'a pour fonction que de mobiliser des symboles, car, en soi, elle ne peut avoir d'effet positif sur la crise actuelle. L'idée avancée est le retour de la souveraineté nationale sur la monnaie, permettant, selon eux, de maîtriser sa dévaluation et l'inflation, dans le but d'augmenter la compétitivité des exportations, mais

aussi de financer la dette de l'état. Cependant, avec une monnaie plus faible, les importations s'en trouveraient d'autant renchéries, annulant les effets présentés comme positifs d'une dévaluation, et risquant fort d'entraîner une baisse du niveau de vie, du fait d'une augmentation des prix des produits importés. De plus, cela n'annulerait en rien les dettes de l'État. Au contraire, les créances libellées en euros se trouveraient, selon le principe de continuité des contrats, augmentées du montant de la dévaluation, augmentant ainsi le montant des dettes. De plus, face aux difficultés accrues de remboursement de la dette de l'état, due à la dévaluation de la monnaie, les taux d'intérêts augmenteraient certainement fortement, diminuant ainsi les capacités d'investissement et alourdissant les charges des dettes.

Passer au franc ne résoudrait ainsi en rien la crise des dettes souveraines, ni la crise financière, et encore moins la crise de débouchés solvables pour la production capitaliste. L'intervention de la banque de France pour financer l'État pourrait certes alléger un peu le poids des sommes à rembourser, mais là encore, l'État resterait, de toute façon, impuissant pour s'attaquer aux autres dimensions de la crise.

Quant au retour à un capitalisme national avec l'aide aux entreprises françaises, le soutien aux bas salaires pour stimuler la demande intérieure et l'arrêt des aides aux pays en difficulté, ces mesures n'auraient pas d'effets notables. Ce patriotisme productif, qui ne remet pas en cause les



fonctionnements fondamentaux du capitalisme, risquerait même d'accélérer le ralentissement économique. En effet, les économies européennes sont liées les unes aux autres, puisque les productions d'un pays de la zone euro sont pour l'essentiel écoulées sur les marchés des autres pays de la zone euro. Dans ce contexte, une politique isolationniste et indifférente à l'effondrement des pays voisins ne pourrait que réduire les possibilités d'exportations, sans pour autant limiter proportionnellement les besoins en produits d'importation, notamment énergétiques. Le tout accentuerait à la fois le déséquilibre de la balance commerciale et la récession économique.

Pour conclure, le programme économique prôné par les extrêmes droites, ne permet nullement d'envisager une sortie de crise, et aurait probablement comme conséquences une augmentation de la dette de l'État et une aggravation de la crise.

L'extrême-gauche et la crise : les impasses «alternatives»

Pour celles et ceux épris de justice sociale, d'égalité et de liberté, la question d'une alternative aux politiques d'austérité de tendances libérales ou aux replis nationalistes est essentielle, si nous ne voulons pas assister impuissants aux effets destructeurs de cette politique sur la société et prendre le risque d'un retour à des États ultra-autoritaires. Mais pour l'essentiel des forces politiques à gauche du Parti Socialiste, l'horizon de l'alternative reste fixé sur une régulation de l'économie par l'État et sur des propositions de réformes dans le cadre du système économique et politique actuel. Les principales propositions s'articulent autour d'un contrôle des banques par la nationalisation, l'expropriation ou la réquisition, de l'annulation en partie ou entièrement de la dette, de l'interdiction des licenciements, d'une réforme de l'Union Européenne avec notamment le contrôle par les États de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de la taxation du capital et des transactions financières.

La mise en œuvre de certaines de ces propositions, à l'échelle européenne, à la place des politiques d'austérité, pourrait produire quelques avancées au niveau des conditions de vie des populations tout en accordant plus de droits sociaux et de garanties aux travailleuses. De même, l'application de ces mesures pourrait mettre fin à la période néolibérale qui a fait tant de dégâts ces trente dernières années. Pour autant, il s'agit d'une remise en cause du néolibéralisme, qui consiste donc à revenir à un mode antérieur de gestion du système capitaliste, le keynésianisme, plutôt que de remettre en cause le capitalisme lui-même et sa nature destructrice. Or, ce n'est pas seulement le mode de gestion néolibéral qui est en crise, mais le système économique capitaliste dans son ensemble. De ce fait, la proposition de retour à la situation antérieure à l'offensive libérale pour sortir de la crise nous paraît être une illusion. Et l'idée selon laquelle les populations reprendraient ainsi le contrôle de leur destinée est une mystification.

En effet, toutes ces propositions partent du postulat que l'État répondrait à une dynamique par nature contraire à celle du capitalisme ou, tout du moins, à celle du libéralisme. L'État serait ainsi le garant de l'intérêt général face aux intérêts privés. Pourtant, les faits présents et passés montrent qu'il y a toujours collusion entre le pouvoir politique des États et le pouvoir économique des détenteurs du capital. La mise en route du néolibéralisme vers la fin des années 70 n'a pas été une lutte entre les entreprises et l'État. Bien au contraire, ce sont les États qui ont organisé les cadres politiques, administratifs et juridiques de la dérégulation des marchés. Du Chili de Pinochet à l'Amérique de Reagan ou l'Angleterre de Thatcher, c'est par la puissance de l'État qu'ont été imposées aux peuples les nouvelles règles libérales. Il en a été de même dans tous les pays européens au cours des années 80, puis 90, qu'ils aient été gouvernés par la droite ou la gauche. Car l'État ne défend pas l'intérêt général. Il est un pouvoir séparé de la population, et à ce titre, hors de contrôle de la population. L'État défend donc ses propres intérêts et toujours ceux de la classe qui domine la société, c'est-à-dire celle qui détient la richesse dans une économie capitaliste, et certainement pas les travailleurs-euses ni les plus pauvres.

Par conséquent, opposer un État national, supposé vertueux, à l'État supranational européen est un non-sens, dans la mesure où l'un et l'autre échappent structurellement au contrôle de la

population. De même, vouloir ou avoir l'espoir que l'Union Européenne puisse être réformée au profit des populations relève de la croyance ou de la supercherie. Sa construction n'a pas d'autre origine que la volonté de construire une puissance économique capitaliste. Il faudrait ainsi préalablement supprimer l'Union monétaire, les pactes et les accords conclus entre les États membres au cours des dix dernières années, mais aussi supprimer le traité de Maastricht et même redéfinir les textes fondateurs de l'Union. Par exemple, dès 1986, l'Acte Unique Européen définit quatre libertés parmi lesquelles l'ouverture des marchés publics, la libre prestation (banques, assurances, finances, transports du pays d'accueil) et la liberté pour une entreprise de s'installer dans le pays de son choix. Le cadre institutionnel qui s'impose avec le traité de Maastricht, l'Union monétaire et la Constitution Européenne intègre tous les principes d'une conception néolibérale de l'économie.

En ce qui concerne la proposition de contrôle de la BCE par les parlements nationaux ou par le parlement européen élu, plutôt que par des technocrates, il ne faut pas regarder bien loin pour comprendre que la population ne sera pas plus maîtresse des décisions. De la même manière que le contrôle de la banque de France par l'État français ne défend pas les intérêts de la majorité des françaises, le contrôle de la BCE par le parlement européen ou le retour aux banques centrales nationales, ne garantissant en rien le contrôle réel des

populations européennes sur le parlement, n'aurait aucune chance de déboucher sur une gestion favorable aux plus démunis. De plus, le financement direct de la dette des États par les banques centrales n'est ni révolutionnaire en soi, ni une garantie pour mettre fin à la dette. C'est à peu près ce que pratiquent les États-Unis, où la réserve fédérale rachète au Trésor ses bons en faisant marcher la planche à billets. Ce pays n'a aucunement rompu avec les logiques du capitalisme via ce mécanisme, et conserve toujours une dette colossale.

Les propositions de la « gauche de la gauche », pour répondre à la crise, sont pour l'essentiel centrées sur des mesures alternatives de réduction de la dette et de lutte contre la financiarisation du capitalisme. Mais elles font généralement l'impasse sur la crise profonde du capitalisme, et ne donnent aucune perspective de rupture avec ce système. Les mesures qu'elle propose consistent donc à composer avec les intérêts capitalistes, puisqu'il ne s'agit pas de changer le régime de propriété ni de remettre en cause la notion de profit. On peut cependant imaginer que ces propositions puissent réussir à désendetter partiellement les États. En effet, le retour à une « souveraineté » monétaire, par laquelle les États se financent auprès de leur banque centrale, sans taux d'intérêts, plutôt que sur les marchés financiers, pourrait faire baisser la charge de la dette. L'annulation d'une partie de la dette ou de sa totalité résoudrait peut-être ce

problème en faisant payer la note aux institutions financières ou aux États qui en sont aujourd'hui propriétaires. De même, la taxation des transactions financières et du capital en général dégagerait des recettes supplémentaires pour les États. Pour autant, d'une certaine façon, la crise que nous connaissons n'est pas une crise de la dette, mais la suite de la crise financière de 2007, elle-même le résultat d'un processus tout à fait classique de financiarisation d'une part croissante du capital lorsqu'il est en crise. Sur ces autres aspects de la crise, du côté de la « gauche de la gauche », il n'y a pas vraiment d'autres propositions qu'un retour à la régulation keynésienne de l'économie par l'État qui ne saurait s'attaquer aux causes profondes de la crise. Sans compter que toutes ces mesures impliqueraient un compromis politique majeur avec les capitalistes pour qu'ils acceptent de perdre une assez grande partie de leurs revenus et de leur pouvoir.

Un tel compromis a déjà été accepté par la bourgeoisie après

la seconde guerre mondiale. Mais les circonstances d'alors étaient autrement exceptionnelles. Le besoin de stabilité politique après le fascisme et la guerre, associé à la volonté de créer un contre-modèle à l'URSS qui soit acceptable pour les travailleur-se-s en occident, étaient des motivations importantes. De plus, la perspective des gains de la reconstruction et ceux de la création d'un énorme marché de consommateurs était une contrepartie qui rendait acceptable et soutenable pour les profits capitalistes une redistribution plus large des bénéfices. De telles circonstances n'existent pas aujourd'hui, puisque les capitalistes n'ont aucune perspective de croissance en vue susceptible de leur fournir la moindre raison de concéder un peu de leurs profits en acceptant plus de redistribution. C'est une des limites des propositions de retour à la régulation du capitalisme par l'État, puisque justement, la rupture avec la période keynésienne et l'État providence avait pour objectif de rétablir les taux de profit d'avant-guerre. C'est bien parce



que cet équilibre factice entre les travailleurs-euses et les détenteurs du capital avait atteint ses limites que les capitalistes ont décidé de changer de cap avec l'offensive néolibérale de la fin des années 70. On imagine mal un retour en arrière sans contrepartie et sans que les capitalistes en ressentent l'urgence, et cela, quelle que soit la bonne volonté affichée des dirigeant-e-s politiques.

Et quand bien même un tel compromis serait réalisable, il ne nous paraîtrait pas satisfaisant. Nous refusons de nous fixer comme finalité la poursuite d'une société fonctionnant sur la propriété privée, sur le profit et sur l'exploitation du travail par le salariat, même en échange d'une certaine stabilité et d'une redistribution plus importante de la part des richesses que nous produisons. Le fait d'y associer un secteur public étatique plus fort n'offre aucun espoir de mettre fin à l'exploitation.

Ainsi, le recours à l'État, ne serait-ce que pour corriger les effets négatifs du capitalisme, relève aujourd'hui de l'utopie. Que ce soit pour sortir de la crise ou pour nous protéger de la voracité des investisseurs, l'État n'est pas un instrument neutre, et encore moins un instrument qui serait de notre côté. Par conséquent, dans la confrontation qui va opposer dans toute l'Europe les peuples aux possédant-e-s, donner comme perspective de se tourner vers l'État revient à désarmer la population. Ce type de propositions, portées par une large part de la gauche du Parti Socialiste ou par une partie du mouvement social, met en avant l'illusion d'un État sauveur. Cela ne peut que pousser les travailleur-se-s à lui déléguer le pouvoir d'agir plutôt que de lutter, et ainsi affaiblir les résistances sociales et conduire à la résignation. Sur ce point, même l'extrême gauche cultive cette illusion en réclamant à la fois le contrôle de l'État sur les marchés et le contrôle ouvrier, voire parfois l'autogestion des usines. Ces deux logiques sont complètement antagonistes, et il faudra choisir entre la lutte active ou la délégation passive.

En ne s'attaquant pas aux fondements mêmes du capitalisme, à savoir la propriété privée, la recherche du profit comme moteur de la production, l'exploitation du travail comme moyen de créer ce profit, la croissance perpétuelle comme condition sine qua non de l'équilibre général, ces différentes options, libérales, nationalistes ou keynésienne ne permettent pas d'imaginer sortir de la crise multiforme que nous traversons, et encore moins de satisfaire les besoins des populations. D'autant qu'en plus de la crise de la dette, de la crise financière et d'une crise de débouchés, le capitalisme fait aussi face à une raréfaction des matières premières, qui rend désormais illusoire tout redémarrage par la croissance. Sans compter que la croissance infinie, indispensable à la stabilité du système, butte aussi sur une autre limite, celle de la crise écologique.

LUTTER CONTRE LA CRISE : SOLIDARITÉ POUR ALLER VERS UNE SOCIÉTÉ ANARCHISTE

Que faire face à la crise et aux mesures antisociales qui l'accompagnent ? Comment concilier lutttes immédiates et perspectives révolutionnaires en rupture avec le capitalisme ? Après avoir résumé brièvement le contexte de la crise actuelle, nous présenterons différentes formes de lutttes et résistances qui nous paraissent nécessaires dès aujourd'hui, d'une part pour ne plus subir les conséquences du capitalisme, et d'autre part pour construire ensemble une société en rupture avec ce système inégalitaire d'exploitation et de domination. Nous proposerons ainsi les grandes lignes du projet anarchiste, une société sans classes et sans État, basée sur l'autogestion généralisée de la société et le fédéralisme.

Le contexte de crise

La crise que nous vivons actuellement, aussi bien économique, qu'écologique, sociale et politique, découle des systèmes capitalistes et étatiques, qui se caractérisent par une organisation fondée sur la propriété privée des

moyens de production et de distribution, sur la hiérarchie, la domination et l'exploitation.

Le système économique capitaliste est fondé sur la recherche permanente du profit, soit l'accroissement continu du capital. Cela repose sur le vol d'une part toujours plus importante du produit des

richesses créés par les travailleurs-euses, rendu possible par la propriété privée des moyens de production. Cependant, pour que les biens et les services créés gardent une valeur marchande et que les capitalistes continuent à générer des profits, le système doit en permanence entretenir

l'offre et la demande solvable. Pourtant, pour maintenir et accroître son taux de profit, la classe dominante cherche à diminuer par tous les moyens la rémunération du travail : diminution des salaires directs et indirects, augmentation du temps de travail et des cadences, etc. Ces attaques entraînent une baisse de la solvabilité des travailleurs-euses, et par conséquent une baisse de la demande solvable. Or, les profits des capitalistes ne peuvent continuer à croître sans l'écoulement de la production à des clients solvables.

Depuis les années 70, cette contradiction du système capitaliste a tenté d'être dépassée par le développement du crédit, afin de stimuler artificiellement la demande. Mais pour que le profit se réalise, il faut que les débiteurs (travailleur-euses, entreprises, États, etc.) remboursent le crédit afin d'alimenter la machine économique. Là encore, la pression du capital pour diminuer la rétribution du travail et s'approprié une part toujours plus importante des richesses

entraîne inévitablement des difficultés de remboursements, qui se répercutent à toutes les échelles. Ainsi, ces dernières années, les États ont renfloué les banques endettées pour sauver le système financier, augmentant d'autant leur propre dette. La crise financière, économique et des dettes souveraines que nous vivons est le produit de la logique de profit du capitalisme.

Par ailleurs, le capitalisme repose sur la croissance de la production de richesse, ce qui rentre en opposition avec le caractère fini des ressources naturelles, et notamment des ressources énergétiques. En plus de la surexploitation des écosystèmes et de la pollution, cette contradiction entraîne une concurrence féroce à l'échelle internationale pour le contrôle des ressources, qui se traduit bien souvent par des guerres ou occupations militaires.

Dans ce contexte de crise économique et écologique, la classe dominante capitaliste cherche toujours à tirer

son épingle du jeu, en faisant supporter à la population les conséquences négatives des contradictions du capitalisme et en attaquant les conditions de vie des travailleurs-euses. Au nom « du redressement économique » et du « remboursement de la dette », les États organisent ainsi la liquidation de la protection sociale, des services publics, du droit du travail, plongeant une part toujours plus importante de la population dans la misère et la précarité. Dans ce contexte, le rôle de l'État comme soutien de la classe économique dominante et de l'exploitation des travailleurs-euses est clairement visible.

L'incapacité de ce système économique et politique à satisfaire les besoins humains, et l'impasse dans laquelle il nous conduit pose plus que jamais la nécessité d'une rupture révolutionnaire pour en finir avec la barbarie capitaliste. La mise en place d'une société égalitaire et libre, ne peut être l'œuvre d'aucun parti aspirant à gouverner, puisque l'État, en donnant le pouvoir politique à une minorité, ne pourra jamais permettre la construction d'un système égalitaire. Par conséquent, nous devons donc développer les luttes pour refuser la dégradation de nos conditions de vie, organiser par nous-mêmes l'entraide et la solidarité, en ayant en perspective un projet de rupture avec le système d'exploitation et de domination capitaliste et étatique.

Refusons d'être volé-e-s, refusons les plans d'austérité

Nous ne sommes pas responsables de la dette. Les responsables sont ceux qui se permettent de faire des profits en nous volant, tout en nous faisant croire que nous avons vécu au-dessus de nos moyens. Nous n'avons donc rien à payer. Les plans d'austérité que l'on nous présente comme inévitables sont à refuser en bloc, et l'enjeu est d'être le plus grand nombre à se battre contre leur mise en place. Pour cela, nous devons développer toutes les formes de résistances possibles, sans rien attendre d'une classe politique, qui, loin d'être la solution, fait intégralement partie du problème.

En France, tout reste pratiquement à faire pour mobiliser la population. Malgré les milliards d'aides octroyées aux banques par le gouvernement Sarkozy, suivis de la mise en place des premières mesures d'austérité pour la population, dès la fin 2011, puis de l'entrée en récession de l'économie, la désapprobation ne s'est pas transformée en révolte ou en mobilisation massive. Le contexte électoral de 2012 a fortement freiné la mise en place de réelles résistances, en laissant croire à un illusoire changement par les urnes, sans luttes sociales. Dans ce contexte, nous avons été confrontés à l'absence d'une

véritable volonté de combattre, les centrales syndicales et les gens préférant attendre les élections pour « s'exprimer ». Seuls des collectifs pour un « audit citoyen sur la dette » ont vu le jour avant les présidentielles. Mais, malgré un travail utile d'information et de vulgarisation, leur volonté de mettre l'accent du débat sur une séparation entre dette légitime qu'il faudrait rembourser et dette illégitime à ne pas payer, ne permettait pas d'armer la population pour qu'elle refuse de payer pour le vol qu'elle avait déjà subi, et pour les vols à venir dans le cadre des politiques de rigueur. Surtout, le fait de



mettre en avant l'intervention de l'État comme moyen de réguler la finance, présentée comme une dérive du capitalisme, donnait crédit au changement par les élections plutôt qu'à la construction d'un rapport de force sans attendre. Depuis 2012, l'austérité de gauche a remplacé celle de droite, plongeant les classes populaires dans la résignation et l'absence de perspectives. La collaboration aux projets gouvernementaux d'une partie du monde syndical participe largement à désamorcer les capacités de résistance du monde du travail. La France n'a donc pas eu de mouvements sociaux d'ampleur comparables à ceux qui ont agité l'Espagne, le Portugal ou la Grèce.

Pour l'avenir, l'existence ou non de luttes dans le monde du travail sera déterminante dans la capacité de la société française à résister au laminoir des plans de rigueur. D'abord, parce que c'est là que les attaques du gouvernement et du patronat se concentrent. Il faut s'attendre à une poursuite de l'offensive sur les salaires directs et indirects, à une tentative de libéralisation la plus large possible du monde du travail, et à d'autres mesures tendant à augmenter les bénéfices tirés de l'exploitation du travail. Ces attaques ne doivent plus rester sans réponses au risque de renforcer le sentiment de fatalité. Ensuite, parce que sans riposte des travailleurs-euses et des privé-e-s d'emploi, nous n'avons aucune chance de construire le rapport de force nécessaire. Le monde du travail est un levier de résistance extrêmement puissant, puisqu'il peut permettre à la fois de massifier un mouvement, et de s'attaquer directement aux intérêts des capitalistes par les moyens de lutte qui lui sont propres comme la grève ou l'occupation des lieux de production.

Dans le monde du travail, c'est à la construction d'un mouvement d'ensemble, interprofessionnel, qu'il faut s'atteler pour bâtir ce rapport de force capable de faire échec à ces politiques. En effet, un mouvement au cas par cas, en ordre dispersé, est insuffisant. Si une attaque contre les fonctionnaires ne mobilise que la fonction publique, puis qu'une mesure contre les chômeurs ne fait réagir que les chômeurs, et ainsi de suite, tout le monde perd chacun à son tour. De plus, il est nécessaire d'exprimer une détermination à la hauteur de la détermination du camp d'en face à nous faire les poches. L'exemple du dernier mouvement social d'ampleur, celui contre la réforme des retraites en 2010, a montré les limites des manifestations d'une journée. S'il a permis d'exprimer un refus large et massif, il n'a pas été en mesure de nous conduire jusqu'à la victoire. Le manque de détermination, caractérisé par le faible nombre de grévistes, à l'exception de quelques secteurs, est la raison principale de l'échec de ce mouvement, et doit servir de contre-modèle pour les mobilisations à venir. Cela ne s'improvise pas, et il serait risqué de ne compter que sur la spontanéité. Au contraire, cela nécessite d'investir les structures syndicales lorsqu'elles permettent d'organiser les travailleurs-es pour la lutte ou de développer toute autre forme d'auto-organisation collective là où elles n'existent pas ou bien lorsque les structures déjà existantes sont trop bureaucratisées pour agir. Ces espaces de rencontre, d'échange et de construction sont essentiels pour faire converger les revendications et les luttes vers un refus global des politiques d'austérité.



Mais le monde du travail, et les organisations syndicales qui le structurent, n'est pas le seul espace où peuvent et doivent se développer les résistances, car il ne peut à lui seul organiser toute la population. De nombreux espaces sont des déserts en terme d'organisation collective, et des pans entiers de la société lui échappent. Si la jeunesse, les quartiers populaires et plus généralement les personnes vivant dans la précarité ont bien des formes embryonnaires de regroupement, elles sont généralement trop faibles et ont besoin d'être développées pour assurer une meilleure défense contre les politiques d'austérité. D'autres luttes et formes d'organisation peuvent nous inspirer afin de créer à l'échelle de l'ensemble de la société un rapport de force qui nous soit plus favorable, en même temps que des modes de

regroupements, de prises de décision et d'appropriation de l'espace social différents. Les mouvements populaires que l'on a pu voir d'abord en Espagne avec les Indignés, puis en Grèce avec les assemblées populaires, ou encore avec le mouvement des Occupy aux États-Unis, ont montré que la population peut s'organiser et inventer des moyens d'expression de sa révolte et de ses aspirations à vivre d'autres types de rapports dans des cadres économiques, politiques et sociaux radicalement différents. Ainsi, loin de s'opposer, l'organisation de la lutte dans le monde du travail et ces autres formes d'organisation de la résistance dans la société doivent se renforcer mutuellement. La coordination des différents mouvements de lutte reste l'un des enjeux majeurs de la réussite de nos mobilisations.

Malgré leurs limites^[1], les mouvements des indignés en Espagne et d'Occupy aux États-Unis ont montré la possibilité d'un développement massif du refus d'un système, pas seulement les plans d'austérité mais aussi les inégalités économiques inhérentes au système capitaliste,

[1] Ces mouvements n'ont pas réussi à inverser la vapeur, et le peuple espagnol continue malheureusement à payer une crise qui n'est pas la sienne. D'autre part, ces mouvements ont des tendances « citoyensnistes » où perdurent une certaine vision idéalisée de l'État, ce qui a conduit, certes des minorités, à tenter l'aventure politicienne.

la concentration du pouvoir politique dans les mains de quelques uns. Ils veulent autre chose, et cherchent des formes de fonctionnement différentes comme le refus de la hiérarchie, de la démocratie représentative. Ils ont aussi réfléchi et expérimenté des formes de solidarité nouvelles. Ils ont su faire preuve d'une détermination et d'une volonté de se réapproprier l'espace public en occupant plusieurs semaines, voire plusieurs mois d'affilée, des lieux publics. La dimension auto-organisationnelle de ces mouvements leur a été bénéfique, et doit nous inspirer. Elle leur a apporté une efficacité en terme de mobilisation et de longévité. Par exemple, le mouvement des Indignés espagnols né le 15 mai 2011 est toujours actif notamment dans la résistance concrète face aux expulsions de logements qui se poursuivent en très grand nombre de l'autre côté des Pyrénées.

L'autogestion adoptée, assumée et mise en pratique dès le début de ce mouvement explique largement sa durabilité. Ainsi, chaque ville a connu son assemblée générale souveraine dans laquelle se prenait de façon égalitaire toutes les décisions. Les décisions étaient alors mises en œuvre par des commissions élues et soumises à une rotation des tâches. Enfin, les assemblées désignaient des porte-paroles pour organiser les rencontres et la coordination du mouvement à l'échelle du territoire espagnol. L'auto-organisation donne du sens à la lutte car elle alimente la force collective en puisant dans les initiatives et les idées individuelles. Le large consensus sur la façon de procéder a donc dépassé les convictions politiques des un-e-s et des autres : anarchistes ou pas, chacun et chacune dans ce mouvement a bien compris que l'autogestion était la façon la plus légitime et la plus efficace d'organiser la lutte. Outre que l'auto-organisation du mouvement donne de la force à la résistance, elle jette en même temps les bases d'une nouvelle culture authentiquement démocratique seule capable à terme de nous aider à dépasser l'organisation capitaliste de la société.

Or notre volonté politique est de faire prendre conscience au plus grand nombre qu'il n'est pas possible de sortir de cette crise sans remettre en cause le système capitaliste dans sa globalité. Nous pensons donc aujourd'hui que le mouvement social doit définir son cap selon trois axes : refuser les plans d'austérité dès maintenant, organiser les solidarités et construire le plus possible des formes de résistance et d'organisation nouvelles, pour qu'une réflexion et des expériences sur d'autres façons de vivre en société émergent, s'enrichissent les unes les autres, pour finalement s'imposer comme des évidences.

Organiser la solidarité

Comme nous l'avons vu, les mesures d'austérité sont la réponse que le système apporte à sa propre crise. La paupérisation, le chômage et la précarité généralisée, le terrorisme patronal, la criminalisation des luttes et la propagande idéologique sont quelques-uns des moyens mobilisés pour transformer les rapports sociaux existants au profit des dominant-e-s. La division et l'individualisation permettent en effet aux dominant-e-s d'anéantir les résistances collectives, et de détourner la colère sociale sur d'autres cibles qu'eux-mêmes, pour qu'elle éclate entre des gens qui partagent les mêmes intérêts.

Face à l'austérité qui nous est assénée par le gouvernement de gauche, notre réponse doit être à la hauteur. Car ce sont nos petites et nos grandes résistances qui détermineront si nous subissons, si nous resterons simplement sur la défensive ou bien si nous réussissons à nous organiser afin de passer à la contre-offensive. Or, pour ce faire, nos résistances doivent s'appuyer sur la solidarité. La solidarité de classe, et plus largement la solidarité sociale, est le moyen le plus efficace dont nous disposons, car l'attaque est frontale et la réponse ne peut être ni partielle, ni indi-

viduelle : le fameux ascenseur social est en panne depuis un petit moment et le chacun-e pour soi marche particulièrement mal en temps de crise !

C'est pourquoi la solidarité entre travailleurs-euses est essentielle. Il faut être conscient que lorsque les salarié-e-s d'une entreprise réagissent face au danger de licenciement, de baisse des salaires, de délocalisation ou de fermeture de leur entreprise, contrairement aux apparences, ils ne sont pas les seul-e-s concerné-e-s. Certes, dans un premier temps, tout conflit qui surgit dans une entreprise est légitimement corporatiste ; mais dans la mesure où l'on ne manquera pas de retrouver cette situation dans d'autres entreprises, dans d'autres secteurs d'activité, qu'ils soient publics ou privés, nous devons nous mobiliser pour dépasser la dimension sectorielle du conflit. Malgré l'échec final de la lutte, la mobilisation des salariés de la raffinerie Total de Grandpuits en Seine-et-Marne, lors du mouvement contre la casse des retraites en 2010, reste exemplaire. Nous avons alors d'un côté, des salariés qui partent en grève illimitée, organisent des caisses de grève, font face à la répression, et de l'autre, une énorme vague de solidarité de la part

de la population, cheminots, enseignant-e-s, étudiant-e-s, chômeurs-euses etc., avec une présence soutenues aux diverses mobilisations, envoi de nourriture, renforcement de la caisse de grève. La solidarité de classe est indispensable à organiser. Elle peut prendre diverses formes ; de la présence aux manifestations appelées par des secteurs en lutte, en passant par le renforcement ou la création de caisses de soutien jusqu'à la grève interprofessionnelle de solidarité. Nous devons renouer avec ces pratiques issues du syndicalisme révolutionnaire, pour que les diverses résistances gagnent en efficacité.

Dans le cadre des politiques d'austérité, les premiers-ères à voir leurs droits sapés sont les « bénéficiaires » de l'État-providence. Ainsi, lorsque les chômeurs-euses ou les demandeurs-euses d'emploi se mobilisent, on ne peut qu'être solidaires. En période de crise économique et sociale, la société tend à se polariser et les antagonismes sociaux s'accroissent. Il faut bien comprendre que le responsable de la régression économique n'est ni le chômeur qui touche des indemnités chômage, ni le précaire qui bénéficie du RSA, ni l'étudiant-e qui reçoit des bourses, ni le retraité qui a la

CMU, ni l'immigré sans papiers qui va à l'hôpital public, ni la mère de famille qui a des allocations. Les premier-es assisté-e-s du système sont d'abord les actionnaires puis dans une moindre mesure la classe politique, et les premiers-ères profiteurs-euses sont les riches.

Il est nécessaire de briser les dichotomies qui nous sont imposées par les médias de masse et les gouvernements successifs entre fonctionnaires et salarié-e-s du privé, grévistes et « otages des grève », assisté-e-s et contribuables, etc. Certes, au sein de la grande masse salariale, il y a des différences au niveau des ressources et même au niveau des intérêts économiques immédiats ; mais en acceptant ces dichotomies, on accepte la logique du « diviser pour mieux régner », qui conduit à l'isolement et à la défaite.

Pour nous, il est donc essentiel que les gens et les secteurs d'activité en lutte pour leur travail et leurs droits entrent en solidarité. En Grèce, on a pu voir des expériences de réappropriation autogestionnaire de l'outil de travail, par exemple dans un hôpital. Cela a permis de répondre à deux problèmes à la fois : l'absence de salaires pour le personnel de l'hôpital et l'absence de soins pour les patient-e-s. Dans le même esprit, on a vu des centres sociaux de santé gratuits fleurir dans plusieurs villes pour répondre aux besoins de la population.

L'exemple de cet hôpital autogéré illustre très bien ce que nous préconisons. La lutte de la population générale pour rétablir l'accès aux soins que l'État lui avait supprimé par ses politiques d'austérité est entrée en synergie avec la lutte des travailleurs d'un hôpital à qui l'on ne versait plus de salaires pour les mêmes raisons. Ce renforcement mutuel des luttes du monde du travail avec celles de la société est possible et nécessaire dans de nombreux autres cas de figure qui ne manqueront pas de se présenter à mesure que les politiques d'austérité vont nous tomber dessus.

La solidarité ne doit donc pas être circonscrite au monde du travail. A un premier niveau, celui du quartier ou de la commune, il est nécessaire d'étendre la solidarité pour défendre nos droits et nos libertés et en acquérir de nouveaux à plus long terme. Les possibilités ne manquent pas : collectifs contre les expulsions locatives, grèves des loyers et des factures, mutuelles de fraudeurs et de fraudeuses dans les transports en commun. Il ne s'agit pas seulement d'incantations, ce genre de luttes a trouvé de nombreuses mises en pratique. Ainsi, en Grèce en 2011, le gouvernement a décidé d'intégrer un impôt dans les factures d'électricité et de couper le courant aux foyers qui ne pouvaient ou ne voulaient pas le payer ; les assemblées de quartiers ont décidé de rebrancher le courant là où il avait été coupé. En Espagne, dans plusieurs villes, suite au surendettement



de foyers provoqué par la spéculation immobilière, les collectifs du mouvement du 15 Mai se sont mobilisés, et se mobilisent encore, pour empêcher les expulsions.

Ensuite, à un deuxième niveau, il faut agir pour améliorer notre quotidien et répondre à nos besoins vitaux : manger, se loger, se vêtir, etc. Ici, la solidarité directe ne doit pas être confondue avec l'action humanitaire ; il ne s'agit pas de se donner bonne conscience, ni de secourir les plus pauvres, mais plutôt d'organiser l'action directe des exploités-e-s, c'est-à-dire d'agir sans intermédiaire, par nous-mêmes en nous unissant autour de nos intérêts communs pour avancer collectivement. Dans ce sens, la solidarité peut prendre de multiples formes qui existent depuis longtemps en France : habitat groupé, réquisitions de logements vides, squats, développement des AMAP^[1], des coopératives de production. Un exemple emblématique de ce type de solidarités est le Centre Social Autogéré à Toulouse où, dans un bâtiment réquisitionné, s'auto-organisent et vivent des familles, des travailleurs-euses sociaux et des individu-e-s^[2]. Selon les occupant-es du lieu, « ce lieu nous permettra d'inventer d'autres formes de vie collective face à la société du fric et du pouvoir. Il accueillera de nombreuses activités : alphabétisation et cours de soutien, formations collectives, cours de boxe, de danse, bibliothèque, médiathèque, projections-débats, repas participatifs... Il facilitera la rencontre et les solidarités entre les habitants

du quartier, il fournira un espace de propositions et de créations politiques et sociales ».

Ainsi, lorsque la solidarité se renforce, les besoins primaires quotidiens sont mieux satisfaits, le sentiment d'appartenance à une société s'affirme et le bien-être moral se développe. En outre, la solidarité professionnelle ou sociale, permet d'apprendre, de s'enrichir intellectuellement et constitue donc le premier levier de l'émancipation individuelle par l'émancipation collective. Plus de solidarité au boulot, dans le quartier, dans la commune, à l'école et à l'université, c'est plus de chances de faire face efficacement à l'oppression et à l'exploitation des classes dominantes et dirigeantes. Plus la solidarité est mise en pratique et plus les individus prennent conscience de l'intérêt qu'ils ont à l'approfondir. Finalement, la solidarité aiguise la conscience de classe et enracine dans le corps social les pratiques qui, seules, peuvent former la base de la future société, libre et autogestionnaire.

A l'inverse, lorsque que la solidarité s'affaiblit, les difficultés quotidiennes se multiplient, et l'impossibilité à y faire face favorise une amertume et une incompréhension qui devient le terreau des idées réactionnaires, et notamment xénophobes, voire racistes. Les individus isolés et en difficulté, perçoivent la solidarité comme un rêve irréaliste et se laissent plus facilement convaincre par les organisations politiques les plus autoritaires, même si les propositions de ces dernières ne peuvent en définitive qu'aggraver leurs problèmes.



[1] Une AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne est un partenariat de proximité entre un groupe de consommateurs et une exploitation locale (généralement une ferme), débouchant sur un partage de récoltes régulier (le plus souvent hebdomadaire) composé des produits agricoles. L'AMAP est un contrat solidaire qui fonctionne sur le principe de l'auto-organisation ; il représente une forme de circuit court de distribution.

[2] http://crea-csa.over-blog.com/pages/Le_Projet_du_Centre_social_autogere_PDF_et_page-5367418.html

Populariser un projet de rupture

Les crises du capitalisme, comme celle que nous vivons actuellement, sont inhérentes à ce système économique de par ses fondements mêmes : propriété privée, recherche de la croissance infinie et de l'augmentation des profits pour une classe politique et économique dirigeante qui maintient son pouvoir en exploitant et contrôlant toujours plus la majorité de la population. Le capitalisme engendre destruction des ressources et pollution à l'échelle planétaire, exploitation des travailleurs-euses, précarisation de tous et toutes et misère économique et sociale. Ainsi, nous sommes condamné-e-s à voir nos conditions de vie se dégrader de plus en plus si nous ne faisons pas nôtre l'objectif d'un changement radical de modèle de société. Tout en luttant et s'organisant dès maintenant contre les mesures d'austérité et toutes les conséquences de la crise (licenciements, restructurations, gel des salaires...), il nous faut donc construire des perspectives en rupture avec la logique fondamentale du capitalisme, la domination.

Historiquement, en France, ce sont bien les luttes populaires, telles celles de 1936 et de 1968, qui ont permis, par la création d'un rapport de force favorable, l'acceptation de réformes en faveur des travailleurs-euses que les gouvernants n'auraient

jamais prises d'eux-mêmes. On peut notamment citer les augmentations de salaires et la reconnaissance de certains droits syndicaux. De plus, les mouvements sociaux, lorsqu'ils vont au bout de leur propres logiques, constituent des leviers importants pour que les individu-e-s qui s'y impliquent puissent prendre de l'assurance, prendre position, vivre des moments de solidarité, d'engagement collectif, et finalement rompre avec la croyance du recours à l'État comme une possibilité de transformation sociale. Jusqu'à présent, les mobilisations massives qu'ont connues la Grèce et l'Espagne ne semblent pas en mesure d'influer le cours global des choses. Cependant, ces luttes sociales peuvent amener les personnes à trouver des fonctionnements collectifs qui leur conviennent, et à franchir une étape essentielle pour comprendre comment des rapports sociaux différents de ceux auxquels nous sommes habitués peuvent être généralisés à grande échelle. Alors, ces mouvements peuvent devenir déterminants dans l'évolution des sociétés concernées à court ou moyen termes, comme on l'a déjà vu dans le passé.

Le refus clair des plans d'austérité constitue une première ligne de front à ériger face aux attaques gouvernementales. Dans le cadre des

mobilisations en Grèce et en Espagne, des pratiques sociales hors de la démocratie représentative ont émergé, telles que les assemblées populaires suite au mouvement du 15 mai en Espagne puis la mise en place de comités de quartier. Régulièrement ces dernières années en Espagne, des mouvements de grève, comme celle des mineurs, des manifestations d'une ampleur inégalée de chômeurs, rejoints ensuite par les fonctionnaires, montrent qu'une solidarité de classe interprofessionnelle assumée et revendiquée s'organise. Dans ces deux pays, des formes de résistance et d'organisation autogestionnaires se mettent bel et bien en place. Mais pour que ces luttes nouvelles ne restent pas des embryons de solidarités pour survivre dans la jungle capitaliste, nous devons nous en saisir comme des espaces d'élaboration collective de nouveaux moyens de fonctionnement avec en ligne de mire un projet de transformation globale de la société, pour que celle-ci soit enfin au service du bien-être de tous et toutes.

Nous avons vu qu'une croissance continue de la production et de la consommation n'est pas synonyme d'amélioration des conditions de vie de la population. Au contraire, la recherche constante de profits entraîne des aberrations sociales et écologiques. La

production n'est pas pensée de façon rationnelle mais uniquement pour accroître les profits de quelques-uns. A l'inverse, si nous organisons tous et toutes ensemble la production selon nos débats et choix collectifs, nous pouvons enfin réconcilier la satisfaction des besoins de tou-te-s avec les exigences sociales et écologiques. Plus encore, c'est la seule façon d'y parvenir, puisque la centralisation étatique a déjà largement montré qu'elle était au moins aussi inefficace que le capitalisme en ce domaine.

Or on ne pourra pas sortir du capitalisme tant que la production des biens et des services ne sera pas définie et organisée par et pour la population. L'enjeu est donc de construire une société réellement démocratique tant sur le plan politique (l'administration de la vie civile) que sur le plan économique (l'administration de la production et de la distribution). Nous devons cesser d'obéir et apprendre à nous organiser sans politicien-ne-s professionnel-le-s, ni propriétaires privés des moyens de production. Ce n'est qu'en nous émancipant de ces deux formes de domination, c'est-à-dire en ne laissant plus les grandes décisions entre les mains de ces deux minorités dominatrices qui se renforcent l'une l'autre que nous pourrons enfin espérer vivre dignement, mais aussi mettre un terme à la crise écologique. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrons enfin mettre l'économie au service des besoins, tout en diminuant le temps de travail de toutes et tous.

Organiser la vie en société sans rapport de domination ni politique, ni économique, c'est ce que nous appelons l'autogestion, c'est-à-dire la gestion de toutes les affaires publiques directement exercée par la population elle-même sur une base égalitaire. Pour ce faire, nous devons donc penser de nouvelles institutions qui permettent à chacun et chacune de participer aux discussions et à la prise des décisions qui le-la concernent. Nous devons expérimenter dès aujourd'hui ces nouvelles façons de nous organiser dans nos luttes, en vue de les généraliser à la société humaine dans son ensemble demain.



S'il n'est pas possible de décrire très précisément les rouages de cette nouvelle société pour laquelle nous luttons, on peut toutefois en définir dès aujourd'hui les grandes lignes. L'organisation d'une société anarchiste s'exercerait probablement selon deux processus quasi-simultanés. D'abord, la décentralisation ou relocalisation et la multiplication des espaces de prises de décision, puis leur unification selon une méthode fédéraliste à plusieurs niveaux. Le tout, avec la généralisation du mandatement révocable pour faciliter l'application de toutes les décisions.

Dans un premier temps donc, nous proposons l'autogestion des unités de production (transports, santé, éducation, industrie, secteur tertiaire, agriculture, etc.) et des communes. Cette première étape se joue donc au niveau local. La mise en place d'organes décisionnaires ouverts à toutes et tous dans la commune permet d'organiser au mieux la cohabitation intelligente de ces activités. Ces organes décisionnaires ne peuvent être que des assemblées générales. Assemblées générales donc pour organiser le travail d'un côté, et assemblées générales pour gérer la commune de l'autre.

Dans un second temps, et afin de généraliser l'autogestion jusqu'à l'échelle planétaire si les circonstances le permettent, nous proposons de fédérer et donc de solidariser durablement toutes les unités locales autogérées dans un seul et même grand ensemble. Le fédéralisme anarchiste est double : fédérations des activités économiques (unités

de production de biens et de services) par branche, puis fédération parallèle des unités politiques (les communes libres) les unes aux autres par exemple dans des unions régionales puis nationales et enfin internationales. Ainsi, ce double fédéralisme permet d'une part à l'économie générale de gagner en efficacité pour mieux satisfaire les besoins et allouer les ressources, et à la vie politique de mieux coordonner toutes les activités humaines (économiques et extra-économiques). A tous les niveaux les assemblées générales nomment des mandaté-e-s (seul-e-s ou en équipe) révocables à tout moment pour exécuter des tâches précises, de courte ou de longue durée, ou bien pour porter la parole d'un groupe humain dans une assemblée générale de niveau fédéral où siègeront les mandaté-e-s d'autres groupes. Dans une « entreprise » par exemple, un-e mandaté-e peut être désigné-e pour coordonner le travail d'un atelier, planifier la production, porter la parole de l'entreprise dans les instances communales, ou dans les instances fédérales de la branche d'activité dont elle relève, etc. Dans tous les cas, un-e mandaté-e n'exerce pas une profession, il/elle est détachée momentanément d'un groupe de base pour une tâche précise, pour y retourner une fois la tâche exécutée.

Sur le plan économique, on se débarrasse ainsi de la propriété privée des moyens de production tout en gagnant en efficacité productive. En effet, la multiplication des centres de décisions permet de ramener les prises de décisions là

où elles vont s'appliquer. Ainsi, nous pensons que les mieux placé-e-s pour prendre les meilleures décisions sont les premier-e-s concerné-e-s. C'est en grande partie parce que les dictatures marxistes du vingtième siècle reposaient sur une centralisation totale des prises de décision politiques et économiques, qu'elles se sont avérées incapables d'assurer à la population les libertés les plus élémentaires, mais aussi qu'elles ont été de véritables fiascos économiques, minées par une productivité extrêmement faible.

A l'inverse, les anarchistes ont toujours pensé que la collectivisation de l'économie ne peut être véritablement profitable à tous-tes (mieux satisfaire les besoins, tout en réduisant le temps de travail et en respectant les limites écologiques) que si elle s'accompagne d'une collectivisation de la prise de décision. Remplacer l'État par une fédération de communes libres permet de rompre avec tout système dans lequel le pouvoir est détenu par une minorité de la population, comme dans le système électoraliste. Cette démocratie directe fédéraliste, en prévenant l'accaparement du pouvoir de décision par une classe politique, prévient du même coup l'accaparement des richesses par quelqu'un-e-s au détriment de tous les autres.

Concernant les choix de production, l'intégration des réalités écologiques, la prise en compte des connaissances sur la santé, et la recherche de la quantité mais aussi de la qualité des produits se rapprochant au mieux des besoins et des désirs des populations, deviennent possibles. Actuellement, à petites échelles, nous voyons déjà les avantages de la mise en place de rapprochements entre agriculteurs et consommateurs, tels que la maîtrise de la qualité des produits, la réduction de la pollution liée aux techniques agricoles extensives et au transport, la variété en fonction des saisons.

L'organisation du travail actuelle est basée sur le salariat et sur la détention des moyens de production par les patrons ou l'État. Ainsi, salarié-e-s du public comme du privé, nous sommes dépourvus de nos moyens de production, subissons nos conditions de travail et devons obéir à des choix venus « d'en haut ». Au contraire, l'auto-organisation, en fonction des décisions prises avec l'ensemble de la population concernée, et la réappropriation de nos outils de travail, qu'il s'agisse de terres, d'infrastructures, de matériel technique ou informatique, sont des moyens par lesquels nous pouvons reprendre nos vies en main et donner du sens à notre travail.

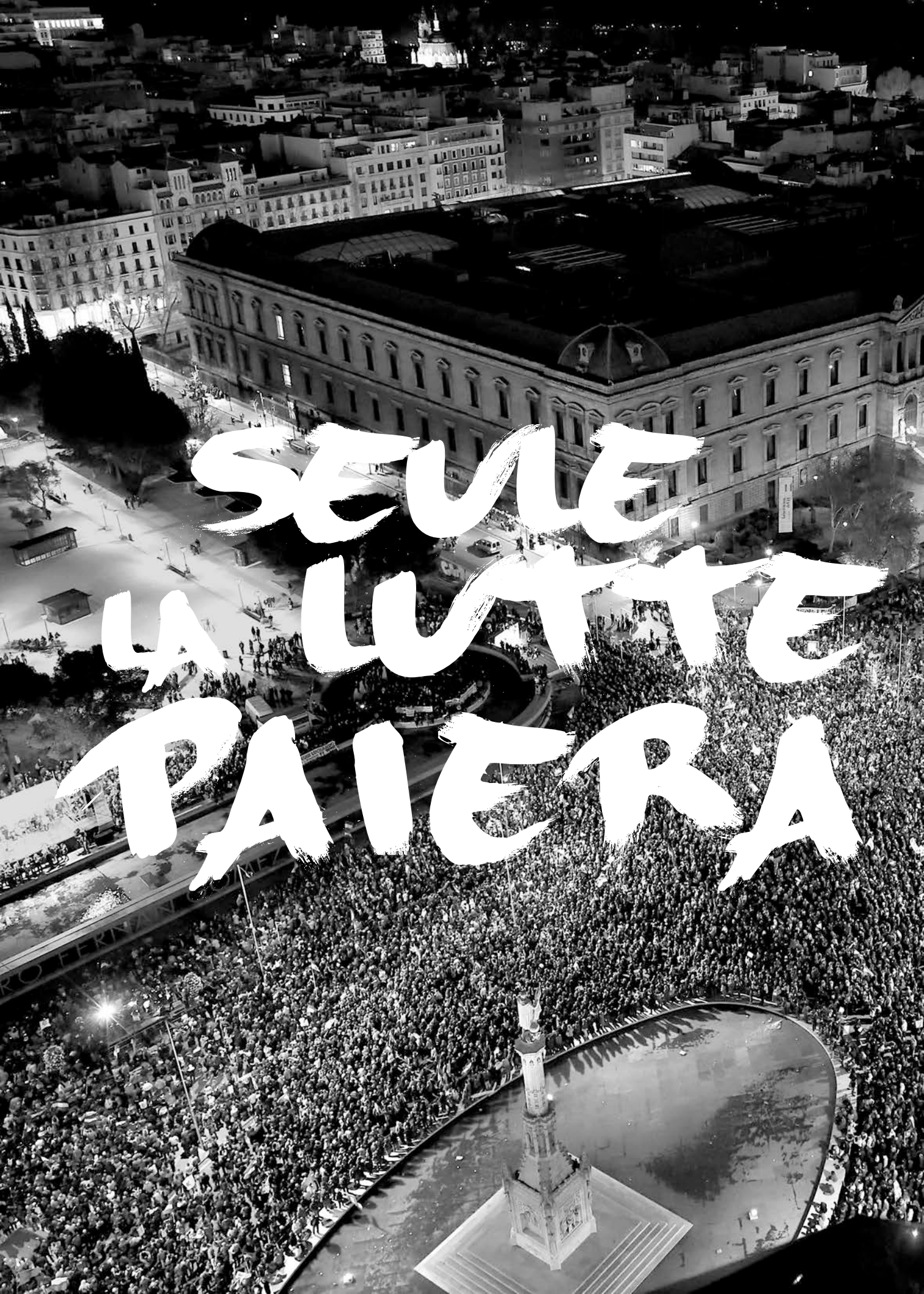


Généraliser l'autogestion partout, y-compris dès aujourd'hui dans nos luttes sociales, constitue certainement le meilleur moyen de lutter contre tous les systèmes de domination, qu'ils soient de classe, de race ou de sexe. Ces systèmes créent des catégories sociales qui exercent leur pouvoir, leur domination et leur violence les unes sur les autres (classe politique et économique dirigeante sur les exploité-e-s, population « blanche » sur les « autres », hommes sur les femmes,...). Ces différents rapports de domination se nourrissent les uns les autres, notamment en entraînant des divisions entre exploité-e-s, opprimé-e-s, en invisibilisant leurs intérêts communs et la nécessité des luttes à mener par chacune des catégories sociales contre celles qui les dominent.

Quoi qu'on en dise depuis la crise, le capitalisme se fonde sur les frontières en mettant en concurrence les économies nationales. C'est la raison pour laquelle les classes dominantes de chaque pays tendent à exacerber le nationalisme de leurs populations respectives. Le nationalisme leur permet de légitimer les dégradations des conditions de travail et des salaires, sous la menace de délocaliser dans des pays où le coût de la main d'œuvre serait moins élevé, divisant ainsi les travailleurs-euses des différents pays. Elles utilisent également le sentiment d'appartenance à une « nation » pour mobiliser l'armée, qui recrute dans les classes les plus pauvres de la population, dans des missions d'occupation et de guerre, cachant bien souvent des causes économiques : soutien à la classe dominante sur place, prise de contrôle de richesses, etc. Dans tous les cas, le nationalisme est contraire aux intérêts des populations. A l'inverse, la coordination de tous les peuples à l'échelle internationale peut permettre l'augmentation de nos possibilités en terme de production, de connaissances, de culture, et en définitive de bien-être moral et matériel. Pour assurer la prise en considération des besoins et désirs de tou-te-s, les décisions doivent faire l'objet de votes organisés à la base, puis être portées par des mandaté-e-s dans des conseils représentant des espaces géographiques de plus en plus grands. La mise en commun des ressources, leur gestion collective en fonction des considérations écologiques et des populations habitant sur place, leur redistribution égalitaire selon les besoins des populations pour assurer des conditions de vie satisfaisantes à tou-te-s sont largement possibles au vu des capacités de production actuelles.



Aujourd'hui, il est nécessaire que les mouvements sociaux qui cherchent à s'opposer aux politiques d'austérité ne se donnent pas comme seul objectif de faire reculer les gouvernements sur quelques mesures que ces derniers s'empresseront d'imposer par un autre biais. Il ne s'agit pas non plus de réajuster, ou rééquilibrer le capitalisme. Ce genre d'objectifs réformistes permet en définitive au capitalisme et donc à l'exploitation et aux inégalités sociales de perdurer. Seule l'élaboration d'un projet commun en rupture avec la société actuelle permettra de dépasser les clivages entre chômeurs-euses, immigré-e-s, sans-papiers, fonctionnaires, retraité-e-s, etc. Or dépasser ces clivages est nécessaire si l'on veut construire une résistance de l'ensemble de la population. Dès aujourd'hui, auto-organisons nos luttes pour mieux tracer les perspectives de gestion directe de la société, de la production et de la distribution des biens et des services. Le capitalisme est dépassé, archaïque, élaborons tous et toutes les moyens de fonctionnement d'une société autogérée, libertaire et égalitaire.



SEULE
LA LUTTE
PAIERA



WWW.BRASEROSOCIAL.ORG

BRASERO SOCIAL C/O LA PLUME NOIRE, 8 RUE DIDEROT 69001 LYON - FRANCE

Un espace de solidarité parmi d'autres où on se réunit, on se serre les coudes, et on se réchauffe les mains sur les braises en ces temps d'hiver social. Des braises pour alimenter nos luttes populaires, pour combattre les inégalités économiques et sociales. Une manière de diffuser des critiques contemporaines de la hiérarchie, du capitalisme, un projet de société communiste libertaire. Bref, Brasero social, une association d'édition autogérée, fondée et animée par des militantEs Anarchistes Communistes de France et de Suisse qui veulent contribuer à la diffusion d'une pensée anarchiste-communiste contemporaine, en provenance des 4 coins du monde ! Si le choix des textes publiés par Brasero Social n'engage que ses membres, celles et ceux-ci sont investiEs dans les luttes populaires et des organisations spécifiques anarchistes.

AUX MÊMES ÉDITIONS

"Anarchisme Social & Organisation"

Traduction française de Anarquismo Social e Organização, par la Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro (Federação Anarquista do Rio de Janeiro - FARJ), Brésil.





WWW.C-G-A.ORG

SECRETARIAT
secretariat@c-g-a.org

QU'EST-CE QUE LA COORDINATION DES GROUPES ANARCHISTES ?

Nous sommes une organisation spécifique anarchiste se réclamant du communisme libertaire. La CGA est une fédération de groupes et de liaisons se retrouvant sur des principes et des fonctionnements communs. Regroupant des militant-es conscient-es de la nécessité de s'organiser pour lutter contre tout ce qui nous opprime, dans une perspective révolutionnaire, elle se veut un outil au service d'une double tâche :

- Promouvoir le projet de société et les pratiques anarchistes en favorisant l'auto-organisation et la démocratie directe, mais aussi en valorisant les desseins de rupture avec le capitalisme et l'état ;

- Faciliter l'émergence et le développement des luttes sociales ayant pour objectif la défense des conditions de vie et de travail des classes populaires, mais aussi de renouer avec la voie des conquêtes sociales, sur le terrain de l'action directe, en rupture avec l'électoratisme. La participation aux luttes est un aspect incontournable de notre conception de l'anarchisme organisé, ancré dans la réalité sociale et refusant un idéal élitiste hors du temps.

Notre conception du combat contre la bourgeoisie, le capitalisme, l'état, les systèmes racistes et de domination masculine, l'oppression religieuse, est résolument internationaliste. Nous sommes convaincus que les frontières, l'impérialisme et les guerres sont les armes des classes dominantes qui ont toujours divisé pour mieux régner.

L'objectif de cet ouvrage est de proposer une analyse de la crise et de ses conséquences qui soit accessible à toutes et tous pour permettre à chacun-e de se doter d'outils pour décrypter le discours dominant sans se laisser embobiner. Nous pensons que donner une lecture libertaire de ce qui se passe par des personnes qui vivent aussi cette crise est très important pour encourager à réagir et lutter dans une perspective émancipatrice. Il nous semble aussi que s'intéresser à ces questions pose de fait l'urgence de rompre avec le capitalisme et soulève la nécessité révolutionnaire sur des bases libertaires.



CGA
COORDINATION
DES GROUPES
ANARCHISTES

3€